



Conseil National de la
Formation Professionnelle
Tout au Long de la Vie

LE FINANCEMENT ET LES EFFECTIFS DE L'APPRENTISSAGE EN FRANCE DONNEES 2009

LA COMMISSION DES COMPTES DU CNFPTLV

La Commission des comptes du Conseil national de la Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie (CNFPTLV), présidée par **Gabriel MIGNOT, Président de chambre honoraire à la Cour des comptes**, a été installée le 1^{er} février 2006.

Composée de 21 membres du Conseil, tous acteurs de la formation professionnelle, sa tâche consiste à assister le Conseil dans sa mission relative aux comptes de la formation professionnelle et de l'apprentissage (art. 27 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle et au dialogue social), qui vise à améliorer la transparence du financement.

A cette fin, elle lui propose toute mesure qu'elle juge utile et établit un rapport annuel sur l'utilisation des ressources financières affectées à l'apprentissage et à la formation professionnelle continue.

Concernant l'apprentissage, les travaux sont préparés, suivis et mis en cohérence par un **Groupe Technique Apprentissage** (GTA) qui comprend des spécialistes compétents en matière d'apprentissage, désignés par les organisations qui composent le Conseil.

Au secrétariat général du Conseil, les travaux sont coordonnés et le rapport préparé par **Carole ABOAF**, conseillère technique, assistée de **Maria MELICIANO**.

Remerciements à **Dominique GAUTHIER** en Région Centre, **Lionel MODESTE** en Région Bretagne, **Sébastien SOULLARD** en Région Pays de la Loire, **Elisabeth LENRIOT BERNARD** en Région PACA, **Aurélie DEMONGEOT**, ministère de l'éducation nationale, pour leur participation à la rédaction de ce rapport ainsi qu'à **André BOSSARD**, expert auprès du Conseil national qui a créé la base de données relative à l'apprentissage – données 2007 à 2009.

SOMMAIRE

PARTIE I : ACTEURS ET FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE (SCHEMA NATIONAL)	9
I - Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires finaux	11
II - Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs finaux	16
III - Le circuit de la taxe d'apprentissage	22
IV – Schéma national des flux	29
PARTIE II : LES EFFECTIFS D'APPRENTIS ET L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE	31
I - Les établissements de formation	33
II - Les effectifs d'apprentis.....	35
III - Le financement de l'offre de formation par apprentissage	47
A- Les ressources.....	48
1- Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation.....	49
2- La contribution des Régions est fonction des autres ressources.....	52
3- La complémentarité des financements varie selon les régions.....	56
B- Les dépenses	61
1- 87% des ressources sont affectées au fonctionnement pédagogique.....	62
2- Le THR ne transite pas toujours par les comptes des CFA.....	65
C- Les investissements	67
ANNEXES	
Partie I.....	69
Partie II	89

INTRODUCTION

Le rapport sur les données 2009 :

- tout en s'inscrivant dans la continuité des rapports précédents pour :
 - **cerner les grandes masses financières dégagées en 2009** par les principaux financeurs finaux (Entreprises, Régions, Etat) à destination des bénéficiaires finaux (CFA, employeurs d'apprentis, apprentis eux-mêmes) et les schématiser,
 - **effectuer une analyse sur 6 ans (2004 à 2009)**. Cette comparaison permet de mesurer la portée des différentes mesures mises en œuvre pour développer l'apprentissage dans le cadre de la loi de Cohésion sociale du 18 janvier 2005 (augmentation du quota de 40 à 52%, augmentation des versements au FNDMA, intermédiation obligatoire des OCTA, création de la CDA en compensation d'un crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis),
 - **analyser les circuits de la taxe d'apprentissage**

- apporte une analyse nouvelle du financement des CFA avec les dispersions régionales et **le poids relatifs de leurs deux principaux financeurs (Régions, entreprises)**.

En outre, **une base de données a été créée sur les données 2007 à 2009 permettant désormais une exploitation plus aisée des données dont l'accès sera ouvert à tous.**

Le présent rapport a été adopté en séance plénière du Conseil national, le 8 novembre 2011.

Rappel du cadre d'élaboration des rapports du CNFPTLV sur l'apprentissage

L'apprentissage constitue une voie de formation initiale qui se déroule **sous contrat de travail**. L'apprenti reçoit des enseignements dispensés en alternance, dans un centre de formation d'apprenti (CFA) et, en situation d'emploi, au sein d'une entreprise.

Les acteurs intervenant dans le dispositif « apprentissage » sont multiples (apprentis, centres de formation d'apprentis, organismes gestionnaires, organismes collecteurs, entreprises, Régions, Etat, etc.) et **les flux financiers** qu'ils génèrent, empruntent des circuits complexes.

Une vue d'ensemble du système apparaissant nécessaire, le Conseil a fixé comme priorité à la Commission des comptes de tracer **le cadre d'un système d'information** constituant **un socle commun de connaissances** pour l'ensemble des acteurs.

Le cadre ainsi établi est le résultat **d'une démarche concertée** avec les acteurs de l'apprentissage et les fournisseurs d'information.

Il vise à la clarification de données éparses, complexes et peu lisibles : il doit permettre de recenser et de présenter toutes les composantes du financement de l'apprentissage. Pour cela, il rassemble et met en cohérence, dans un cadre unique, des sources statistiques et financières, nationales et régionales.

Son élaboration est progressive car elle nécessite l'adaptation des sources d'information existantes, ainsi que des améliorations méthodologiques. Le cadre évolue au fil du temps pour tenir compte des changements législatifs et réglementaires.

Le rapport est composé de deux parties :

Partie I : Acteurs et financement de l'apprentissage

Cette partie propose une approche globale nationale des volumes et des flux financiers de l'apprentissage en 2008 par la mise en commun de statistiques provenant de multiples sources : Etat (Loi de finances, DGEFP), services statistiques (DARES - comptes administratifs - DEPP), Conseils régionaux (comptes financiers des CFA), états statistiques et financiers des OPCA, états de collecte et de répartition des OCTA, branches professionnelles.

Partie II : Zoom sur l'offre de formation

Cette partie consiste à approfondir le **financement de l'offre de formation par apprentissage** :

- **en consolidant les données provenant de 25 conseils régionaux et des deux ministères en charge de CFA nationaux** qui exploitent les comptes financiers de leurs organismes de formation ;
- **en les rapprochant du nombre d'apprentis par région** provenant de l'enquête SIFA du Ministère de l'Education nationale.

PARTIE I :

ACTEURS ET FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

SCHEMA NATIONAL

L'objectif de cette partie est de donner une vision synthétique des acteurs de l'apprentissage, des circuits utilisés et des masses financières en jeu.

Avant la présentation du schéma national global, les différents circuits sont décomposés afin de faciliter la compréhension des mécanismes de financement et notamment le fait que la **taxe d'apprentissage ne constitue ni la seule ressource de l'apprentissage, ni la principale.**

Les Régions et l'Etat sont d'importants financeurs de l'apprentissage aux côtés des entreprises.

Ainsi seront présentés tour à tour dans cette première partie du rapport :

I - Les bénéficiaires de l'apprentissage qui sont les organismes de formation (Centre de formation d'apprentis), les apprentis eux-mêmes et leurs employeurs

II - Les contributeurs qui sont : les entreprises, l'Etat et les Régions

III- Un focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage

sera réalisé avant la présentation du

IV - Schéma global des flux

I. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires finaux

En 2009, 7,7 milliards d'euros sont consacrés au financement de l'apprentissage.

Ce financement est en constante augmentation depuis 2004, de 11% entre 2008 et 2009, et de 50% sur les six ans de l'étude.

Tableau de synthèse du financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires

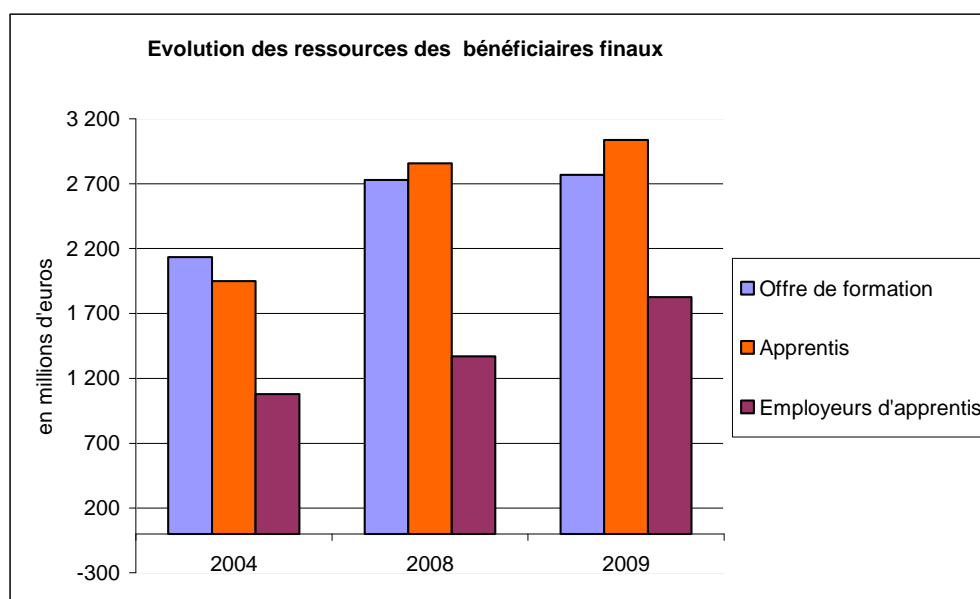
en millions d'euros

Bénéficiaires finaux	2004	2008	2009	Evolution 2008/2009	Evolution 2004/2009
Offre de formation	2 135	2 730	2 780	2%	30%
Apprentis	1 950	2 858	3 039	6%	56%
Employeurs d'apprentis (1)	1 078	1 370	1 827	33%	69%
Autres		21	117		
Total bénéficiaires	5 163	6 979	7 763	11%	50%

(1) pour éviter les double-comptes, l'ICF (primes aux employeurs) est portée au bénéfice des apprentis

Les apprentis et l'offre de formation (CFA) sont les principaux bénéficiaires du financement de l'apprentissage.

Sont aussi bénéficiaires les entreprises qui emploient des apprentis



1.1 L'offre de formation (CFA) reçoit 2,8 milliards d'euros (36% du financement)

Les ressources de l'offre de formation étaient en constante augmentation depuis 2004 passant de 2.135 millions d'euros à 2.443 millions d'euros en 2006 et 2.730 millions d'euros en 2008. En 2009, on assiste à une quasi stabilisation à 2.780 millions d'euros.

L'analyse détaillée de financement de l'offre de formation figure en partie II-III de ce rapport.

Offre de formation (CFA)

en millions d'euros

Subvention des Régions aux CFA régionaux (y compris investissements)	1.125
Participation des Régions aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR) *	84
Concours des entreprises Taxe d'apprentissage **	842
Concours des entreprises ** Fonds mutualisés de la professionnalisation, taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)	198
Contribution des organismes gestionnaires	80
Participation des familles aux frais de Transport, d'Hébergement et de restauration (THR)	63
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national et autres ressources provenant de l'Etat	25
Autres ressources ***	362
	2.780

Source : comptes financiers des CFA - remontée CNFPTLV

* Il s'agit ici de la partie des fonds du THR pour les apprentis qui transite par les CFA (une partie des du THR fonds est versé directement aux apprentis par les conseils régionaux) ; ces fonds contribuent également à l'activité des CFA lorsqu'ils gèrent des structures d'hébergement et/ou de restauration

** Les sources des contributeurs donnent des répartitions sensiblement différentes ; on peut attribuer ces différences à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

*** les principaux postes des autres ressources sont des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat, des ventes et prestations de services, des contributions d'autres collectivités (voir le détail ci-après au point II-les contributeurs).

1.2 Les employeurs d'apprentis bénéficient de 1,8 milliard d'euros (24%)

Les employeurs d'apprentis (en majorité des entreprises) bénéficient de la part de l'Etat :

- d'exonérations de cotisations sociales patronales sur le salaire versé à leurs apprentis pour un montant de 1.326 millions d'euros en 2009 en augmentation de près de 40% par rapport à 2008,

La forte croissance de cette dernière année s'explique par un « rebasage » des versements de l'Etat auprès des organismes sociaux qui étaient notoirement insuffisants les années précédentes et créaient une dette permanente. A partir de 2009, l'Etat apure sa dette (en payant en sus des versements indiqués ci-dessus 326 millions d'euros - qui seraient à ré imputer sur les années précédentes) et rebase ses versements afin de ne pas reconstituer de dette.

A noter : les statistiques ne nous permettent pas de distinguer entre les cotisations patronales et les cotisations salariales qui sont ici entièrement affectée aux employeurs.

- d'un crédit d'impôt sur les sociétés créé en 2005 et qui se monte à 440 millions d'euros en 2009 en hausse de 5% par rapport à 2008, après une augmentation de 55% depuis sa création.

En outre, en 2009, dans le cadre du Plan d'urgence pour les jeunes, les employeurs :

- ont bénéficié de 29 millions d'euros au titre du dispositif « zéro charges apprentis »
- et ont reçu 32 millions d'euros en primes pour l'embauche d'un apprenti supplémentaire de la part de l'Etat (par l'intermédiaire de Pôle Emploi)

Ainsi, les employeurs d'apprentis ont bénéficié en 2009 de la part de l'Etat d'un financement d'un tiers supérieur à celui de 2008.

Les entreprises reçoivent par ailleurs une indemnité compensatrice forfaitaire (également appelée prime) versée par les Régions comprise dans la rémunération des apprentis.

Employeurs d'apprentis

en millions d'euros

Crédit d'impôt apprentissage	440	Loi de finances
Exonération de charges salariales et patronales sur le revenu de l'apprenti	1.326	Loi de finances
Exonération de charges dans le cadre du Plan d'urgence pour les jeunes	61	Loi de finances
Moindre Charge	1.827	

Notes :

- (1) Les employeurs d'apprentis sont placés sur le schéma comme bénéficiaires, mais ils sont à la fois bénéficiaires et contributeurs ; les éléments ci-dessus représentent une moindre charge imputable sur leur rôle de contributeurs (pour les rémunérations) ; voir les comptes en T en annexe de ce rapport.
- (2) le compte des employeurs d'apprentis est incomplet du fait de manques d'informations concernant :
 - en ressources la production des apprentis,
 - en charges, le tutorat et autres dépenses liées à l'emploi des apprentis.
- (3) Afin d'éviter un double-compte, l'ICF (primes aux employeurs) versée par les Régions soit 628 M€, est comptabilisée dans le compte des apprentis et non dans celui des employeurs.

1.3 Les apprentis et leurs familles bénéficient de 3 milliards d'euros

Les apprentis reçoivent la rémunération de leur travail. Le total des rémunérations reçues en 2009 se monte à 2.744 millions d'euros soit 6% de plus qu'en 2008 (source INSEE-DADS).

Les ménages concernés bénéficient en outre d'une exonération de l'impôt sur le revenu pour le salaire des apprentis. Cette exonération représente 255 millions d'euros en 2009.

Les apprentis bénéficient également d'aides qui leur sont attribuées par les Conseils régionaux (hors de l'intermédiaire des CFA) : THR direct, aides au permis de conduire, à la mobilité, etc.

Apprentis

en millions d'euros

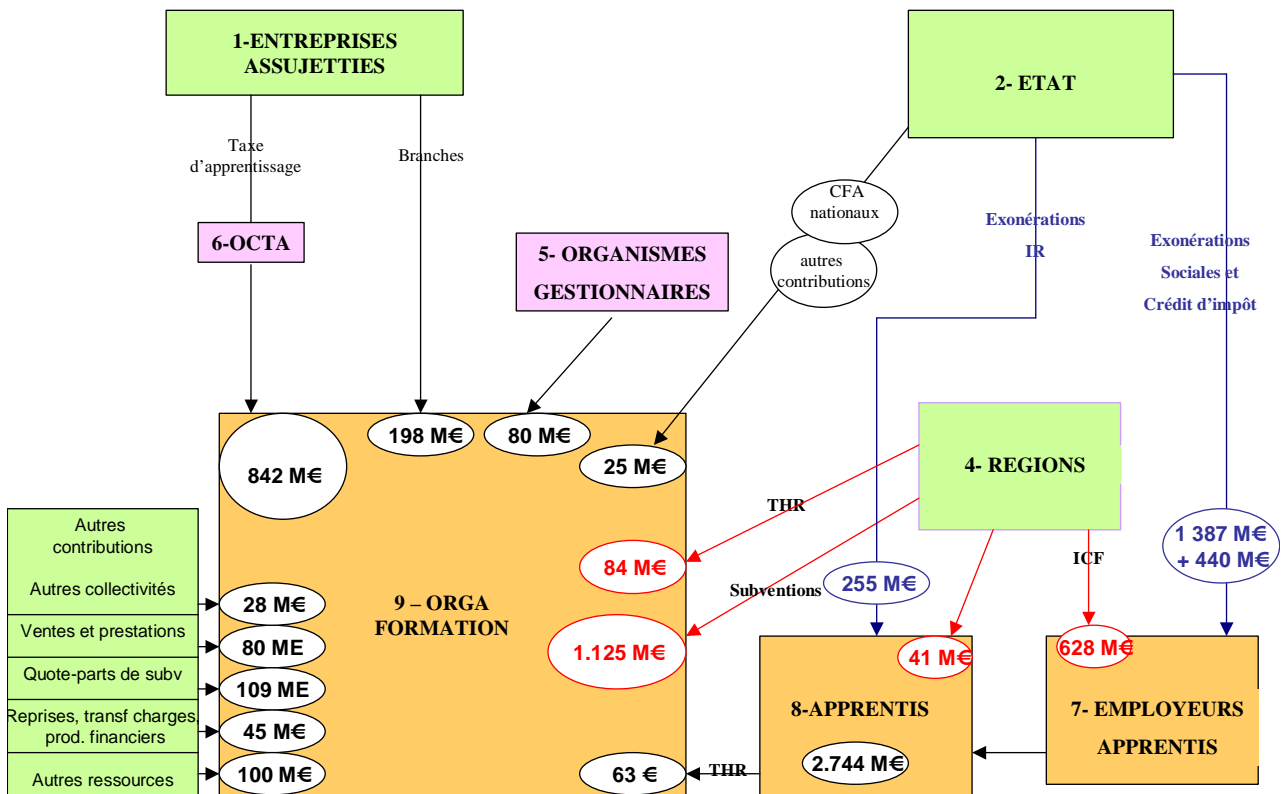
Rémunérations des apprentis *	2.744	INSEE-DADS + estimation CNFPTLV
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti	255	Loi de finances
Aides directes des Conseils régionaux	41	Remontées CNFPTLV
TOTAL	3.040	

* L'ICF (primes aux employeurs) est inclus

Afin d'éviter les double-comptes, l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ou prime aux employeurs est portée :

- pour les bénéficiaires, au bénéfice des apprentis (incluse dans les rémunérations qui leur sont versées par leurs employeurs)
- pour les contributeurs, en tant que contribution des Régions.

CNFPTLV – Schéma des bénéficiaires « finaux » 2009 : 434.010 apprentis + pré-apprentis (pondéré)



II Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs finaux

En 2009, **7,7 milliards d'euros** sont consacrés au financement de l'apprentissage dont 3,1 milliards d'euros soit 40% proviennent des entreprises (entreprises assujetties et employeurs), 2 milliards d'euros (26%) des Régions, 2,1 milliards d'euros de l'Etat (27%).

Si l'on ne tient pas compte des rémunérations des apprentis (champ du compte formation professionnelle de la DARES), le financement de l'apprentissage se monte à **5,6 milliards d'euros** en 2009.

Le financement est en constante augmentation depuis 2004. En six ans, l'apprentissage a bénéficié de 50% de financement en plus. Tous les financeurs sont concernés par cette hausse des financements.

Tableau de synthèse du financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs

en millions d'euros					
Contributeurs finaux	2004	2008	2009	Evolution 2008/2009	Evolution 2004/2009
Entreprises assujetties	735	1 006 <small>14%</small>	1 040 <small>13%</small>	3%	41%
Entreprises employeurs	1350	2 026 <small>29%</small>	2 116 <small>27%</small>	4%	57%
Régions	1 321	1 799 <small>26%</small>	1 995 <small>26%</small>	11%	51%
Etat	1 254	1 639 <small>23%</small>	2 107 <small>27%</small>	29%	68%
Organismes gestionnaires	73	70 <small>1%</small>	80 <small>1%</small>	14%	10%
Apprentis et leur famille	43	67 <small>1%</small>	63 <small>1%</small>	-6%	47%
Autres ressources	388	371 <small>5%</small>	362 <small>5%</small>	-2%	-7%
Total contributeurs	5 164	6 978	7 763	11%	50%

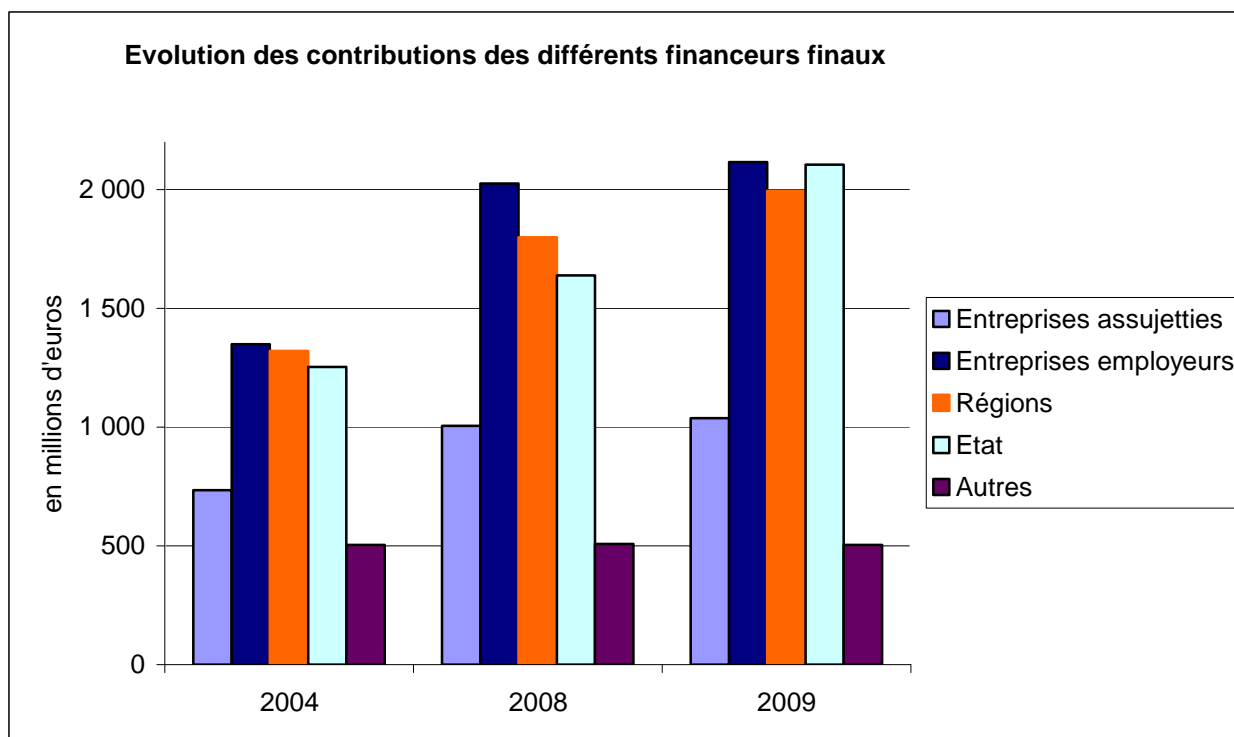
Les entreprises dites « assujetties » versent la taxe d'apprentissage mais aussi d'autres contributions des branches dont elles relèvent.

Les employeurs d'apprentis versent des rémunérations aux apprentis.

Globalement, la participation des entreprises est en augmentation de 4% en un an et de 50% en six ans.

Les Régions subventionnent les CFA ; elles versent également des primes aux employeurs d'apprentis. Leur participation a augmenté de 11% entre 2008 et 2009 et de 50% en six ans.

Enfin l'Etat augmente sa participation sous forme de dépenses fiscales et sociales de 28% entre 2008 et 2009 et de près de 70% en six ans.



2.1 Les entreprises versent 3,1 milliards d'euros à l'offre de formation et aux apprentis (40% du financement)

2.1.1 Les entreprises en tant que contributeur final des CFA (entreprises « assujetties »)

Les entreprises « assujetties » versent la taxe d'apprentissage sous forme de concours financiers, par l'intermédiaire des OCTA ; elles versent également aux CFA, par l'intermédiaire des OPCA, des sommes issues des fonds mutualisés de la professionnalisation, de taxes fiscales (secteurs de la réparation automobile et des transports routiers) et d'une cotisation professionnelle (secteur du bâtiment).

Leur contribution se stabilise autour de 1 milliard d'euros (+ 4 % entre 2008 et 2009) après avoir fortement augmenté (+37%) entre 2004 et 2008.

Entreprises assujetties

en millions d'euros

Taxe d'apprentissage versée aux CFA	842	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Fonds mutualisés de la professionnalisation	115	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Taxe fiscale (secteurs du transport routier et de la réparation automobile) Cotisation professionnelle (secteur du bâtiment)	83	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Total	1.040	

Remarque : les sources des contributeurs (fonds mutualisés et taxes) donnent des répartitions sensiblement différentes ; on peut attribuer ces différences à une sous-estimation dans la source DGEFP d'une part, à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

2.1.2 Les employeurs des apprentis

Pour la plupart ce sont des entreprises qui interviennent sur le champ de l'apprentissage en tant qu'employeurs d'apprentis ; elles versent des salaires aux apprentis en contrepartie de leur travail. Les entreprises ont également des charges liées notamment au tutorat et à l'aménagement du poste de travail qui ne sont pas quantifiables.

Le total des rémunérations versées en 2009 se monte à 2.116 millions d'euros (hors primes des Régions pour éviter un double-compte), soit 4% de plus qu'en 2008.

Employeurs d'apprentis

en millions d'euros

Rémunérations des apprentis*	2.116	source INSEE-DADS
------------------------------	--------------	-------------------

* hors primes régionales aux employeurs (ICF)

2.2 Les Régions contribuent pour près de 2 milliards d'euros (soit 26% du financement de l'apprentissage)

Le financement provenant des **Régions** a augmenté de 50% entre 2004 à 2009 passant de 1,3 milliard d'euros à près de 2 milliards d'euros.

Les Régions contribuent de plusieurs manières :

- subventions à l'offre de formation pour un montant d'1,1 milliard d'euros dont 1 milliard pour le fonctionnement et 100 millions d'euros pour l'investissement.
A noter : une partie des investissements est effectuée via les organismes gestionnaires des CFA ou des structures juridiques spécifiques et n'est pas prise en compte ici.
- aides directes ou indirectes (via les CFA) aux apprentis pour le transport, l'hébergement et la restauration (THR), aides à la mobilité européenne, au premier équipement des jeunes, etc.
- indemnités compensatrices forfaitaires (primes) aux employeurs d'apprentis dont les Régions ont la pleine et entière responsabilité du versement. En 2009, des primes ont été versées pour un montant de 628 millions d'euros. Selon les Régions, d'autres aides sont attribuées aux employeurs (aide au tutorat par exemple).
- actions de promotion de l'apprentissage comme les Olympiades des métiers, mais aussi animation et accompagnement, formation de formateurs, etc.

Régions

en millions d'euros

Financement du fonctionnement des CFA régionaux (hors THR)	1.023	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Financement de l'investissement des CFA *	102	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Participation des Régions aux frais de THR **	84	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Aides directes des Régions aux apprentis ou leur famille (THR, mobilité, équipement ...)	41	Remontées CNFPTLV
Indemnités compensatrices forfaitaires (ICF) aux employeurs d'apprentis	628	Comptes administratifs des Régions (DARES)
Autres dépenses des Régions pour l'apprentissage : (investissements hors compta des CFA, formation de formateurs, accompagnement et animations régionales, olympiades des métiers ...)	117	calculé par différence
Total	1.995	DARES

* partiel : une partie des investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA, mais dans celle des organismes gestionnaires ou de sociétés civiles immobilières

** une partie est reversée aux apprentis

2.3 L'Etat contribue pour 2,1 milliards d'euros (soit 27 %)

La contribution de l'Etat se fait sous forme de dépenses sociales et fiscales :

- remboursement aux régimes de sécurité sociale, aux caisses complémentaires et à l'UNEDIC des exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs
- manque à gagner : crédit d'impôt pour les employeurs et exonération d'impôt sur le revenu pour les apprentis.

Sa part dans le financement de l'apprentissage (27 %) est en forte augmentation passant de 1.254 millions d'euros en 2004 à 1.639 millions en 2008 et 2.106 millions d'euros en 2009. L'Etat devient ainsi en 2009, le plus gros contributeur à l'apprentissage.

L'augmentation se retrouve sur les trois postes principaux :

- hausse des versements au titre des exonérations de cotisations sociales qui passent de 823 millions d'euros en 2004 à 950 millions d'euros en 2008 et 1.326 millions d'euros en 2009 soit une augmentation de 15% entre 2004 et 2008 et de près de 40% entre 2008 et 2009.

La forte croissance de cette dernière année provient d'un « rebasage » des versements de l'Etat auprès des organismes sociaux qui étaient notoirement insuffisants les années précédentes et créaient une dette permanente. A partir de 2009, l'Etat apure sa dette (en payant en sus des versements indiqués ci-dessus 326 millions d'euros - qui seraient à ré-imputer sur les années précédentes) et rebase ses versements afin de ne pas reconstituer de dette.

- montée en puissance du crédit d'impôt en faveur des entreprises employeurs créé en 2005 pour compenser la CDA ; son montant est passé de 270 millions d'euros à 440 millions d'euros entre 2006 et 2009.
- les exonérations d'impôt sur le revenu en faveur des apprentis et de leurs familles ont également fortement augmenté passant de 175 millions d'euros en 2004 à 240 millions d'euros en 2008 (+37%) pour se monter à 255 millions d'euros en 2009.

En outre, en 2009, dans le cadre du Plan d'urgence pour les jeunes, l'Etat a dépensé 29 millions d'euros au titre du dispositif « zéro charges apprentis » et versé 32 millions d'euros de primes pour l'embauche d'un apprenti supplémentaire.

Etat

en millions d'euros

Exonération de cotisations salariales et patronales sur le salaire de l'apprenti	1.326	Loi de finances
Crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis	440	Loi de finances
Exonération d'impôt sur le revenu du ménage de l'apprenti	255	Loi de finances
Zéro charges apprentis (Plan d'urgence jeunes)	29	Loi de finances
Prime à l'embauche d'un apprenti supplémentaire versée par Pôle Emploi (Plan d'urgence jeunes)	32	Loi de finances
Autres dépenses pour l'offre de formation dont subventions aux CFA nationaux	25	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Total	2.107	

2.4 Autres contributeurs

Viennent ensuite d'autres contributeurs finaux dont la participation financière directe est nettement moins importante, malgré leur rôle non négligeable dans le circuit de l'apprentissage.

- Les organismes gestionnaires des centres de formation avec 80 millions d'euros (soit 1 %). Les apports des organismes gestionnaires ne sont pas entièrement retracés dans les comptes des CFA, notamment en ce qui concerne les investissements, les mises à disposition (totales ou partielles) de personnel administratif.
- Les apprentis et leur famille avec 63 millions d'euros (soit 1%) dont les frais sont concentrés sur le transport, l'hébergement et la restauration des apprentis.

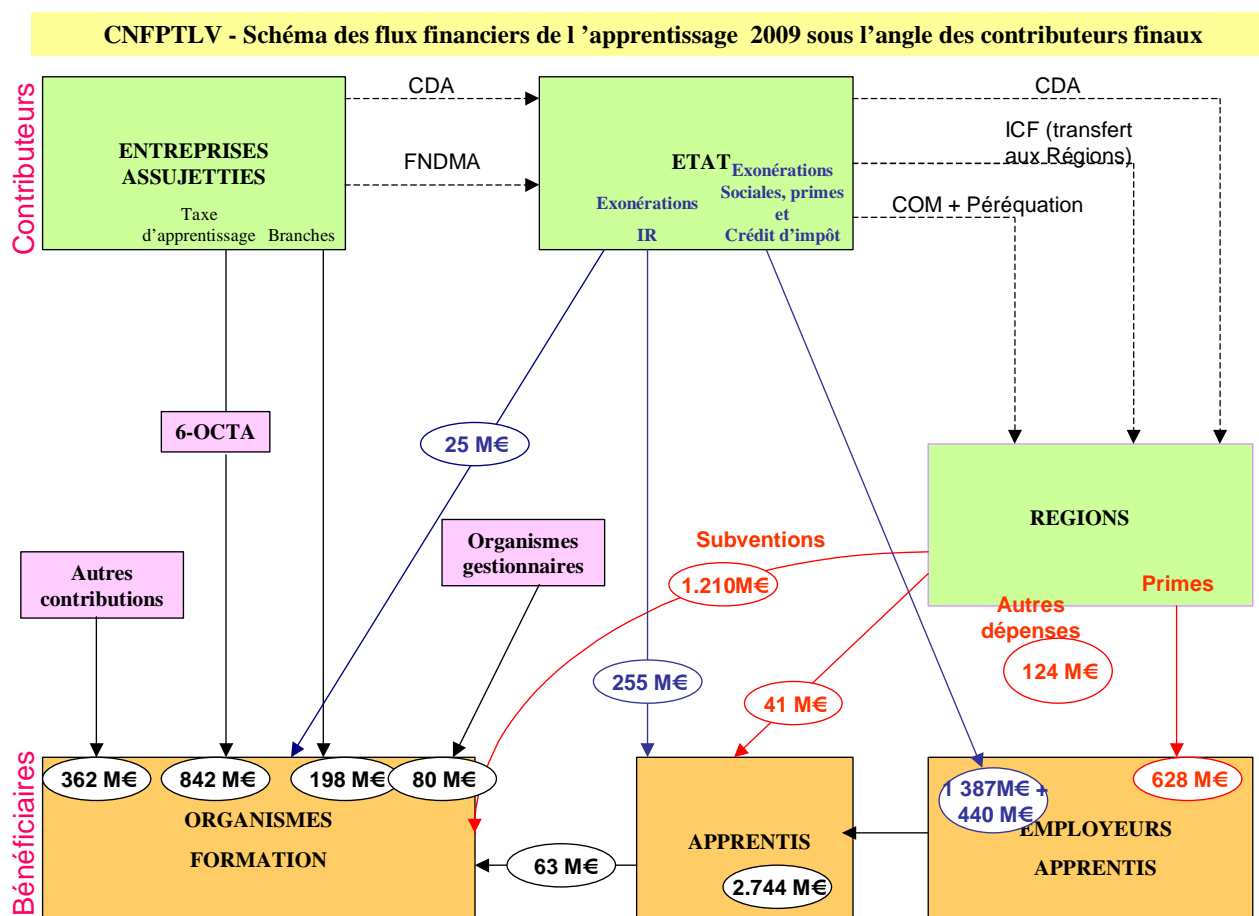
2.5 Autres contributions

Tout cumulé, le montant des autres contributions s'élève à 362 millions d'euros qui se répartissent en :

- Ventes de produits fabriqués et prestations de services par les apprentis du CFA : 67 millions d'euros
- Contributions d'autres collectivités (départements, communes...) pour 28 millions d'euros
- Commensaux (service de repas pour les personnes extérieures au CFA) : 13 millions
- Quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (étalement des immobilisations subventionnées) : 109 millions d'euros
- Reprises sur amortissements et provisions : 22 millions d'euros, transfert de charges : 14 millions, produits financiers : 9 millions

Ainsi le poste « autres ressources » non encore identifiées diminue régulièrement pour ne plus atteindre que 100 millions en 2009 (435 en 2004).

Le graphique ci-après synthétise le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs finaux. Les flux intermédiaires sont néanmoins indiqués en pointillés.



Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs finaux est inférieur à la somme des flux financiers constatés. En effet, **certains flux sont « intermédiaires »** dans la mesure où ils correspondent à des transferts (entre les entreprises et l'Etat, entre l'Etat et les Régions). Dans ce chapitre, on a choisi de se placer du point de vue des contributeurs finaux (voir description des acteurs en annexe II de la Partie I).

III. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage

3.1 Fonctionnement

En vertu de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971, la taxe d'apprentissage est un impôt sur les entreprises employant des salariés qui peuvent s'en exonérer en finançant les premières formations technologiques et professionnelles, dont l'apprentissage.

Cette taxe est partagée en deux fractions :

- **le « quota »** : fraction de la taxe **réservée au financement de l'apprentissage**. Il représente depuis 2004, 52% de la taxe. Il est lui-même divisé en deux parties :
 - 30 % pour les concours financiers aux centres de formation d'apprentis (CFA) et aux sections d'apprentissage (SA)
 - 22 % pour le Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage (FNDMA) au profit de la péréquation régionale et de contrats d'objectifs et de moyens (COM) signés entre l'Etat et les Conseils régionaux.
- **le « hors quota »** destiné au financement des premières formations technologiques et professionnelles, qu'elles se déroulent sous statut scolaire (ex. enseignements dispensés dans les lycées professionnels) ou sous statut d'apprenti. **Une partie du hors-quota peut donc aller à l'apprentissage.**

Les versements au titre de la taxe d'apprentissage sont obligatoirement effectués par l'intermédiaire d'un organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA) et affectés :

- d'une part aux organismes de formation : CFA pour l'apprentissage, établissements de formation autorisés pour les autres premières formations,
- d'autre part à l'Etat (Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage) qui assure une péréquation entre les régions et qui conventionne avec les Régions.

Des règles de base régissent les versements des entreprises :

- respect de la répartition quota / hors-quota,
- part obligatoire destinée au FNDMA,
- obligation de versement au CFA de leur apprenti (concours financier obligatoire) pour les entreprises employeurs d'apprentis qui participent ainsi au coût pédagogique, sur la base du coût par apprenti tel qu'il figure sur les listes d'établissements publiés annuellement par les préfetures de région.
- au-delà, liberté d'affectation des fonds au CFA ou à l'établissement de formation de leur choix (à condition qu'il figure sur les listes préfectorales).

Si les entreprises n'ont pas indiqué d'affectation, l'OCTA a toute latitude pour répartir les fonds (dits fonds disponibles ou libres) aux établissements de formation de leur choix (à condition là encore qu'il figure sur la liste préfectorale et que la répartition quota/hors-quota soit respecté).

3.2 Le circuit de la taxe en 2009

Pour des raisons de cohérence interne entre les données, l'analyse est basée uniquement sur les données de la DGEFP (remontées de données des OCTA – système PACTOLE).

3.2.1 La taxe d'apprentissage finance les premières formations professionnelles et technologiques

L'intermédiation obligatoire (depuis 2006) des organismes collecteurs de la taxe d'apprentissage (OCTA) permet de mieux appréhender le montant global de la taxe collectée et celui de la taxe répartie grâce à l'exploitation des états communiqués par ces organismes à la DGEFP (système PACTOLE).

En 2009, la collecte totale de la taxe d'apprentissage (basée sur les salaires 2008) s'élève à **1.959 millions d'euros** soit une hausse de 9% par rapport à 2008 ou 2006.

Cette forte augmentation est en partie due à l'augmentation du nombre d'OCTA dans la base de la DGEFP (5 OCTA supplémentaires, principalement des OCTA nationaux).

A noter : il reste 10 OCTA n'ayant pas répondu

Après déduction des frais de gestion des OCTA sur les opérations de collecte et de répartition (12 millions d'euros), les fonds à **répartir** en 2009 s'élèvent à **1.941 millions d'euros**.

Sur cette somme, 1.063 millions d'euros sont répartis au titre du Quota et 879 millions au titre du Hors-Quota.

84 % des fonds ont fait l'objet d'affectation par les entreprises (y compris les fonds destinés au FNDMA et la contribution obligatoire des entreprises qui emploient des apprentis) et 16 % (dits fonds libres) ont été attribués par les OCTA.

Remarque : les pourcentages théoriques de collecte ne se retrouvent pas strictement dans cette répartition

Cette somme se répartit de la manière suivante :

en millions d'euros

	2008	2009	Evolution	Part 2009
FNDMA	404	436	8%	22%
Concours financiers obligatoires (CFA des apprentis de l'entreprise)	132	275	108%	14%
Versements aux CFA affectés par les entreprises	283	198	-30%	10%
Versements aux CFA non affectés par les entreprises	153	153	0%	8%
TOTAL QUOTA	972	1063	9%	55%
Reversements affectés par les entreprises (CFA et autres premières formations)	659	721	9%	37%
Reversements non affectés par les entreprises (CFA et autres premières formations)	132	141	7%	7%
Actions de promotion	16	16	0%	1%
TOTAL HORS-QUOTA	807	879	9%	45%
TOTAL QUOTA + HORS-QUOTA	1779	1942	9%	
DONT Versements aux CFA hors FNDMA (Quota+Hors-Quota)	691	751	9%	39%

Source : DGEFP - annexe au PLF 2011 - Pactole

On constate une forte augmentation des concours financiers obligatoires liée, très probablement, à l'obligation d'inscrire à partir de 2009, les coûts réels de formation sur les listes préfectorales.

3.2.2 L'apprentissage est destinataire d'environ 1,2 milliard d'euros soit 61% des fonds de la taxe d'apprentissage.

22% des fonds sont destinés au Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (FNDMA)

En 2009, selon les comptes du FNDMA, les ressources de ce dernier se sont montés à 466 millions d'euros auxquels s'ajoutent 68 millions d'euros d'excédents des années précédentes.

Le montant des ressources affectées aux Régions par la **première section** du Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage (FNDMA), c'est-à-dire la **péréquation** entre régions, s'est élevé à 195 millions d'euros, soit la presque totalité des recettes de la section.

Les ressources affectées à la **deuxième section** ont fait l'objet d'une répartition auprès des Régions suite à la **signature de Contrats d'objectifs et de moyens (COM)** pour un montant de 323 millions d'euros en forte augmentation par rapport aux années précédentes (198 millions en 2006, 264 millions en 2008). Les recettes de cette section ne s'étant élevées qu'à 270 millions d'euros en 2009, cette répartition s'est faite à l'aide des fonds précédemment reportés. Le report de 2009 vers 2010 s'établit ainsi à 15 millions contre 67 millions de 2008 vers 2009.

Environ 4 millions d'euros ont en outre été attribuées aux CFA nationaux et 4 millions d'euros à des actions de développement et de promotion de l'apprentissage par les réseaux consulaires.

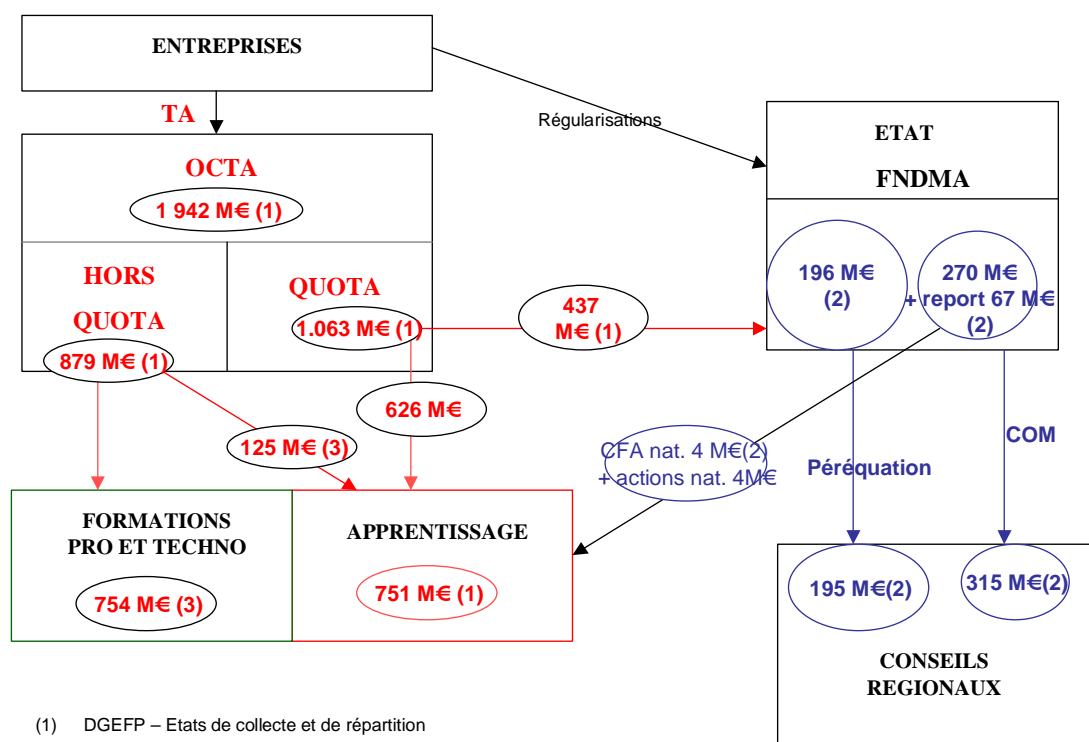
39% sont affectés directement aux CFA (via les OCTA)

Au titre du quota, les CFA reçoivent des concours financiers obligatoires (**versements des entreprises aux CFA de leurs apprentis**) pour un montant de 275 millions d'euros soit 14 % du quota.

Les CFA reçoivent également 198 millions d'euros affectés par les entreprises et 153 millions suite à une décision d'affectation prise par les organismes collecteurs (sur les fonds disponibles ou fonds libres).

Comme le montre le schéma ci-dessous, en complément de la partie affectée aux CFA au titre du quota (environ 30% de la taxe), une partie du hors-quota estimée à 125 millions d'euros leur est également attribuée.

Circuit de la taxe d'apprentissage 2009



(1) DGEFP – Etats de collecte et de répartition

Note : 10% des OCTA n'ont pas répondu. Différence notable au delà des 10% avec les comptes des CFA

(2) PLF 2011 et arrêtés de répartition

(3) Calculé par différence

A noter des différences entre les sources :

Ressources du FNDMA :

- 437 M€ selon la DGEFP (versements des OCTA), probablement sous estimé
- 466 M€ selon le Budget de l'Etat qui comprend outre les versements des OCTA, des versements résiduels et des versements « sanctions ».

Versements aux CFA

- 751 M€ selon la DGEFP
- 840 M€ selon les comptes des CFA

La différence peut être expliquée par :

- des confusions dans les comptes des CFA entre les fonds provenant de la taxe d'apprentissage et ceux provenant des autres contributions des entreprises,
- une sous-estimation de la source DGEFP.

3.3 Les organismes collecteurs

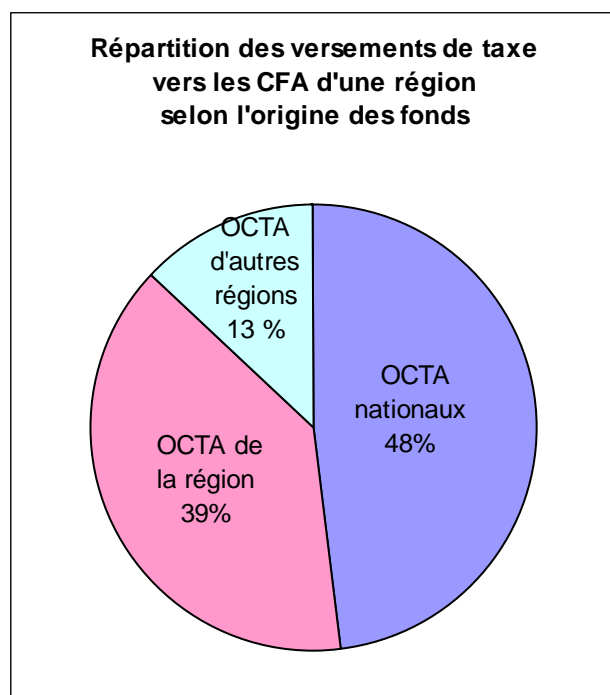
Les organismes collecteurs (notamment organisations professionnelles nationales ou régionales, chambres consulaires régionales) sont au nombre de 145.

Parmi eux, 49 OCTA ont une habilitation nationale ; ils peuvent collecter et répartir la taxe sur tout le territoire.

88 OCTA sont habilités régionalement ; ils doivent collecter dans leur région d'implantation ; ils peuvent répartir la taxe dans ou hors de leur région.

La collecte se répartit à part quasiment égale entre les collecteurs nationaux (964 millions d'euros) et les collecteurs régionaux (995 millions d'euros). On note une évolution sensible de la collecte des OCTA nationaux, due en partie à une augmentation du nombre d'OCTA recensés dans Pactole (6 OCTA supplémentaires dont cinq nationaux ont fourni leurs données en 2009).

En moyenne, les CFA d'une région reçoivent 39% de leur taxe via des OCTA implantés dans la même région, 13% d'OCTA implantés dans d'autres régions et 48% des OCTA nationaux.

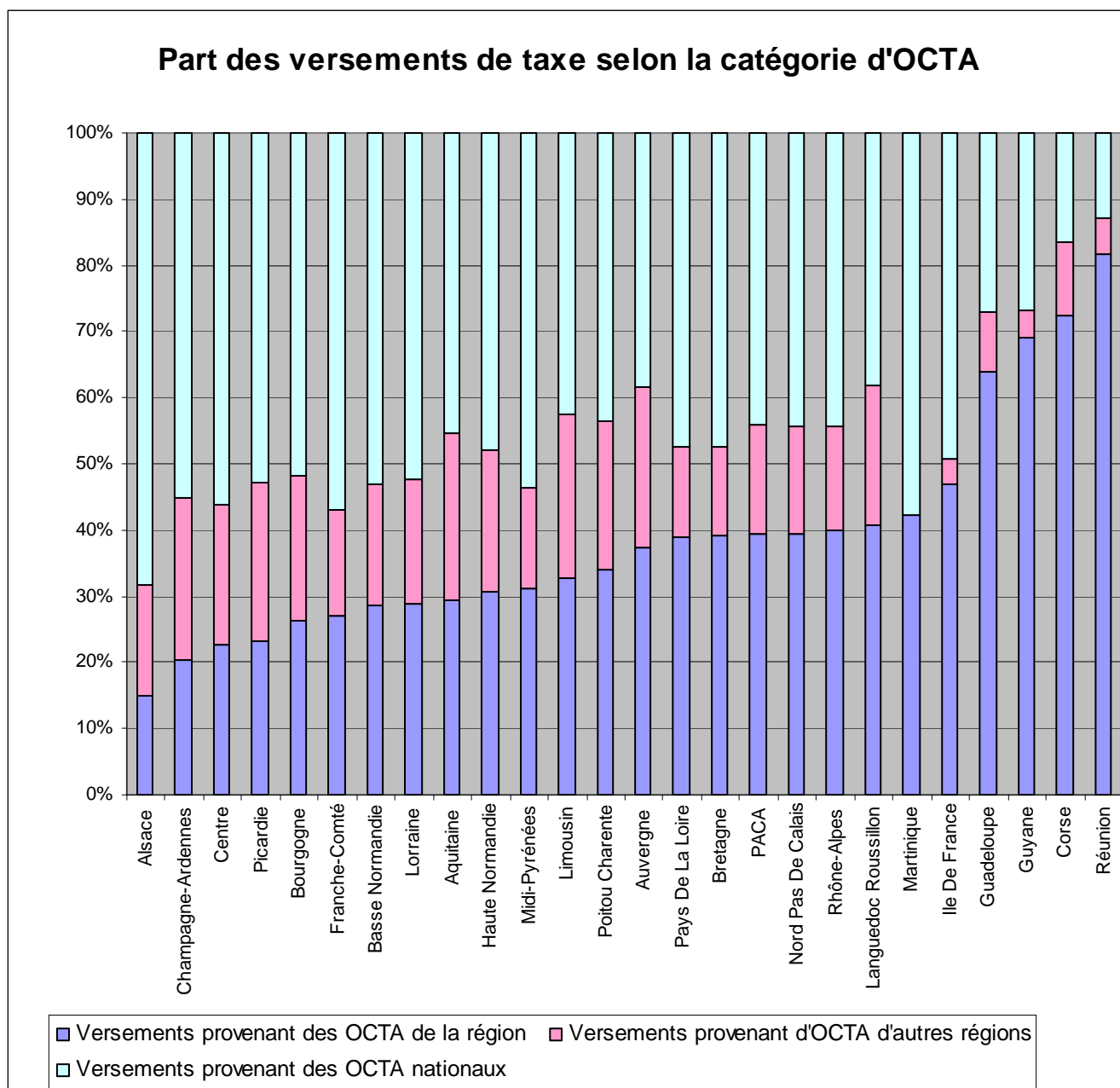


Source : DGEFP (Pactole) – Traitement CNFPTLV

Cependant, la situation est très contrastée selon les régions.

Sans tenir compte des extrêmes, selon les régions, les CFA peuvent recevoir entre 20% et 47 % et la moitié de leurs fonds de la part des OCTA implantés dans leur propre région, entre 10 et 25% des OCTA implantés dans d'autres régions et entre 25 et 56% des OCTA nationaux.

Les CFA de l'Ile de France ont une position singulière, recevant seulement 4% de la part des OCTA d'autres régions. Les CFA de Corse et des DOM (à part la Martinique) reçoivent peu de l'extérieur que ce soit des CFA nationaux ou des CFA régionaux d'autres régions.



Source : DGEFP (Pactole) – Traitement CNFPTLV

IV Schéma national des flux de l'apprentissage

Le schéma présenté ci-dessous, récapitule l'ensemble des flux recensés y compris les flux intermédiaires qui figurent en pointillés.
La grille de lecture et les sources figurent dans l'annexe de la partie I.

CNFPTLV - Schéma des flux financiers de l'apprentissage 2009 - 434.010 apprentis + pré-apprentis (pondéré)

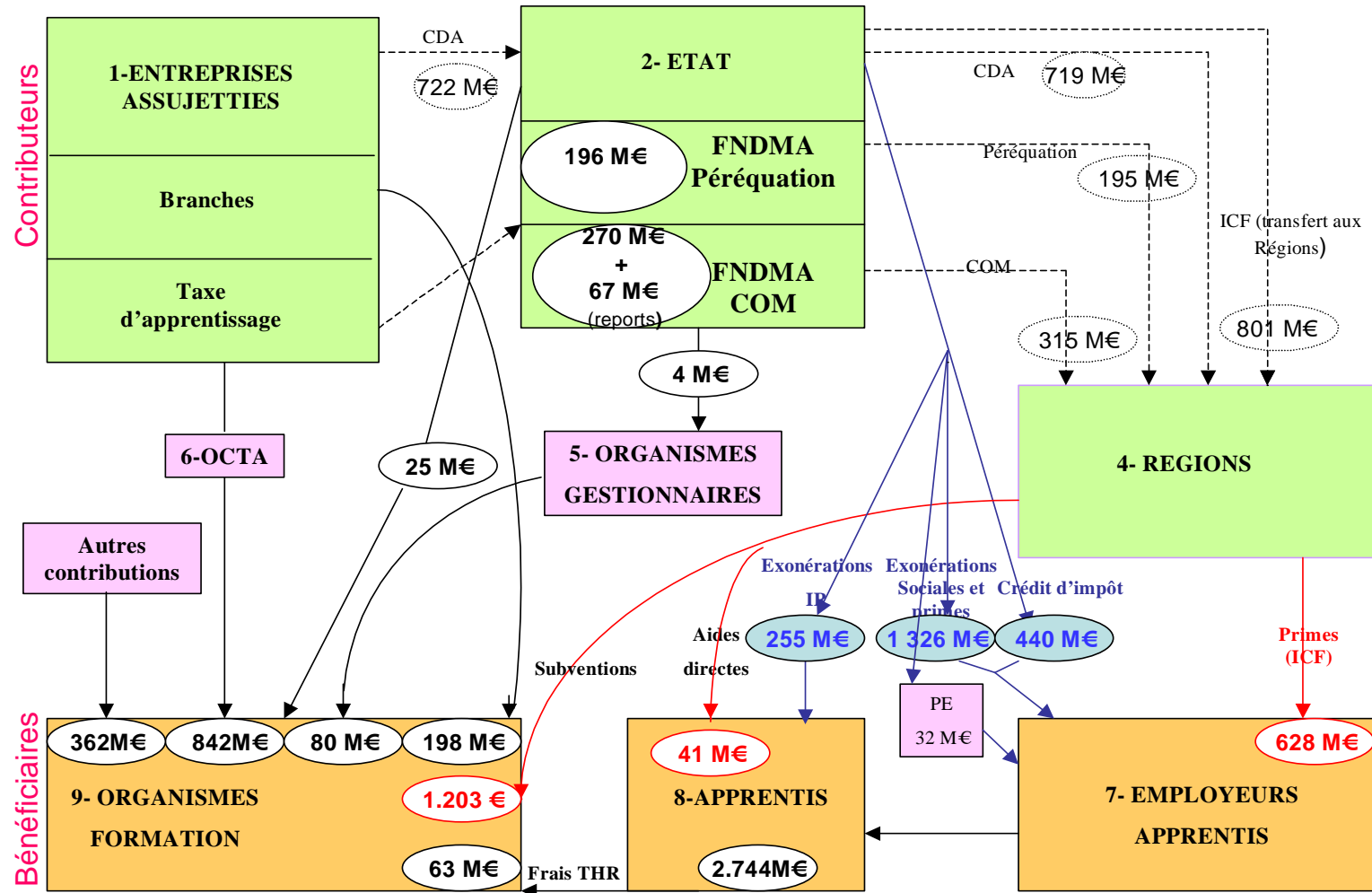


Tableau de synthèse du financement de l'apprentissage - 2004/2009

Bénéficiaires finaux	2004	2008	2009	Evolution 2008/2009	Evolution 2004/2009	Contributeurs finaux	2004	2008	2009	Evolution 2008/2009
Offre de formation	2 135	2 729	2 780	2%	30%	Entreprises "assujetties" et "employeurs"	2 085	3 032	3 156	4%
Contribution des Conseils régionaux aux CFA (THR compris)	896	1 186	1 210	2%	35%	Taxe d'apprentissage versée	603	801	842	5%
Contribution des entreprises - taxe d'apprentissage reçue *	603	801	842	5%	40%	Participation des branches	132	205	198	-3%
Contribution des branches : fonds mutualisés, taxes fiscales AFT, ANFA, Cotis. CCCA-BTP	132	205	198	-3%	50%	Rémunération des apprentis	1350	2 026	2 116	4%
Contribution des organismes gestionnaires	73	70	80	14%	10%	Régions (total source DARES)	1 321	1 799	1 995	11%
Contribution des apprentis et leurs familles	43	67	63	-6%	47%	Subvention aux CFA (yc aides indirectes aux jeunes)	896	1 186	1 209	2%
Participation de l'Etat		29	25	-14%		Primes aux employeurs d'apprentis	425	555	628	13%
Autres ressources	388	371	362	-2%	-7%	Aides directes aux apprentis et leur famille		37	41	
Apprentis	1 950	2 858	3 039	6%	56%	Autres dépenses		21	117	
Rémunérations aux apprentis	1775	2 581	2 744	6%	55%	Etat	1 254	1 639	2 107	29%
Exonérations - impôt sur le revenu	175	240	255	6%	46%	Exonérations de cotisations sociales et primes	823	950	1 387	46%
Aides directes des conseils régionaux		37	40	8%		Crédit d'impôt apprentissage (aides en 2004)	255	420	440	5%
Employeurs d'apprentis (1)	1 078	1 370	1 827	33%	69%	Exonérations - impôt sur le revenu des apprentis	175	240	255	6%
Crédit d'impôt apprentissage (aides en 2004)	255	420	440	5%	73%	Autres contributions dont subvention aux CFA à recrutement national	1	29	25	
Exonération de cotisations sociales	823	950	1 387	46%	69%	Organismes gestionnaires	73	70	80	14%
Investissements des régions dans les CFA via les organismes gestionnaires et autres dépenses des Régions (accompagnement, animations régionales, formation de formateurs...)		21	117			Ménages	43	67	63	-6%
						Autres contributions : Ventes de produits fabriqués et prestations de services, contributions des départements et des communes, commensaux, quotes-aprts de subventions versées au compte de résultat, reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges, produits financiers,	388	371	362	-2%
Total bénéficiaires	5 163	6 978	7 763	11%	50%	Total contributeurs	5 164	6 978	7 763	11%

(1) pour éviter les double-comptes, l'ICF (primes aux employeurs) est portée au bénéfice des apprentis
CNFPTLV – financement de l'apprentissage

* En 2009, les CFA ont reçu 842M€ de TA et en ont consommé 831

PARTIE II

LES EFFECTIFS D'APPRENTIS

ET L'OFFRE DE FORMATION

PAR APPRENTISSAGE

La présente partie a pour objet d'analyser les ressources et les dépenses des CFA et en particulier leur évolution entre 2004 et 2009, en distinguant les CFA sous convention avec les Régions et les CFA nationaux.

Ces données financières sont rapprochées des effectifs pondérés calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année scolaire N-1 et 40% des effectifs de l'année scolaire N.

L'évolution de l'appareil de formation et des effectifs en formation au 31 décembre de l'année considérée font l'objet d'un examen préalable.

Cette deuxième partie du rapport est ainsi décomposée en trois sous-parties :

I - Les établissements de formation

II - Les effectifs d'apprentis

III - Le financement de l'offre de formation par apprentissage

I. LES ETABLISSEMENTS DE FORMATION

1.1 Le développement des sites de formation s'est accompagné, sur la période 2004-2009, d'une légère baisse du nombre de conventions (Annexe 2)

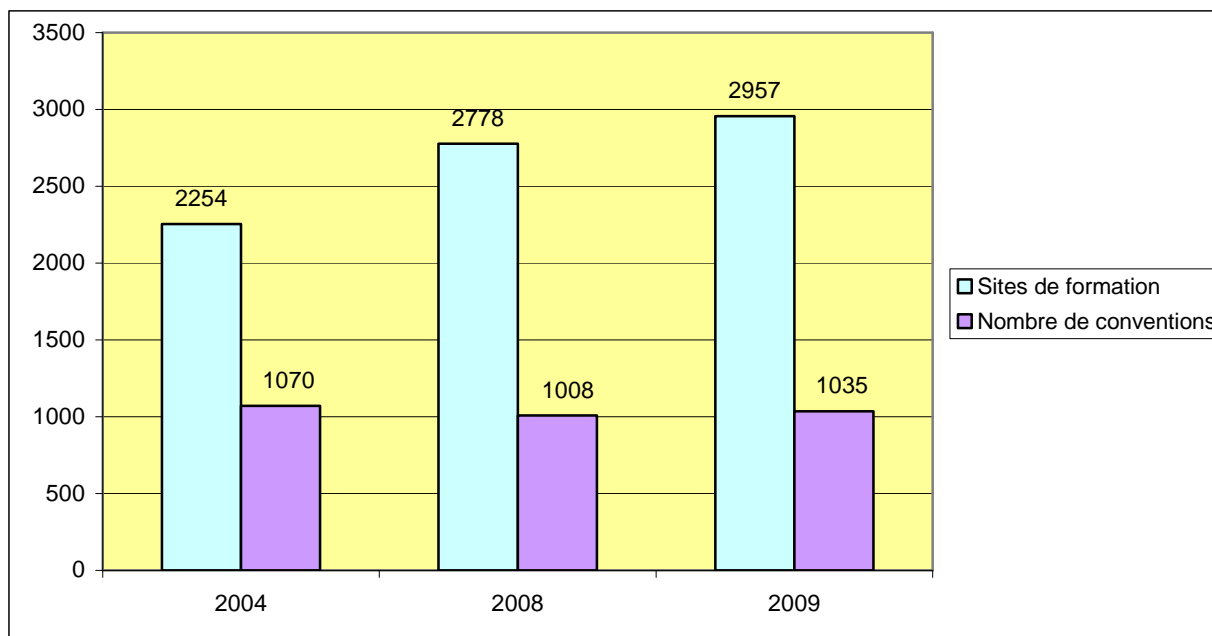
Entre 2004 et 2009, le nombre de sites de formation en apprentissage s'est accru de 31% pour atteindre le nombre de 3.000 en 2009 répartis sur l'ensemble du territoire :

- 2 893 sites de formation de CFA régionaux en métropole auxquels s'ajoutent 14 sites en outre-mer ;
- 49 sites de formation pour les 9 CFA à recrutement national du ministère de l'éducation nationale et 1 site pour l'unique CFA du ministère de l'agriculture.

Parallèlement le nombre de conventions reste relativement stable. Le développement de l'apprentissage se fait donc principalement par la création de nouveaux sites de formation plus que par la création de CFA, ce qui traduit une réelle politique d'aménagement du territoire conduite par les Régions. Ainsi, le nombre moyen de sites par CFA régional est passé de 2,1 en 2004 à presque 3 en 2009.

Cette moyenne traduit cependant des disparités régionales, le nombre moyen de sites pouvant aller de moins de 2 à presque 6 selon les régions.

Graphique n°1 : évolution comparée des sites de formation relevant des CFA régionaux et des conventions signées avec les Conseils régionaux entre 2004 et 2009



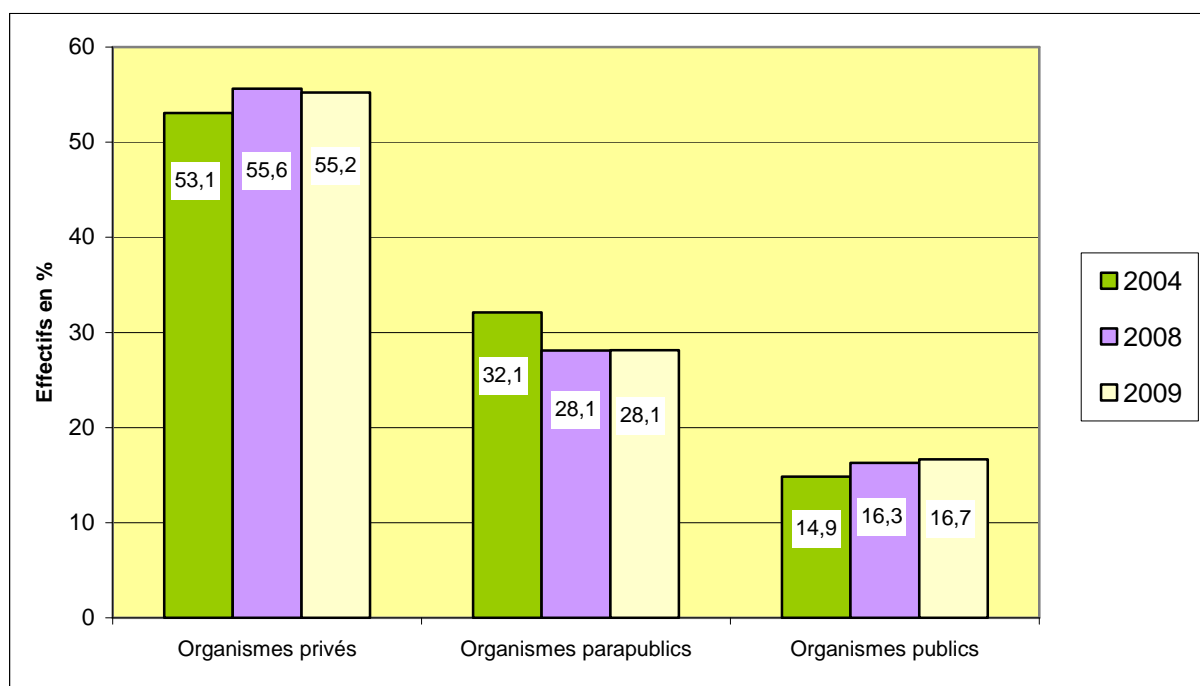
Source: Conseils régionaux – remontées CNFPTLV

1.2 Les organismes gestionnaires sont majoritairement des établissements privés (annexe3)

Les centres de formation d'apprentis (CFA) y compris ceux qui sont supports d'unités de formation par apprentissage (UFA) et les sections d'apprentissage (SA) sont gérés par des organismes privés (associations, entreprises), parapublics (chambres consulaires)¹ ou publics (établissements publics locaux d'enseignement, collectivité territoriale).

Au 31 décembre 2009, les organismes privés accueillent 55,2% des 424.742 apprentis (soit 234.500 apprentis) contre 28,1% pour les organismes parapublics et 16,7% pour les organismes publics.

Graphique n°2 : Evolution de la répartition des apprentis selon la nature de l'organisme gestionnaire de l'établissement entre 2004 et 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MEN DEPPA1

Note de lecture : les organismes privés concentrent 53,1% des effectifs en 2004 et 55,2% en 2009.

¹ NB : les chambres consulaires sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés. En conséquence, les organismes parapublics ne représentent pas l'ensemble de l'activité de formation des chambres consulaires.

II. LES EFFECTIFS D'APPRENTIS

Les données présentées dans cette partie sont issues de l'enquête SIFA de la Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative. Cette enquête porte sur tout le champ des CFA y compris ceux qui sont supports d'unités de formation par apprentissage (UFA) et sur les sections d'apprentissage (SA).

Son exploitation permet de connaître les effectifs de pré-apprentis et d'apprentis inscrits dans les CFA au 31/12 de chaque année, par sexe, spécialité et niveau de formation.

Les effectifs pondérés sont calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année scolaire N-1 et 40% des effectifs de l'année scolaire N (annexe 1).

Effectifs d'apprentis

	2004	2007	2008	2009	Evolution 2004-2009	Evolution 2008-2009
Apprentis au 31/12	368.988	425.160	427.650	424.742	+15,1%	-0,7 %
Apprentis + Pré-Apprentis au 31/12	378.759	433.707	435.233	432.086	+14,1%	-0,7 %
Effectifs pondérés d'apprentis	364.307	414.733	426.157	426.523	+17,1%	+0,1 %
Effectifs pondérés d'apprentis et de pré-apprentis	373.733	424.113	434.319	434.010	+16,1%	-0,1 %

2.1. Dans un contexte marqué par la stabilité du nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans, celui des jeunes en formation professionnelle initiale augmente de 4,6% sur la période 2004 - 2009 (annexe 4)

Alors que sur la période 2000 à 2004, le nombre de jeunes de 16-25 ans a augmenté trois fois plus vite que le nombre de jeunes en formation professionnelle initiale², la tendance s'inverse dès 2005. Sur la période 2004-2009, le nombre de jeunes en formation professionnelle progressent de 4,6 % alors que le nombre des 16-25 ans diminue de -0,4 %.

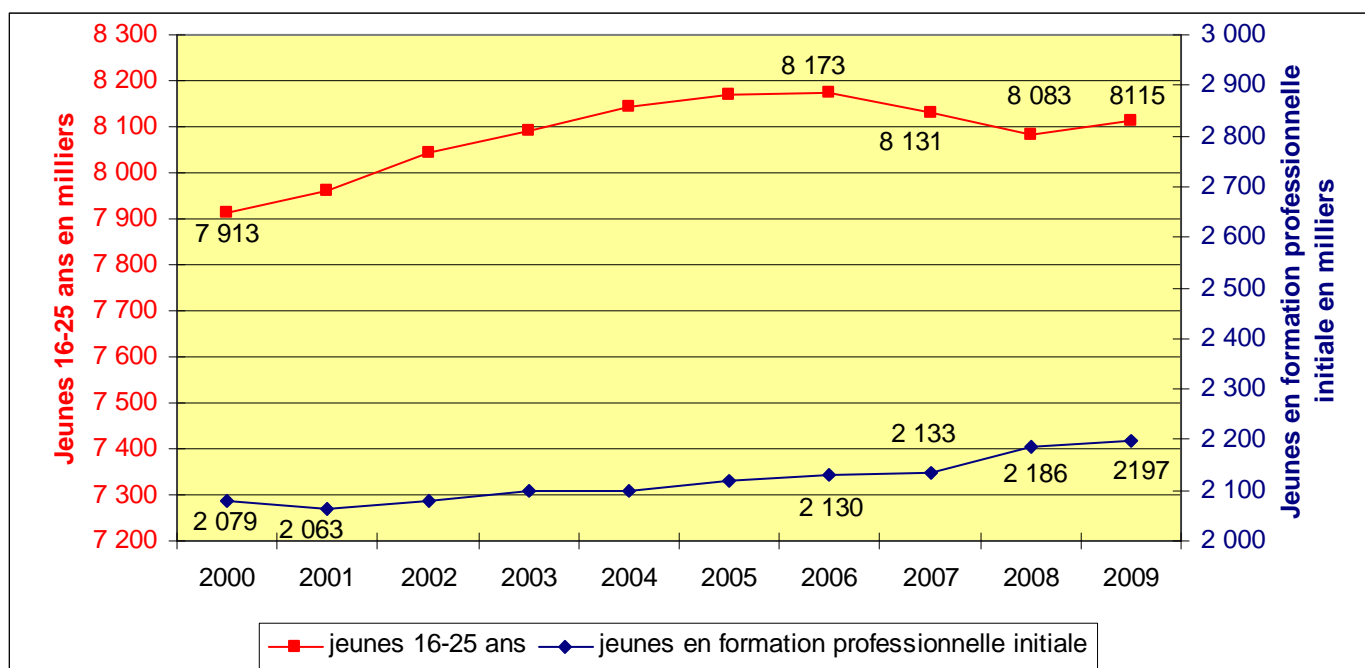
Ainsi, la part relative des jeunes en formation professionnelle initiale parmi les jeunes de 16-25 ans augmente entre 2000 et 2009 passant de 26,3 % à 27,1 %.

L'évolution globale des jeunes entre 16 et 25 ans recouvre des évolutions contrastées par région entre 2004 et 2009 :

- les régions Limousin, Alsace, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ile-de-France, Midi Pyrénées et Corse affichent une progression de 1 à 9,7 %.
- les régions Aquitaine, Pays de la Loire et Languedoc-Roussillon restent stables entre +1 et -1%.
- les autres régions, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne Franche-Comté, Limousin, Lorraine, Nord-Pas de Calais, Basse Normandie, Haute Normandie, , Picardie et Poitou-Charentes enregistrent des baisses qui vont jusqu'à -5,9 %.

Dans les Départements d'Outre-Mer, seule la Guyane voit ses effectifs de 16-25 ans augmenter à 19,1%, les autres DOM enregistrent des baisses comprises entre 7,6 et 15,2%.

Graphique n°3: Evolution du nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans et des jeunes en formation professionnelle initiale entre 2000 et 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

² Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire et en apprentissage.

2.2. Le taux d'apprentis dans la classe d'âge des 16-25 ans augmente sur la période 2004-2009

En 2009, 5,0 % des jeunes âgés de 16-25 ans s'engagent dans l'apprentissage contre 4,5% en 2004.

	31/12/2004	31/12/2009	Evolution
Apprentis	368.988	424.742	+15,1%
Jeunes âgé de 16 à 25 ans	8.144.598	8.114.866	-0,4%
Poids des apprentis parmi les jeunes de 16 à 25 ans	4,5%	5,0%	

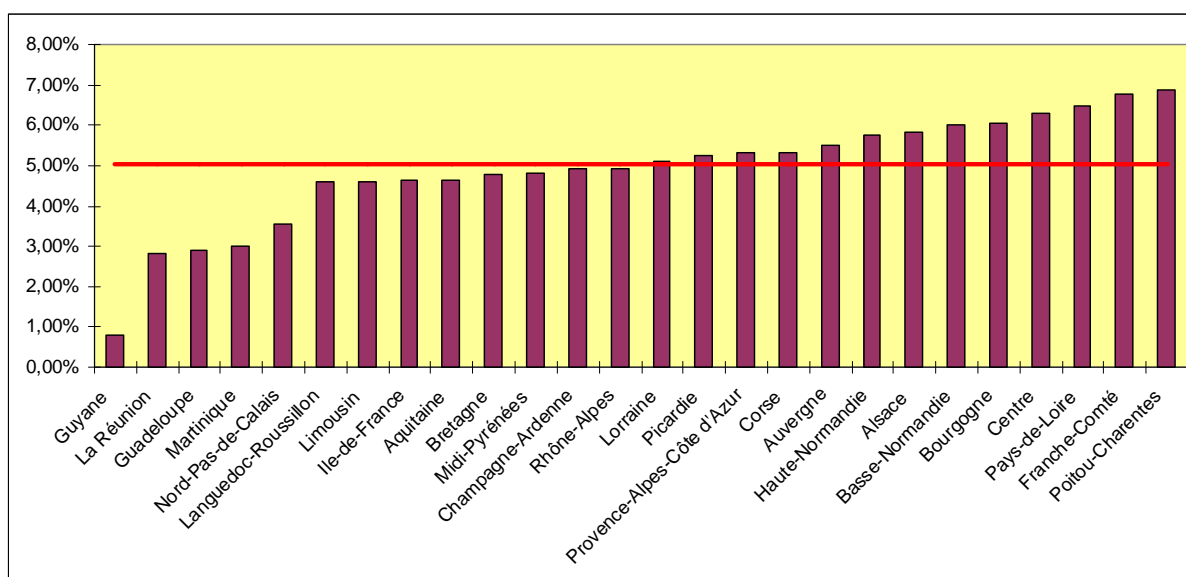
On constate toutefois un écart important entre les régions, la part des apprentis parmi les 16-25 ans variant de 0,8 % à 6,9 %. Les DOM ont les taux les plus faibles (inférieurs à 3,1 %).

C'est dans les régions Poitou-Charentes et Franche-Comté que l'on rencontre la proportion la plus élevée d'apprentis parmi les jeunes avec des taux respectivement de 6,9 % et 6,8 %.

Ces régions sont suivies de près par les Pays de la Loire avec 6,5%, le Centre (6,3 %) et la Bourgogne avec 6,1 %.

Les régions Champagne-Ardenne, Lorraine et Rhône-Alpes se situent à un niveau proche de la moyenne nationale (5,0%), treize régions sont au-dessus, treize en dessous.

Graphique n°4: la part des apprentis parmi les jeunes âgés de 16 à 25 ans en 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

Evolution des effectifs d'apprentis et comparaison avec les effectifs de jeunes

	31/12/2004	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	Evolution 2004/2009	Evolution 2008/2009
Apprentis	368.988	425.162	427.650	424.742	+15,1%	-0,7%
Apprentis et Pré-Apprentis	378.759	433.709	435.233	432.086	+14,1%	-0,7%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	1.730.787	1.710.551	1.758.815	1.771.965	+2,4%	+0,7%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2.099.775	2.135.713	2.186.465	2.196.707	+4,6%	+0,5%
Jeunes âgés de 16 à 25 ans	8.144.598	8.131.163	8.083.376	8.114.866	-0,4%	+0,4%
Poids des apprentis dans la formation professionnelle initiale	17,6%	19,9%	19,6%	19,3%		
Poids des apprentis parmi les jeunes de 16 à 25 ans	4,5%	5,0%	5,1%	5,0%		

Comme pour les années précédentes, l'évolution de l'apprentissage est appréhendée par son taux de pénétration dans la classe d'âge des 16 à 25 ans et par sa place dans le dispositif de formation professionnelle initiale³.

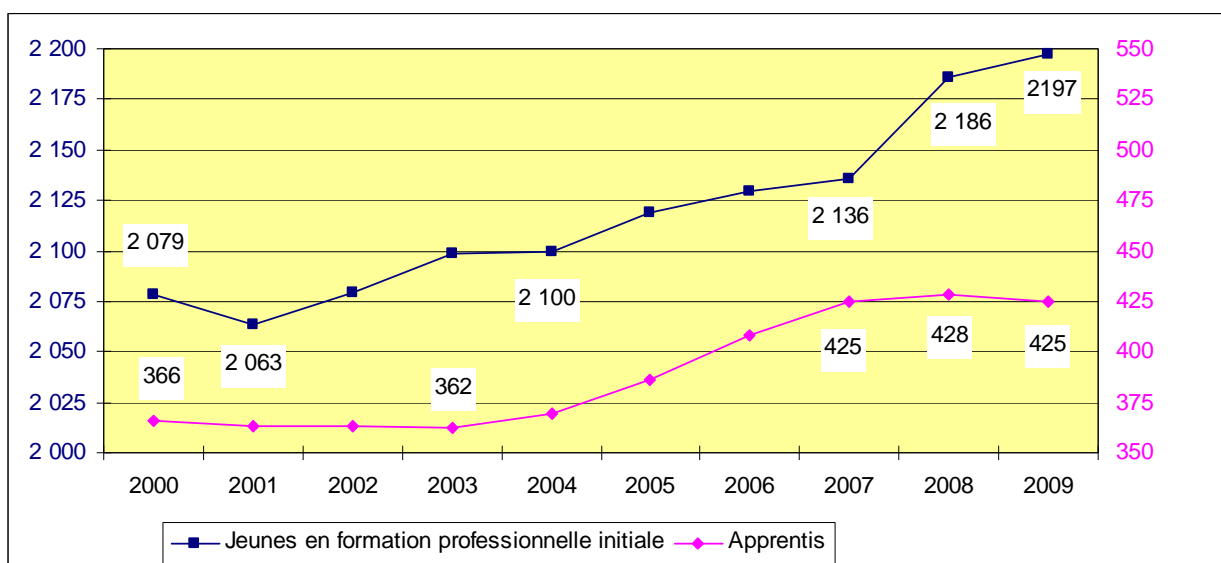
³ La formation professionnelle initiale recouvre les jeunes sous statut scolaire et les apprentis.

2.3. La forte augmentation de la part de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale est stoppée

Relativement stable à 17,5 % sur la période 2000 à 2004, la part de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale progresse entre 2005 à 2007 pour atteindre 19,9 %.

Cependant entre 2007 et 2009, le nombre de jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire augmente plus vite que le nombre d'apprentis. La part des apprentis baisse à 19,3% en 2009.

Graphique n°5: Evolution comparée des jeunes âgés de 16 à 25 ans en formation professionnelle initiale et en apprentissage entre 2000 et 2009 (en milliers)



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

2.4. Le poids variable des régions au plan national en termes d'effectifs d'apprentis

Du point de vue des effectifs, la France métropolitaine représente 97,6 % des apprentis ; les régions d'Outre mer 1,7 % et les CFA nationaux 0,7 %.

Quatre régions métropolitaines (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire) concentrent à elles seules 42,1 % des effectifs d'apprentis. A noter que plus d'un apprenti sur six est formé dans la région Ile-de-France.

2.5. Une concentration des apprentis dans le domaine de la production (annexe5)

Un préalable : S'agissant de jeunes inscrits en formation dans les CFA, c'est la nomenclature des spécialités de formation (NSF) du Conseil national de l'information statistique qui a été retenue ici pour ventiler les effectifs.

60,1 % des apprentis préparent un diplôme ou un titre dans le domaine de la production en 2009 contre seulement 39,5 % dans le domaine des services et 0,4 % dans les domaines disciplinaires.

En 2009, cinq domaines de spécialité accueillent plus de 60 000 apprentis : celui des transformations, celui du génie civil, construction, bois, celui de la mécanique, électricité, électronique, celui des échanges et gestion et celui des services aux personnes.

Parmi eux, trois domaines de spécialité voient leurs effectifs progresser de plus de 15 % entre 2004 et 2009 :

- le domaine « échanges et gestion » + 25,0 %
- le domaine « transformations » + 16,7 %
- le domaine « génie civil, construction, bois » + 16,3 %

Sur la même période, le domaine disciplinaire voit ses effectifs doubler passant de 789 apprentis en 2004 à 1 877 en 2009.

EXTRAIT DE LA NOMENCLATURE DES SPECIALITES DE FORMATION

Domaines technico-professionnels de la production (y compris alimentaire) :

22 - Transformations

220 - Spécialités pluritechnologiques des transformations.

221 - Agro-alimentaire, alimentation, cuisine.

222 - Transformations chimiques et apparentés (y compris industrie pharmaceutique).

223 - Métallurgie (y compris sidérurgie, fonderie, non-ferreux).

224 - Matériaux de construction, verre, céramique.

225 - Plasturgie, matériaux composites.

226 - Papier, carton.

227 - Energie, génie climatique (y compris énergie nucléaire, thermique, hydraulique ; utilités : froid, climatisation, chauffage).

→ la spécialité « génie civil, construction, bois »

230 - Spécialités pluritechnologiques, génie civil, construction, bois.

231 - Mines et carrières, génie civil, topographie.

232 - Bâtiment : construction et couverture.

233 - Bâtiment : finitions.

234 - Travail du bois et de l'ameublement.

→ la spécialité « mécanique, électricité, électronique »

250 - Spécialités pluritechnologiques, mécanique-électricité (y compris maintenance mécano-électrique).

251 - Mécanique générale et de précision, usinage.

252 - Moteurs et mécanique auto.

253 - Mécanique aéronautique et spatiale.

254 - Structures métalliques (y compris soudure, carrosserie, coque de bateau, cellule d'avion).

255 - Electricité, électronique (non compris automatismes, productique).

Domaines technico-professionnels des services

→ la spécialité « échanges et gestion »

31 - Echanges et gestion

310 - Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (y compris adm. générale des entreprises et des collectivités).

311 - Transport, manutention, magasinage.

312 - Commerce, vente.

313 - Finances, banque, assurances.

314 - Comptabilité, gestion.

315 - Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi.

→ la spécialité « services aux personnes »

330 - Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales.

331 - Santé.

332 - Travail social.

333 - Enseignement, formation.

334 - Accueil, hôtellerie, tourisme.

335 - Animation culturelle, sportive et de loisirs.

336 - Coiffure, esthétique et autres spécialités des services aux personnes.

Domaines disciplinaires

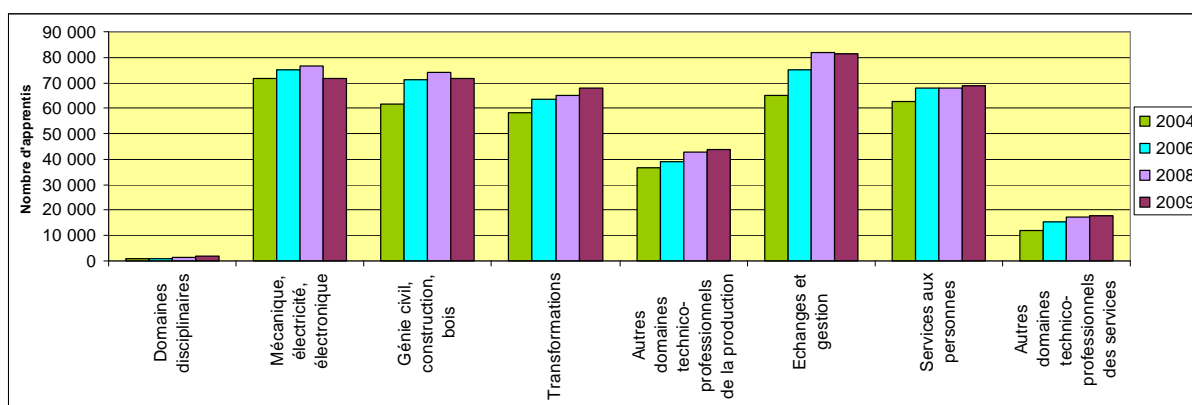
10 - Formations générales

11 - Mathématiques et sciences

12 - Sciences humaines et droit

13 - Lettres et arts

Graphique n°6: évolution comparée des apprentis par domaine de spécialité entre 2004 et 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

2.6. L'apprentissage : une voie de formation majoritairement masculine (annexe 6)

Avec 291.743 garçons (68,7 %) et 132.999 filles, l'apprentissage demeure une filière « masculine ». La féminisation des effectifs ne progresse que lentement : entre 2004 et 2009, la part des filles en apprentissage a gagné un point passant de 30,3% à 31,3%.

Pour les CFA régionaux, le taux de féminisation varie de 25,3 % à 38,8 % selon les régions, les CFA nationaux n'accueillent, quant à eux, que 6,6 % de filles.

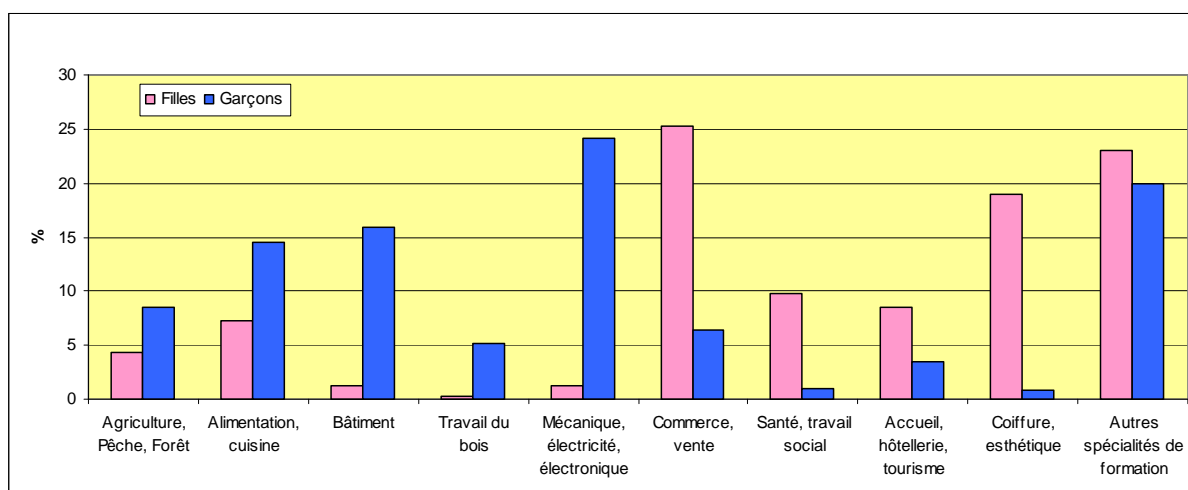
Neuf régions accueillent un nombre de jeunes apprenties supérieur ou égal à la moyenne nationale ; les taux les plus élevés se rencontrent en Ile-de-France (38,8%), en Martinique (34,8 %) et en Alsace (34,1 %).

A l'inverse, la Picardie et le Limousin affichent les taux de féminisation les plus faibles (25,3%).

Les spécialités préparées par les filles et les garçons ne sont pas identiques. 79,5 % des garçons en apprentissage suivent une formation dans le domaine de la production, principalement dans les spécialités « mécanique, électricité, électronique » (25,7%), « Bâtiment » (16,8%) et « Alimentation, Cuisine » (14,0 %).

A l'inverse, 81,8 % des filles se préparent à des métiers de services ; elles sont 25,3 % dans le domaine du commerce et de la vente, 19,0 % dans celui de la coiffure et esthétique et 9,7 % en santé et travail social.

Graphique n°7: Part des apprentis selon la spécialité de formation et le sexe en 2009



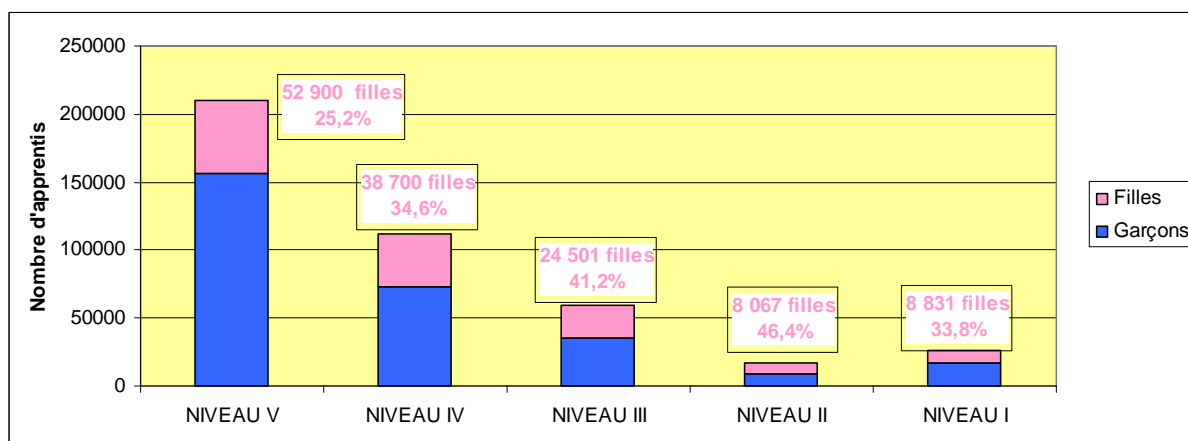
Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

2.7. Plus le niveau de diplôme préparé est élevé, plus la féminisation est forte (annexe 7)

Les filles sont peu présentes au niveau V (25,2 %) contrairement aux garçons (74,8%). A ce niveau, en effet, 72,3 % des apprentis préparent des spécialités de formation du domaine de la production (et de l'alimentation), spécialités jusqu'ici essentiellement « masculines ».

La proportion de filles augmente ensuite : 34,6 % au niveau IV, 41,2% au niveau III et 46,4 % au niveau II. Le niveau I fait cependant exception puisque 66,2 % des effectifs sont des garçons en raison de la présence dans le supérieur de formations préparant aux métiers du commerce, de la gestion et de la finance ainsi qu'au métier d'ingénieur, de nouveau fortement liées à la production.

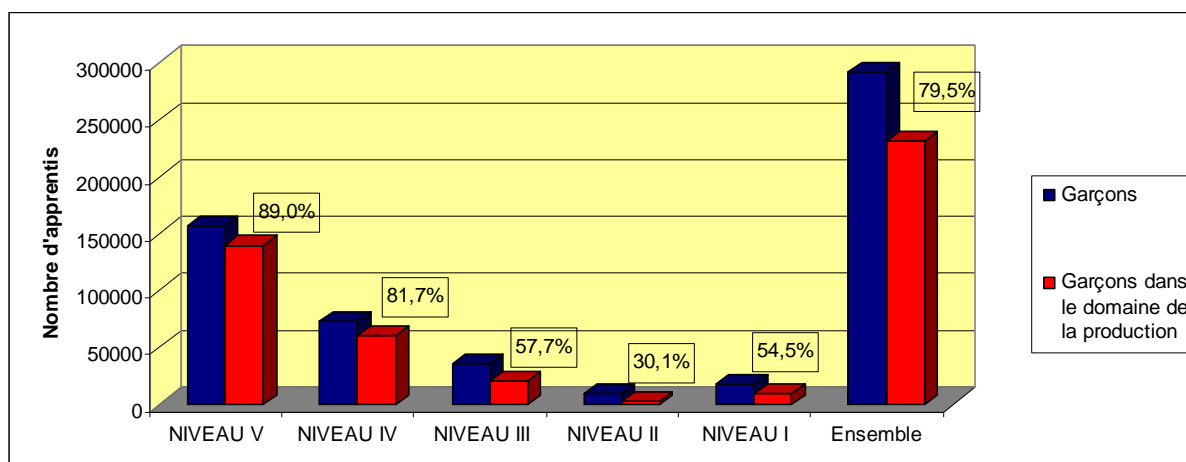
Graphique n°8 : Répartition des apprentis par sexe et niveau de formation en 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

Parmi les garçons, 79,5 % préparent en apprentissage une spécialité de la production et de l'alimentation.

Graphique n°9 : Nombre d'apprentis de sexe masculin en formation dans le domaine de la production selon le niveau de formation en 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

Note de lecture : Au niveau V, 89,0 % des apprentis de sexe masculin préparent un diplôme relevant du domaine de la production.

2.8. La permanence d'un socle important d'apprentis sur les niveaux V et IV dans un contexte marqué cependant par l'élévation des niveaux de formation (annexe 7)

Les niveaux V et IV concentrent à eux seuls 75,7 % des effectifs d'apprentis au 31 décembre 2009, soit 321.667 apprentis.

En 2009, le niveau V rassemble 49,4 % des apprentis. Après une période de croissance entre 2004 et 2007 (+6,2 % soit 14.020 apprentis), on assiste depuis 2008 à une diminution. En effet, entre 2007 et 2008, le nombre d'apprentis suivant une formation de niveau V baisse de 3,2 % soit 7 635 apprentis, cette évolution négative s'accroît l'année suivante. Entre 2008 et 2009, le niveau V perd 21 892 apprentis soit -9,5 %.

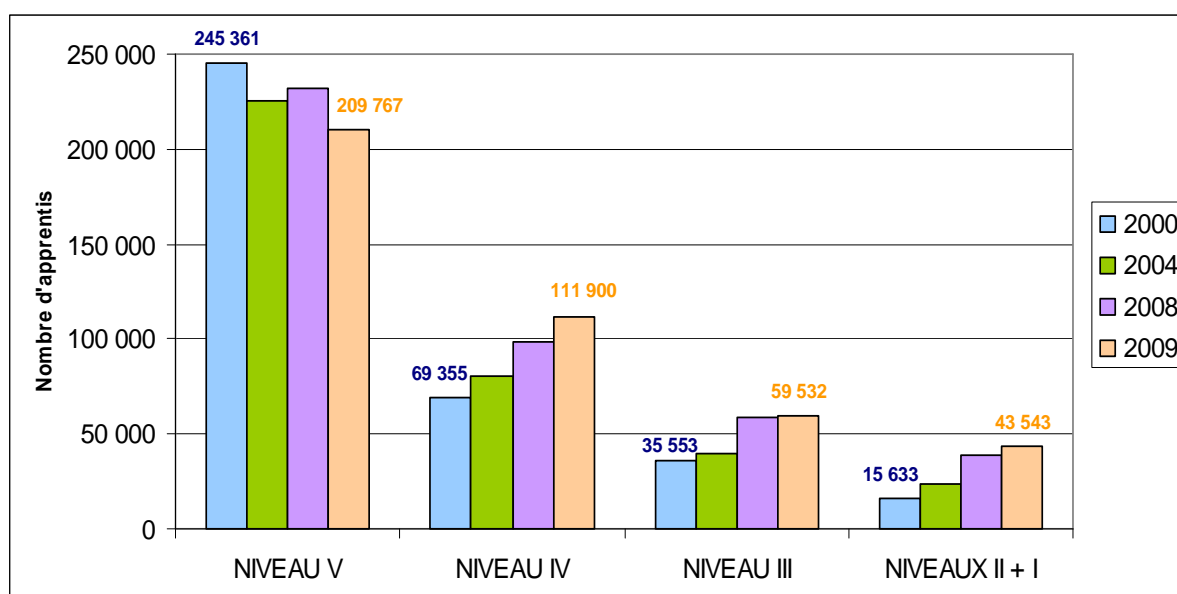
La réforme de la voie professionnelle mise en place en 2009 a supprimé un grand nombre de BEP (diplôme de niveau V) au profit du baccalauréat professionnel en trois ans (diplôme de niveau IV). Cela entraîne des évolutions dans le poids de chaque niveau de formation.

Sur la période 2000-2009, le niveau IV enregistre une hausse de 61,3 % de ses effectifs pour atteindre 111.900 apprentis en 2009, soit 26,3 % de l'effectif global.

Sur la même période, le nombre des apprentis de niveau III augmente de 67,4 % portant ainsi son poids relatif dans l'apprentissage à 14,0 %, soit 59.532 apprentis.

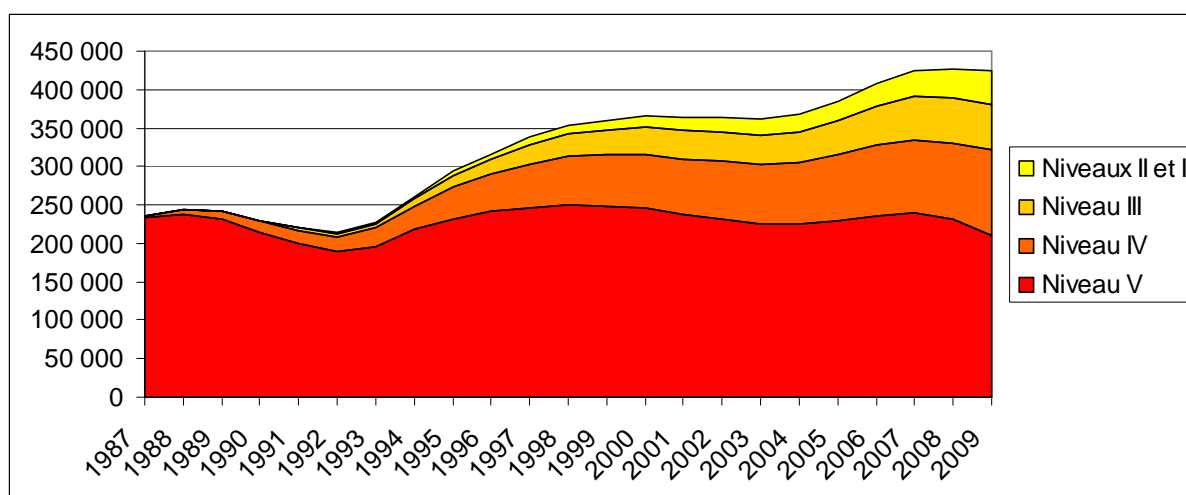
Les effectifs aux niveaux I et II ont augmenté de près de 180 % sur la même période (soit + 27.910 apprentis). Leur poids relatif dans l'apprentissage augmente rapidement pour atteindre 10,3 % en 2009. Cette évolution s'explique notamment par le développement important des licences professionnelles (niveau II) et masters professionnels (niveau I) préparés par la voie de l'apprentissage.

Graphique n°10 : Effectifs d'apprentis selon le niveau de formation entre 2000 et 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

Graphique n°11 : Répartition des apprentis selon le niveau du diplôme préparé entre 1987 et 2009



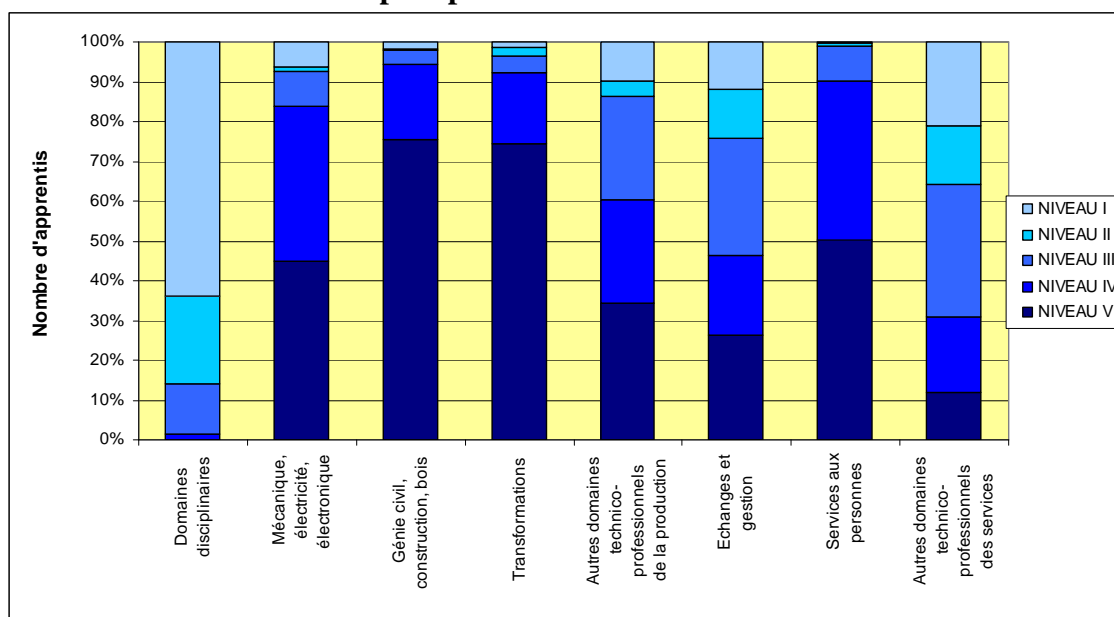
Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

Les domaines de la production et des services aux personnes concentrent 86,6% des apprentis de niveaux IV et V (soit 278 603 dont 61 889 dans les services aux personnes) alors que, dans les services en général⁴, les effectifs sont distribués de manière plus équilibrée entre les différents niveaux de formation avec cependant une prépondérance (63,7%) des effectifs de niveau I dans les domaines disciplinaires (formations générales, sciences, droit, etc.).

Le niveau III tend à occuper une place toujours plus importante dans le domaine des services (60,7 %) que dans celui de la production (38,9 %).

⁴ Hors services à la personne

Graphique n°12 : la répartition des apprentis par niveau et par spécialité de formation au 31/12/2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

2.9. Une baisse des effectifs de pré-apprentis

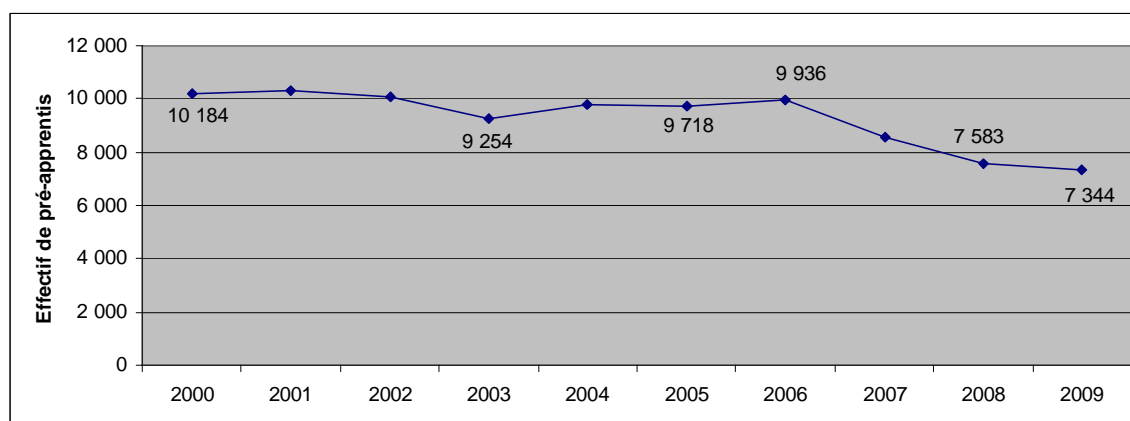
Dans les CFA sous convention avec les Conseils régionaux, les effectifs de pré-apprentis comprennent essentiellement les élèves en classes préparatoires à l'apprentissage (CPA).

Les pré-apprentis représentent 1,7 % des effectifs des CFA au 31 décembre 2009 soit 7 344 jeunes, mais leur effectif a diminué de près de 30 % entre 2000 et 2009.

Cette évolution est le résultat de l'alternance de phases de croissance et de récession :

- entre 2001 et 2003, le nombre des élèves inscrits en préapprentissage diminue passant de 10 330 à 9 254.
- Entre 2004 et 2006, le pré-apprentissage connaît un regain d'intérêt : le nombre des inscrits progresse de 7,4 % pour atteindre 9 936 pré-apprentis au 31 décembre 2006.
- Depuis 2007, on constate une diminution du nombre de pré-apprentis, très marquée entre 2006 et 2008, ralentie à partir de 2009.

Graphique n° 13 : Evolution des effectifs de pré-apprentis de 2000 à 2009



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MENJVA DEPPA1

III. LE FINANCEMENT DE L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE EN 2009

Les données figurant dans cette partie proviennent des conseils régionaux et des deux ministères en charge de CFA nationaux qui exploitent **les comptes financiers de leurs organismes de formation (CFA, SA)** ; ces comptes sont transmis depuis 2004 au CNFPTLV qui les agrège et les consolide.

Depuis 2009 (données de 2007), ces données sont transmises par un Intranet sur le site du Conseil national.

Le plan du chapitre est le suivant :

- A. Les ressources de l'offre de formation par apprentissage
 - 1- Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation
 - 2- La contribution des Régions est fonction des autres ressources
 - 3- La complémentarité des financements varie selon les régions.

- B. Les dépenses de l'offre de formation par apprentissage
 - 1- 87% des ressources des CFA sont affectées au fonctionnement pédagogique
 - 2- Le THR ne transite pas toujours par les comptes des CFA

- C. Les investissements

A noter : les CFA nationaux en cours de régionalisation, représentent désormais 1% de l'ensemble ; ils ne font plus l'objet d'une étude particulière dans ce rapport.

A. LES RESSOURCES DE L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

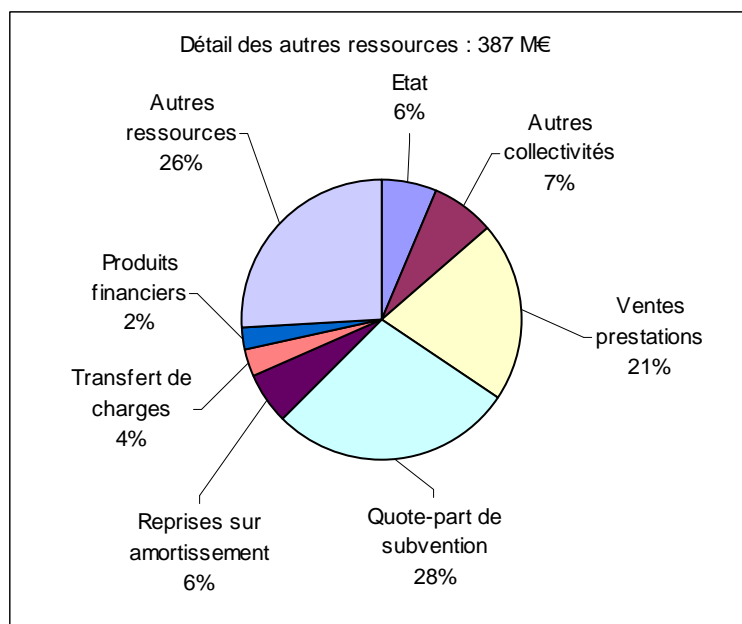
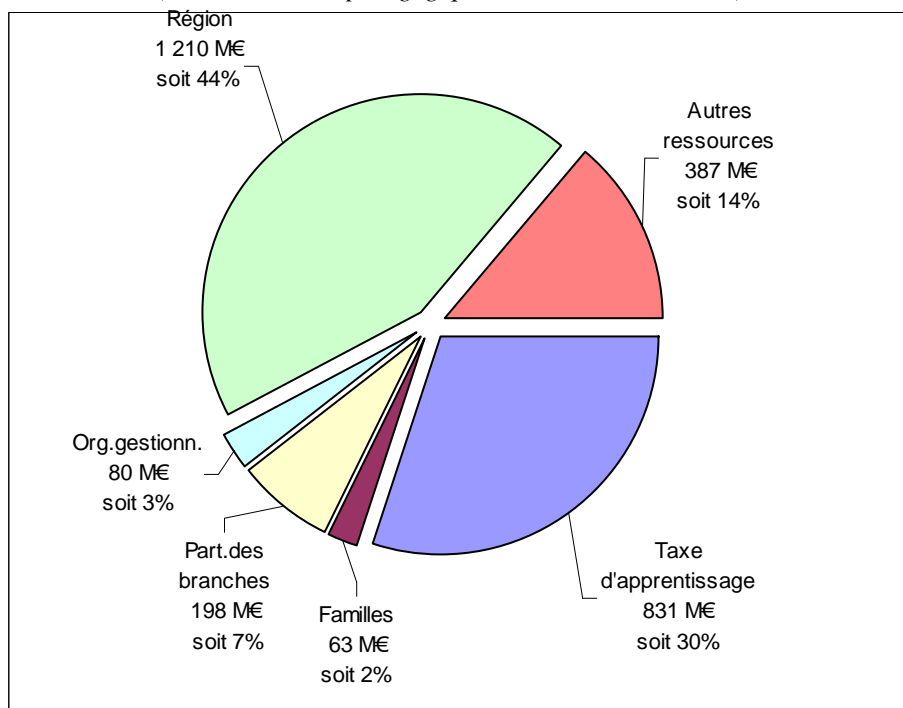
Les ressources nécessaires au financement de l'offre de formation s'élèvent à **2.769 millions d'euros en 2009** et sont réparties comme indiqué dans le graphique ci-dessous (annexe 8).

Remarque : une fraction de la taxe d'apprentissage (11 M€) correspondant à des réserves qui figurent aux comptes de réalisation des CFA, n'est pas intégrée dans les ressources utilisées.

GRAPHIQUE N°1

SYNTHESE GENERALE DES RESSOURCES DES CFA REGIONAUX ET NATIONAUX EN 2009.

(Fonctionnement pédagogique, THR et investissement)



Source : comptes financiers des CFA.- remontés CNFPTLV

1- Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (44%) (annexe 9)

Comme le montre le graphique ci-dessus 44% des ressources des CFA soit 1,2 milliard d'euros, proviennent des Régions qui sont donc leur premier « financeur ».

La participation des Régions est concentrée sur le fonctionnement qui absorbe 85% du financement. Le THR représente 7% et l'investissement 8% (annexe 9).

Les entreprises sont le deuxième « financeur » avec 1 milliard d'euro (37%) provenant :

- de la taxe d'apprentissage pour 831 millions d'euros (dont 94% destiné au fonctionnement),
- des fonds de certaines branches pour un montant total de 198 millions d'euros (dont 88% destiné au fonctionnement).

Entre 2004 et 2009, les ressources des CFA ont augmenté de près de 30%.

L'année 2009 marque une rupture dans l'évolution des ressources disponibles des CFA avec une faible hausse entre 2008 et 2009 (+2%) à rapprocher de la stabilité des effectifs pondérés d'apprentis.

Les grandes tendances qui se dégagent de l'analyse des chiffres sont les suivantes :

- la part importante des Conseils régionaux dans le financement des CFA qui conforte leur position de principal financeur des CFA avec près de 44% des ressources en 2009.
- la part des entreprises, deuxième financeur des CFA augmente d'un point, passant à 37% des ressources :
 - le produit de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA augmente : +42% entre 2004 et 2009 et 6% entre 2008 et 2009,
 - l'apport des branches professionnelles s'élève à 198 M€, en légère décroissance entre 2008 et 2009 après une forte augmentation entre 2004 et 2008.
- la participation des organismes gestionnaires telle que retracée dans les comptes des CFA reste marginale (3%) ; l'augmentation observée en 2009 permet de rattraper le niveau de 2007 après une baisse en 2008.
- la participation des familles reste limitée et ne concerne que le THR ; cette participation qui se monte à 63 M€ (2% des ressources des CFA) est en baisse en 2009 après avoir fortement augmenté entre 2004 et 2008 (+60%).

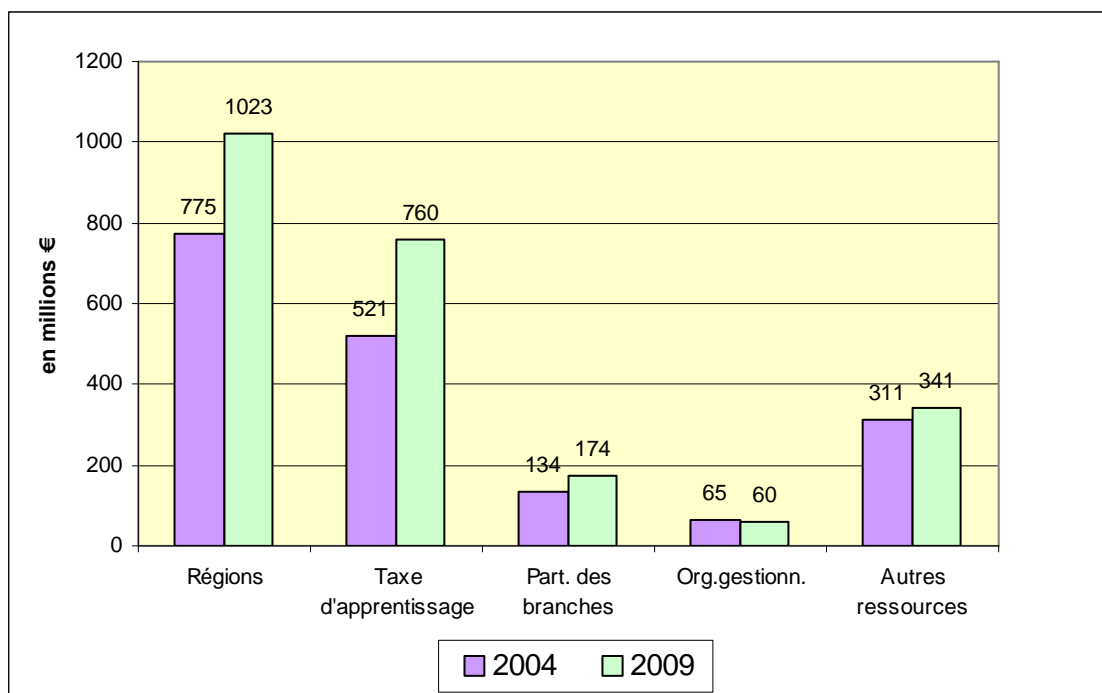
**TABLEAU RECAPITULATIF DES RESSOURCES DE L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE
POUR LES EXERCICES 2004 A 2009**

	Exercice 2004		Exercice 2008		Exercice 2009		Evolution 2004-2009	Evolution 2008-2009
	en M€	Poids	en M€	Poids	en M€	Poids		
REGION	892	42%	1 187	44%	1 210	44%	36%	2%
ENTREPRISES	722	34%	989	36%	1 029	37%	43%	4%
Taxe apprentissage	587	28%	784	29%	831	30%	42%	6%
Participation des branches	136	6%	205	8%	198	7%	46%	-3%
ORGANISMES GESTIONNAIRES	73	3%	70	3%	80	3%	9%	14%
FAMILLES	43	2%	67	2%	64	2%	48%	-6%
AUTRES RESSOURCES	389	18%	401	15%	387	14%	-1%	-4%
Etat			29	1%	25	1%		
Autres collectivités			31	1%	28	1%		
Ventes et prestations			79	3%	80	3%		
Quote part de subvention versée au compte de résultat			102	4%	109	4%		
Reprises sur amortissement			20	1%	22	1%		
Transferts de charges			14	1%	14	0%		
Produits financiers			16	1%	9	0%		
Autres	389	18%	110	4%	100	4%		
TOTAL RESSOURCES CONSOMMEES	2 120		2 714		2 769		31%	2%
NOMBRE APPRENTIS PONDERE	373 733		434 319		434 010		16%	0%

Ressources utilisées pour le fonctionnement pédagogique

GRAPHIQUE N°2

EVOLUTION DES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT PEDAGOGIQUE DES CFA REGIONAUX ENTRE 2004 ET 2009



Source : comptes financiers des CFA.- remontées CNFPTLV

2- La contribution des Régions est fonction des autres ressources

2.1 Les CFA reçoivent 831 millions d'euros au titre de la taxe d'apprentissage ... (annexe 10)

Comme observé ci-dessus, la taxe d'apprentissage poursuit sa progression en 2009. Elle s'élève à 831 M€ au lieu de 784M€ en 2008, en hausse de 6% par rapport à 2008 (+50M€). De leur côté, les effectifs pondérés d'apprentis sont restés stables de 2008 à 2009 à 430.000.

Quota ou hors-quota

Le « quota », produit de la taxe d'apprentissage réservé au financement exclusif de l'apprentissage, s'élève à 52% ; sur cette somme,

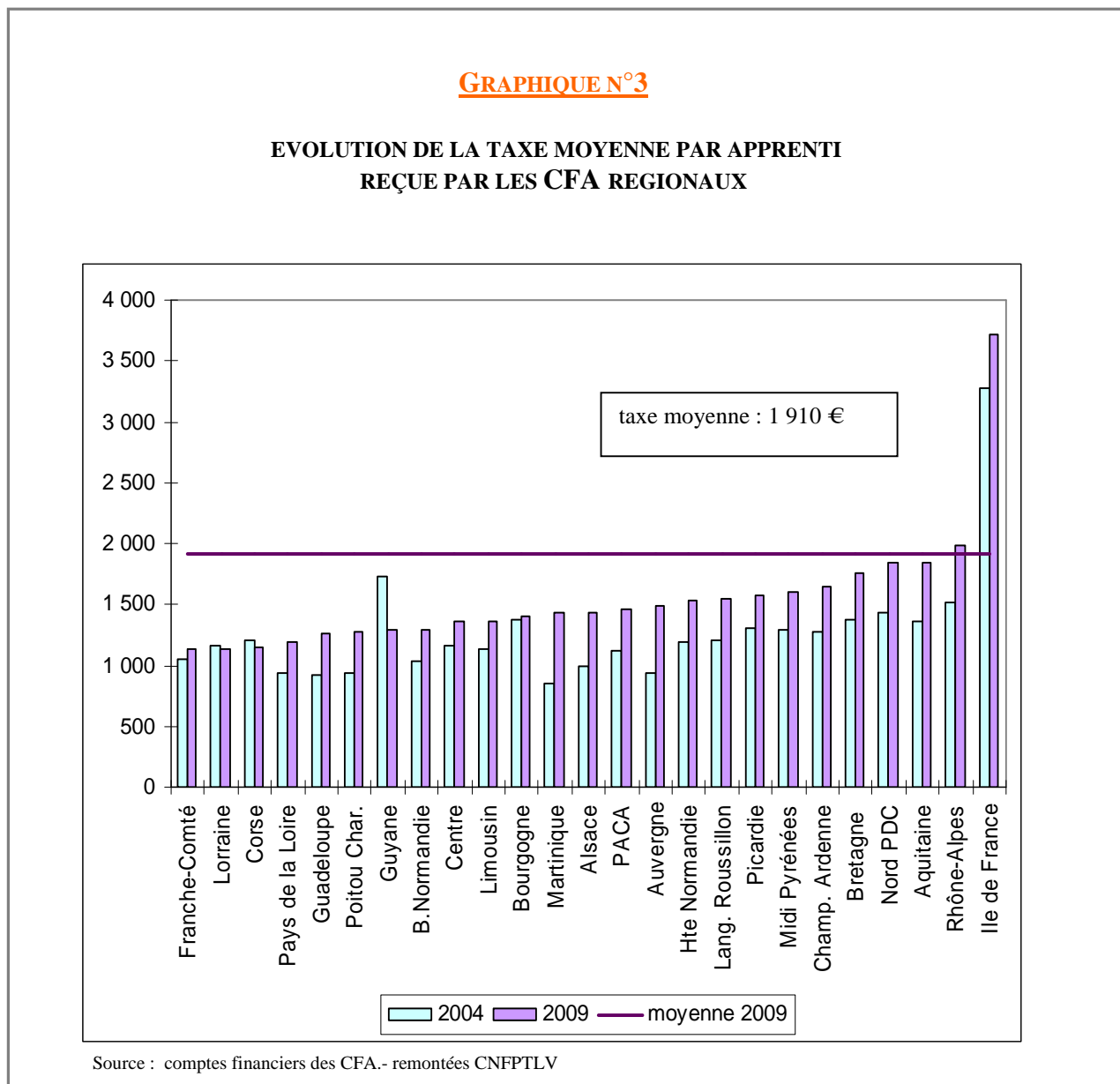
- les CFA reçoivent 30%,
- le solde (22%) étant destiné au FNDMA ; la première section (42%) est redistribuée aux Régions sous forme de péréquation ; la deuxième section (58%) sert au financement des contrats d'objectifs et de moyens (COM) négociés entre l'Etat et les Régions.

Les CFA peuvent également recevoir une fraction de la taxe d'apprentissage dite « hors quota » comme l'ensemble des établissements préparant aux premières formations technologiques ou professionnelles.

Un quart des fonds reçus dans les CFA au titre de la taxe d'apprentissage provient du hors-quota. Une analyse plus détaillée des flux quota/hors-quota figure dans la première partie de ce rapport.

Analyse régionale de la taxe reçue par apprenti (annexe 11)

L'analyse régionale de la taxe perçue par les CFA en 2009 confirme les tendances relevées lors des analyses précédentes c'est-à-dire une progression dans la plupart des régions, mais une progression inégale d'une région à l'autre.

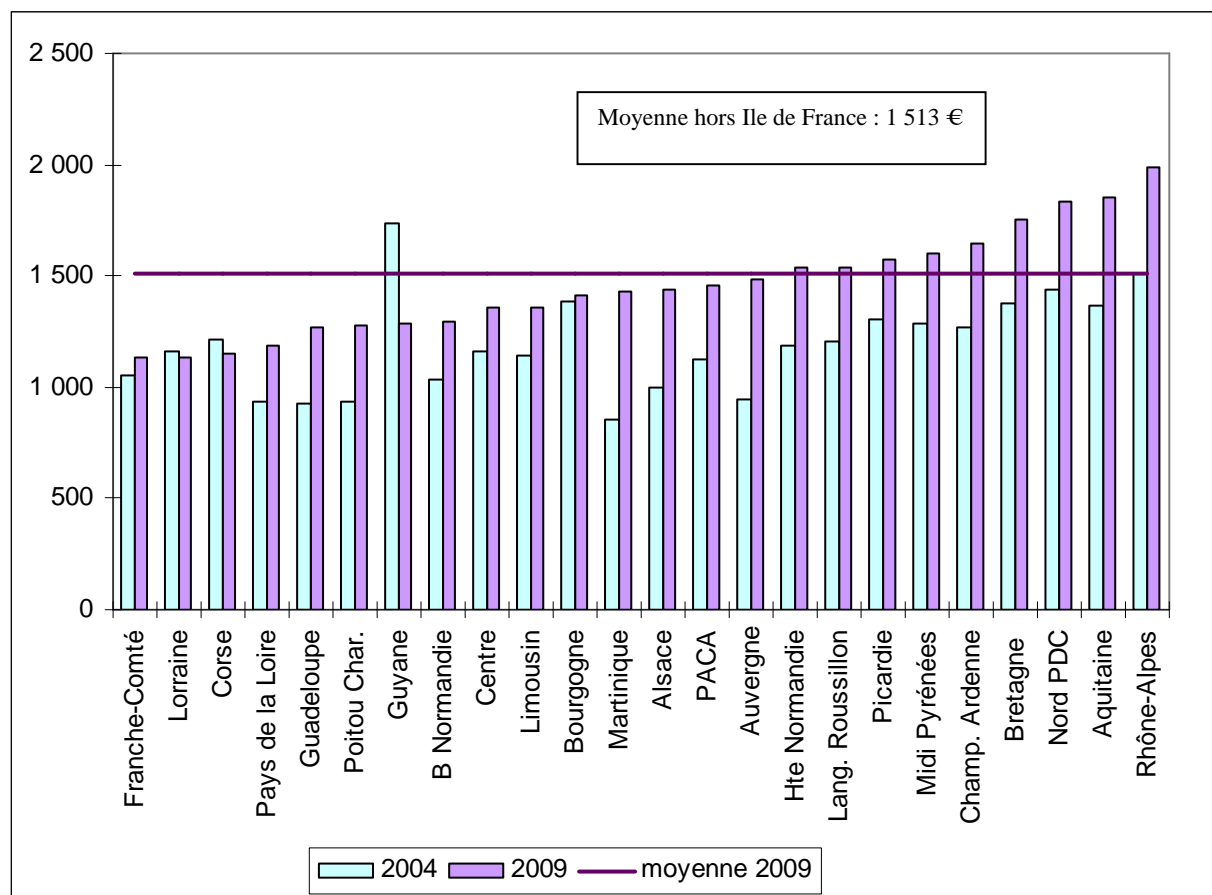


Le produit moyen de la taxe reçue par apprenti passe de 1.559 € en 2004 à 1 804€ en 2008 et 1 910€ en 2009.

L'écart entre les régions varie de 1 à 3,2. Hors Région Ile-de-France, l'écart se réduit de 1 à 1,7.

GRAPHIQUE N°4

EVOLUTION DE LA TAXE MOYENNE PAR APPRENTI REÇUE PAR LES CFA REGIONAUX HORS REGION ILE DE FRANCE



Source : comptes financiers des CFA.- remontées CNFPTLV

2.2 ... ils reçoivent aussi des fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle ... (annexe 12)

La participation des branches professionnelles au financement des CFA, hors taxe d'apprentissage, provient :

- de transferts de fonds de la professionnalisation
- de taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT)
- ainsi que de la cotisation professionnelle, du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP).

En 2009, les fonds en provenance des branches représentent près de 200 M€. Le poids de ces ressources est stable par rapport à 2008 après de fortes augmentations entre 2004 (136 M€) et 2008.

2.3 ... et des fonds provenant d'autres contributeurs (annexes 13 à 22)

Parmi les autres contributeurs, on trouve les organismes gestionnaires dont la participation s'élève à 79,6 millions d'euros en 2009 (3% des ressources) et les familles dont les contributions figurant dans les comptes des CFA s'élèvent à 63 millions d'euros (2%) limitées aux frais de THR.

A côté des ressources des financeurs détaillées ci-dessus, l'exploitation des comptes financiers des CFA fait apparaître d'autres ressources, de mieux en mieux identifiées au fil des années, qui se montent à 387 millions d'euros en 2009 et proviennent (par ordre décroissant) de :

- Quotes-parts de subvention versée au compte de résultat (109 M€),
- Ventes et prestations de services (79,6 M€),
- Contributions d'autres collectivités (28,4 M€),
- Contribution de l'Etat (24,6 M€),
- Reprises sur amortissement (22,1 M€),
- Transferts de charges (13,7 M€),
- Produits financiers (9,4 M€).

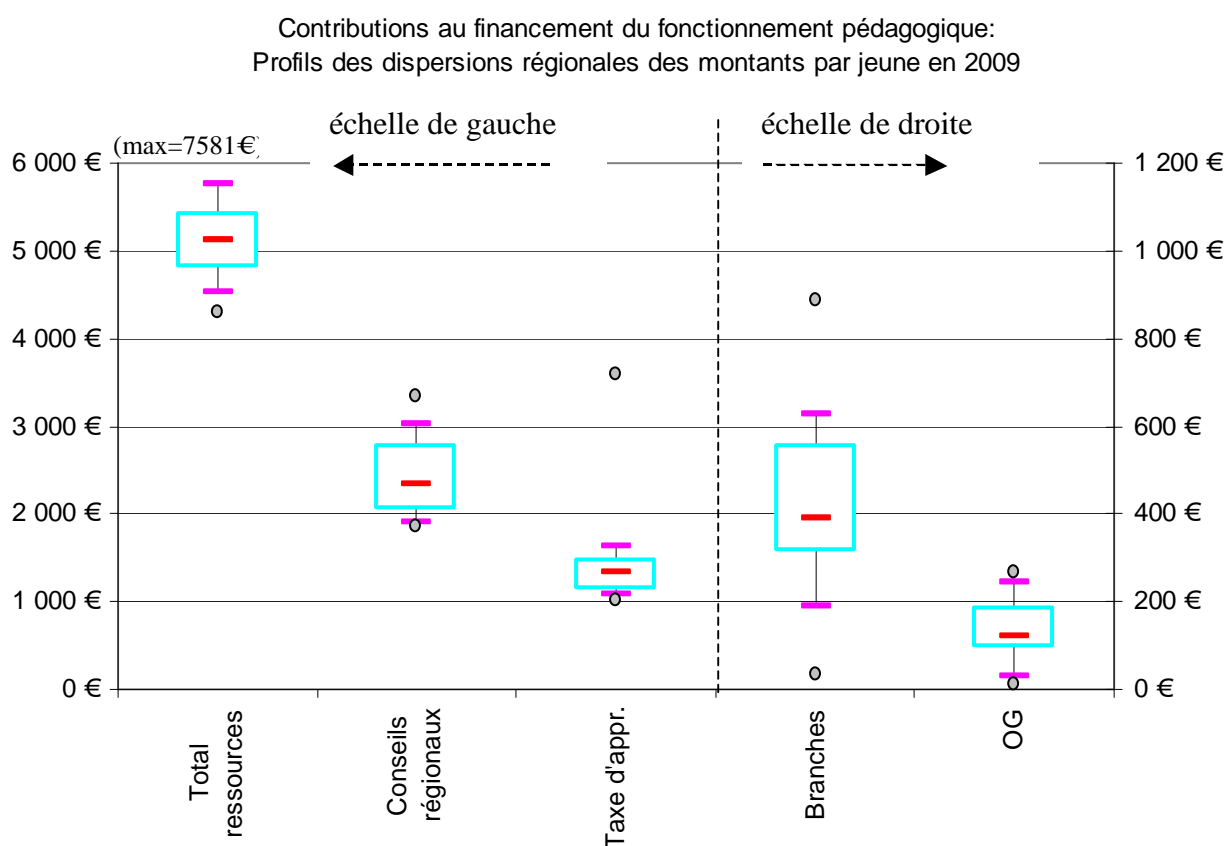
En 2009, les autres ressources non identifiées (99,7 M€) ne représentent plus que 4% des ressources contre 6,5% en 2007.

3- La complémentarité des financements varie selon les régions (annexe 23)

Rapportées au nombre d'apprentis, les ressources des CFA régionaux métropolitains affectées au fonctionnement pédagogique, s'élèvent en moyenne à 5.532 euros dont 2.387 euros proviennent des Conseils régionaux, 1.876 euros de la taxe d'apprentissage, 410 euros des branches, et seulement 139 euros des organismes gestionnaires.

3.1 La dispersion des contributions au financement pédagogique varie selon les financeurs

Cependant, les contributions des différents financeurs varient selon les régions. Les graphiques ci-dessous dits « boîte à moustaches » ou « diagrammes en boîte » permettent d'étudier les dispersions du financement du fonctionnement pédagogique par apprenti entre les régions et de les visualiser.



Lecture du graphique: Dans les 22 régions métropolitaines, le montant de la taxe d'apprentissage allouée au financement pédagogique varie entre 1.000€ et 3.600 € (losanges grisés au-dessus et en dessous de la « boîte »).

Pour 10% (décile 1) des régions il est inférieur à 1.100€ ; pour 10% (décile 9) des régions, il est supérieur à 1.600€ (traits roses).

La moitié des régions se situe dans le rectangle bleu (intervalle interquartile: 1.200€ - 1.400€).

Le trait rouge désigne la médiane(1.344€) : 50% des régions sont au-dessus, 50% en-dessous.

En éliminant les valeurs extrêmes et en se concentrant sur la partie centrale de la distribution, c'est à dire l'intervalle inter-quartiles (rectangle bleu), il apparaît que dans la moitié des régions, les ressources de fonctionnement pédagogique par jeune se situent entre 4.830€ et 5.430€.

Les contributions des conseils régionaux sont plus dispersées (la moitié des régions se situe entre 2.072 et 2.786 euros) que le financement par la taxe d'apprentissage qui est plus resserré (la moitié des régions se situe entre 1.170 et 1.473 euros).

En outre, même si les contributions sont plus faibles pour les branches, celles-ci varient beaucoup selon les régions puisque l'intervalle inter-quartile (rectangle bleu) en proportion de la médiane y est beaucoup plus grand que pour les conseils régionaux ou la taxe d'apprentissage. Dans la moitié des régions, les branches versent entre 318 et 555 euros par jeune.

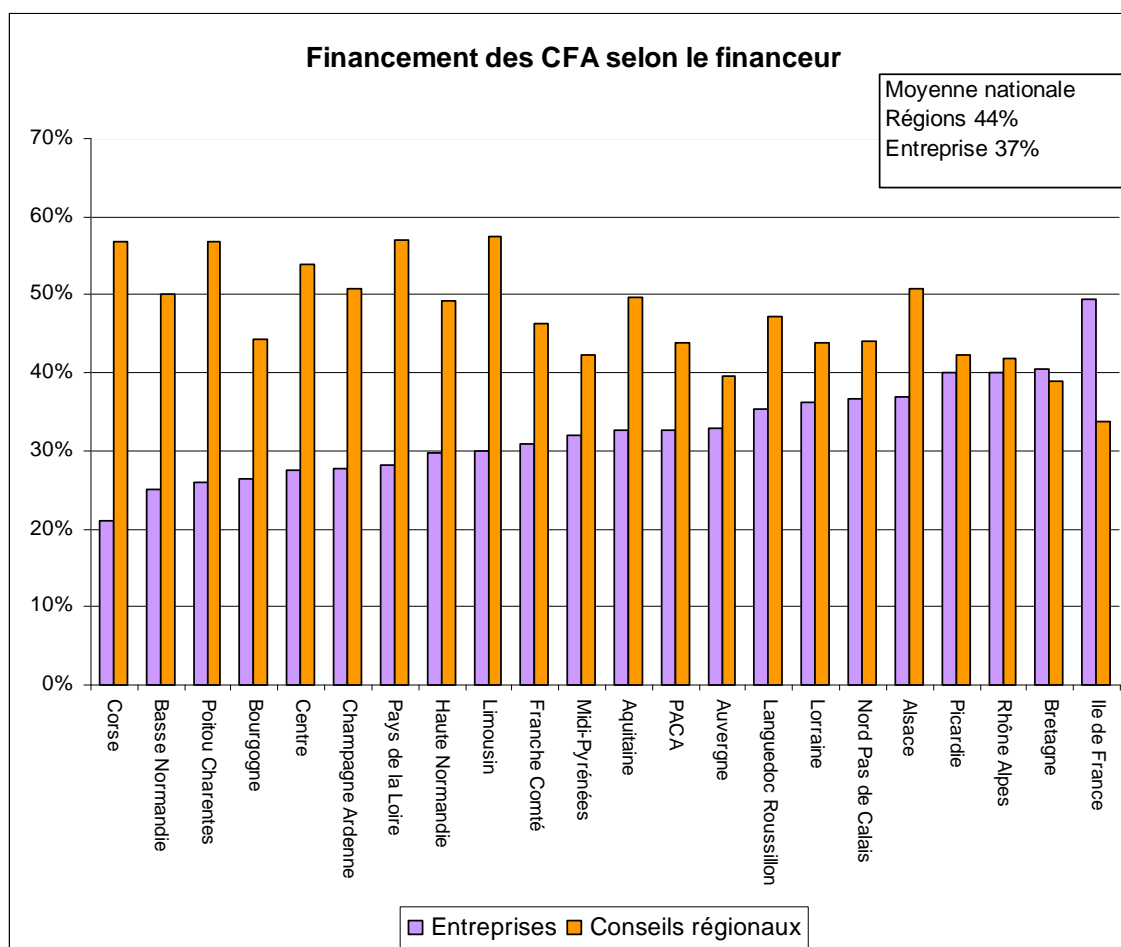
3.2 En tendance générale, les contributions des deux principaux financeurs sont dans un rapport de complémentarité

La part des Régions est d'autant plus forte que la contribution des entreprises (taxe d'apprentissage et versement des branches) est plus faible.

Comme indiqué au point 1 ci-dessus, le financement des CFA provient pour 80% des deux contributeurs principaux, en moyenne 44% des Régions, 37% des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches), le solde provenant d'autres contributeurs (familles, OG ...) ou de divers contributions (ventes, quote-part de subventions...).

En Limousin et Pays de la Loire, les deux financeurs principaux représentent plus de 85% alors qu'en Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne et Midi-Pyrénées, ils financent moins de 75%.

L'analyse montre des différences notables selon les régions pour les deux contributeurs majeurs.



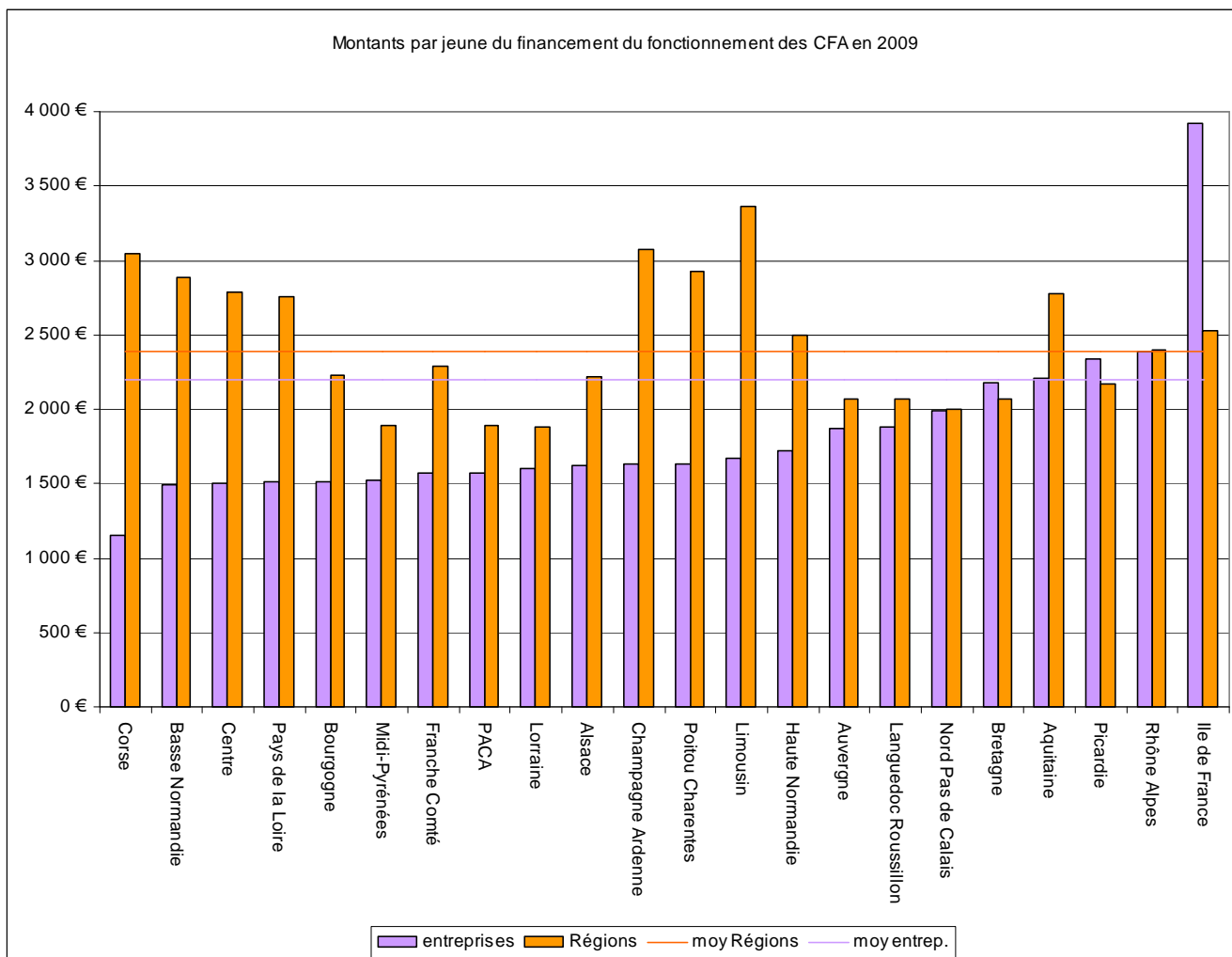
L'Ile-de-France se distingue par une forte participation des entreprises de 314 millions d'euros (49%) largement supérieure à celle du Conseil régional de 215 millions d'euros (34%).

Dans la plupart des autres régions, c'est la contribution du Conseil régional qui est la plus importante ; elle dépasse et parfois largement le financement par les entreprises :

- dans une dizaine de régions, le financement du Conseil régional atteint ou dépasse les 50% du financement total des CFA,
- dans quelques régions (Basse-Normandie, Centre, Corse, Limousin, Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes), il représente plus du double du financement des entreprises.

3.3 La prise en compte des financements pour le fonctionnement pédagogique par jeune

Le graphique ci-dessous indique les financements par jeune des Conseils régionaux et des entreprises ainsi que les moyennes nationales. Il présente les régions dans l'ordre du graphique précédent (part croissante du financement des entreprises).



A l'exception de l'Ile-de-France et dans une moindre mesure de la Picardie et de la Bretagne, de Rhône-Alpes et du Nord-Pas-de-Calais (quasi égalité dans ces deux dernières régions), la contribution par jeune des conseils régionaux est supérieure à celle des entreprises.

En Champagne-Ardenne, Limousin, Poitou-Charentes, Basse-Normandie, Centre, Pays-de-la-Loire et Corse, la contribution de la Région est largement au-dessus de la moyenne et beaucoup plus importante que celle entreprises. La région Ile-de-France apporte également un financement supérieur à la moyenne bien que le financement par les entreprises y soit déjà particulièrement élevé.

Par contre, dans plusieurs régions, on constate un financement par jeune en dessous de la moyenne, qu'il s'agisse des entreprises ou des Conseils régionaux.

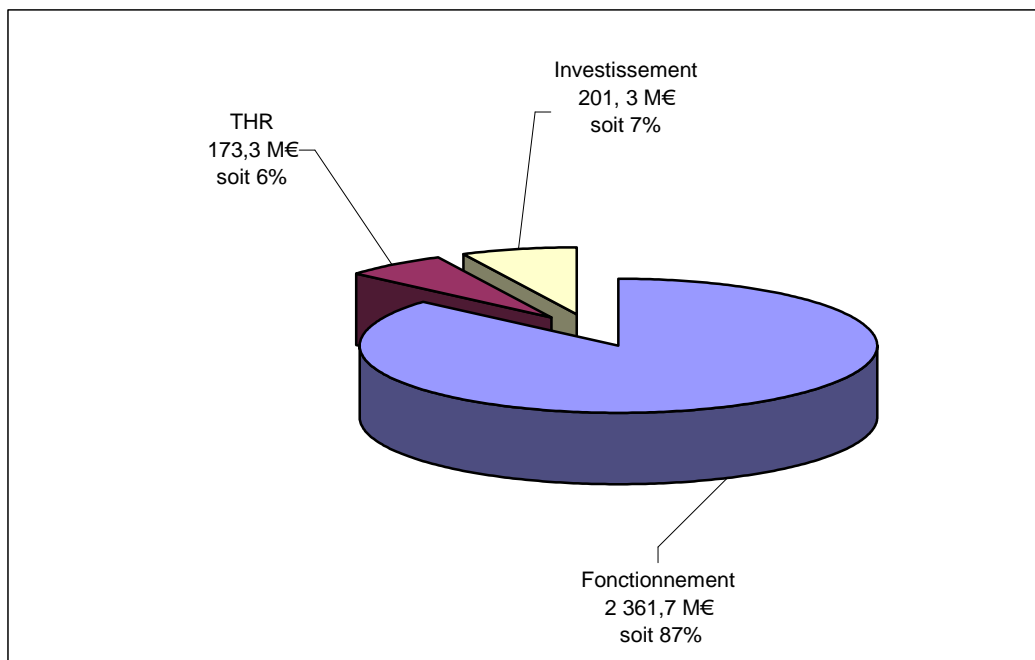
A noter : les constatations ci-dessus ne peuvent fonder des jugements de valeur, car pour une très grande part, elles rendent compte de situations qui ne peuvent être imputées à la volonté des acteurs : répartition des populations actives, place de l'apprentissage, etc.; elles appellent donc des travaux complémentaires d'information. A cet égard, les monographies régionales réalisées par quelques Régions volontaires avec l'appui du CNFPTLV, sont de nature à apporter des éléments d'explications.

B. LES DEPENSES DE L'OFFRE DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

En 2009, les ressources des CFA **régionaux** s'élèvent à 2.736 millions d'euros. 87% de ces ressources sont affectées au fonctionnement pédagogique, 6% aux activités transport, hébergement et restauration (THR) et 7% aux investissements des CFA.

GRAPHIQUE N°5

UTILISATION DES RESSOURCES 2009 DES CFA REGIONAUX FONCTIONNEMENT PEDAGOGIQUE, THR ET INVESTISSEMENTS



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

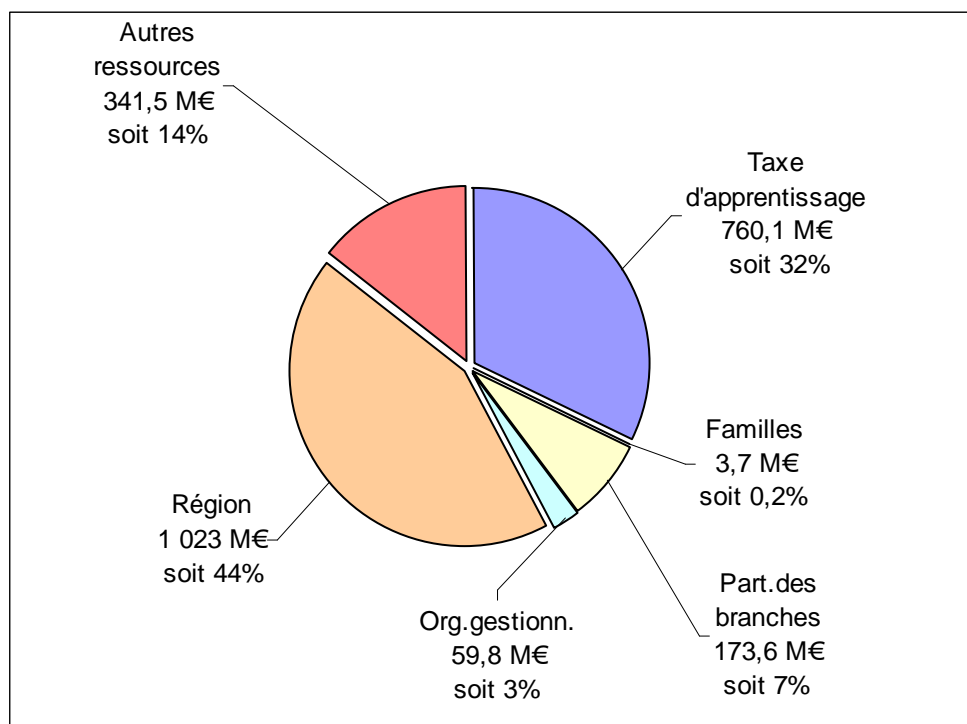
1. 87% des ressources des CFA sont affectées au fonctionnement pédagogique

Le fonctionnement pédagogique (fonctionnement hors THR) des CFA régionaux mobilise 2 361,7 millions d'euros, soit 87% du total des ressources utilisées par ces établissements. Avant d'étudier la répartition des charges des CFA, revenons sur l'origine des ressources.

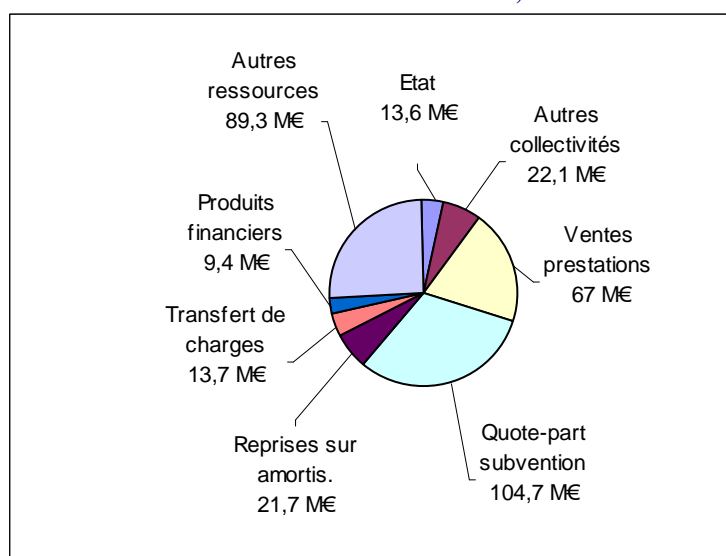
GRAPHIQUE N°6

ORIGINE DES RESSOURCES CONSACREES AU FONCTIONNEMENT PEDAGOGIQUE DES CFA REGIONAUX EN 2009

Montant total des ressources de fonctionnement : 2 361,7 M€



Détail des autres ressources : 341,4 M€



Source : comptes financiers des CFA.- remontées CNFPTLV

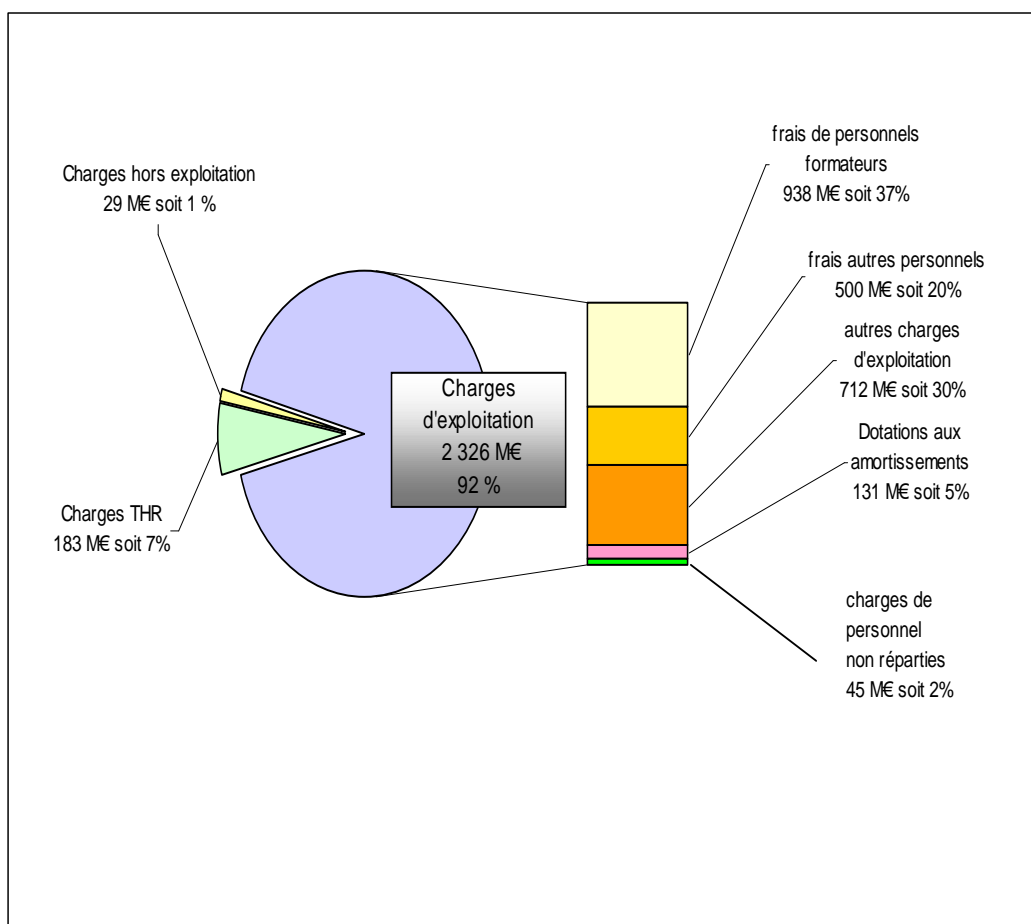
Avec le THR, le montant global des dépenses de fonctionnement des CFA régionaux a connu une augmentation régulière : 1 996 M€ en 2004, 2 407 M€ en 2008 et 2 326 M€ en 2009.

La hausse des charges de fonctionnement pédagogique entre 2008 et 2009 (+ 7,2%) couplée avec une stabilisation des effectifs pondérés conduit à une augmentation significative du coût de fonctionnement unitaire qui passe de 5 220 euros par jeune (5 591 euros avec THR) en 2008 à 5 398 euros en 2009 (5 893 euros avec THR).

GRAPHIQUE N°7

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET DE THR DES CFA SOUS CONVENTION AVEC LES CONSEILS REGIONAUX EN 2009

Montant total des charges : 2 538 M€ (2 326 M€ HORS THR)



Source : comptes financiers des CFA.- remontées CNFPTLV

Les charges d'exploitation sont constituées pour près des deux-tiers de frais de personnel (annexe 26)

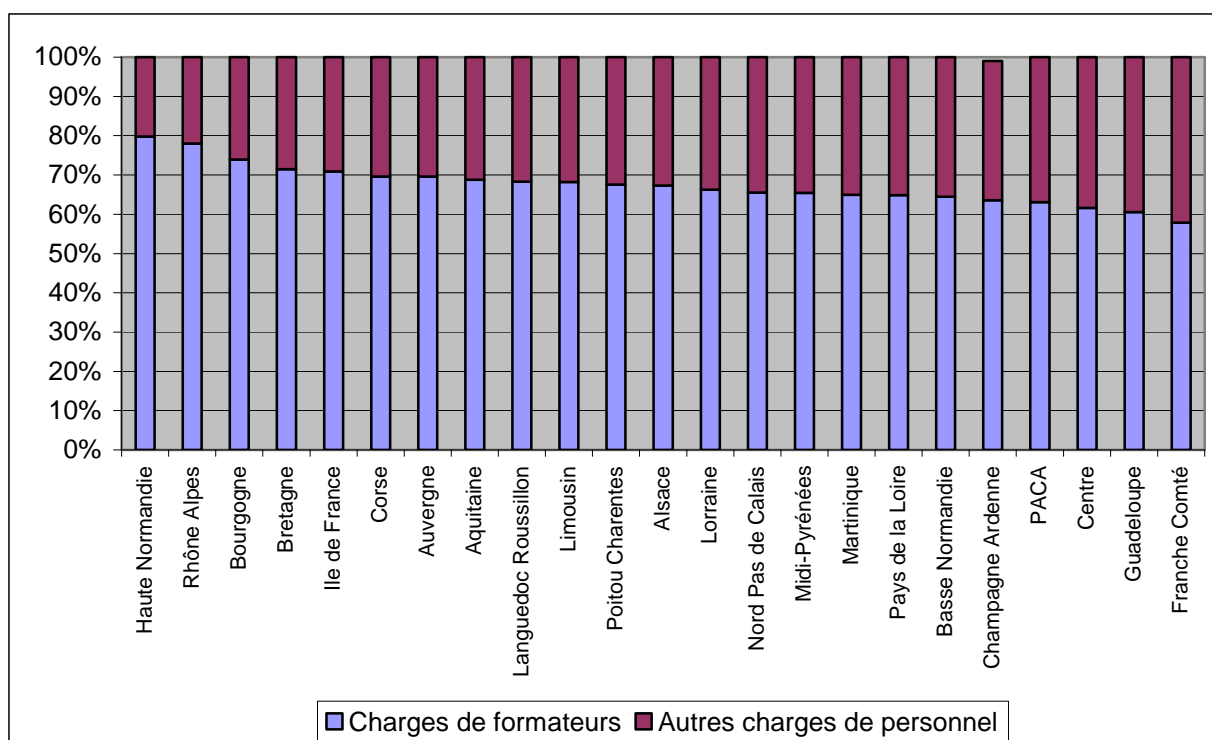
S'agissant de la structure des dépenses des CFA, on relève le poids particulièrement important des charges d'exploitation (comptes 60 à 65 et compte 681) qui représentent 92% du total des dépenses en 2009.

Le poids des dotations aux amortissements (5% pour 131 M€) est sous-estimé compte tenu du mode de gestion du patrimoine des CFA.

Les charges d'exploitation (comptes 60 à 65 hors THR) sont constituées pour près des deux tiers (63,7%) de frais de personnel : 1 483 M€ pour un montant total de charges d'exploitation de 2 326M€.

Les frais de personnel ont augmenté de 121 M€ entre 2007 et 2008 (+9%) puis se sont stabilisés entre 2008 et 2009.

65% de ce total va au personnel formateur : 966 M€ (chiffres estimés pour la Picardie qui ne distingue pas les charges de personnel formateurs des autres charges de personnel) sur un total de 1 482 M€. Le graphique ci-dessous montre les variations régionales (annexe 27).



Le poste « autres charges d'exploitation », constitué essentiellement des charges d'achats et de services extérieurs, a fortement augmenté entre 2008 et 2009 passant de 622 millions d'euros à 756 millions d'euros ; peut-être est-ce dû à un développement de la sous-traitance, ce qui serait cohérent avec la stabilisation des frais de personnel.

2. Le THR ne transite pas toujours par les comptes des CFA (annexe 24)

En 2009, les frais de transport, d'hébergement et de restauration des apprentis (THR) figurant dans les comptes des CFA représentent un montant de 173 M€, soit 6% des charges des CFA réparties comme suit :

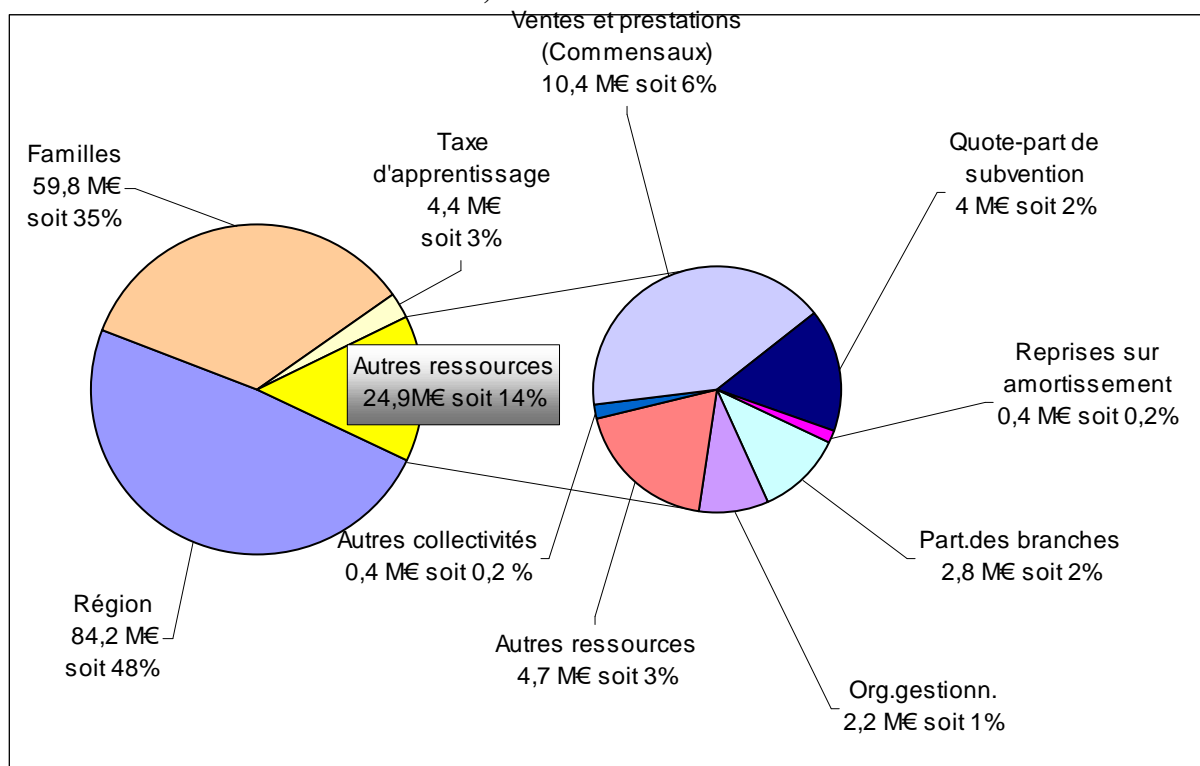
	Origine des ressources THR (en M€)	%
Régions	84,1	46,6%
Familles	59,7	33,5%
Taxe apprentissage	4,4	2,5%
Autres ressources	25	10,6%
	<i>dont commensaux</i>	<i>10</i>
RESSOURCES THR	173,3	

Les « autres ressources » regroupent : participation du personnel des CFA et visiteurs (commensaux) aux frais de restauration et d'hébergement, taxe fiscale, crédits de la professionnalisation, participation des organismes gestionnaires, les quotes-parts de subvention versées au compte de résultat, les reprises sur amortissement, les subventions de l'Etat et des autres collectivités.

GRAPHIQUE N°8

REPARTITION DES RESSOURCES CONSACREES AU THR DES APPRENTIS DES CFA REGIONAUX, EN 2009

Montant total des ressources : 173,3M€



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPRTL

Bien que les données concernant le THR figurant dans les comptes des CFA ne reflètent qu'une partie de la réalité, on peut constater que les Régions et les familles en sont les principaux financeurs.

Selon leurs comptes administratifs, les Régions attribuent une somme de 88 M€ aux apprentis pour leurs frais de THR ; il est cependant à noter que pour des raisons de visibilité, plusieurs conseils régionaux ne font plus transiter le THR par les CFA et transmettent leurs aides de transport, d'hébergement ou de restauration directement aux apprentis ; ainsi près de 30 M€ supplémentaires sont attribuées par les Régions aux apprentis.

Les familles versent 59,7 millions d'euros aux CFA pour le THR des apprentis.

De plus, un certain nombre de CFA affecte au THR, des ressources en provenance de ventes et prestations de services sous la forme de service de repas pour personnes extérieures (commensaux). Ce dernier financement s'élève à 10M€.

Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR (annexe 28)

L'information a été complétée par l'ensemble des aides des Régions retracées ou non dans les comptes des CFA. Les Régions accordent d'autres aides qui sont retracées dans leurs comptes administratifs et dont la liste figure dans le tableau ci-après.

Ainsi, en dehors du THR qui reste dominant avec 80% des aides, les Régions attribuent des aides au premier équipement des apprentis (13M€), favorisent la mobilité européenne (3 M€), et versent des aides à caractère social.

	Aides directes aux apprentis	Aides via les CFA	TOTAL
Premier équipement	4 920 650	8 414 857	13 335 507
Fournitures scolaires	1 063 428	645 016	1 708 444
Transport / Héberg / Rest	28 936 685	87 788 266	116 724 951
Mobilité européenne	450 315	2 689 039	3 139 354
Fonds d'aides sociales	68 268	1 647 319	1 715 587
Aide au permis B	1 114 684		1 114 684
Aides aux handicapés		860 074	860 074
Carte nationale d'apprenti	122 012	6 100	128 112
Ordinateurs	170 100		170 100
Chèques Culture	354 440		354 440
Autres aides	4 200 696	182 689	4 383 385
Total	41 401 278	102 233 360	143 634 638

C. LES INVESTISSEMENTS

Les comptes des CFA ne retracent que partiellement les investissements (annexe 25)

La gestion du patrimoine des établissements, relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).

Une part importante des ressources consacrées aux investissements ne figure donc pas dans la comptabilité des CFA.

Les chiffres ci-après ne donnent qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.

Les investissements représentent en 2009 un peu plus de 200 millions d'euros soit 7% du total des ressources utilisées par les CFA (contre 164 M€ en 2004 et 150,2M€ en 2007) se décomposant comme suit :

	Origine des ressources d'investissement (en M€)	%
Région	102,2	51%
Taxe d'apprentissage	42,9	21%
Participation des branches	21,4	11%
Organismes gestionnaires	17,5	8%
Etat	6,1	3%
Autres collectivités	5,6	3%
Autres ressources	5,7	3%
	201,4	100%

Par leur nature, les investissements (et en particulier les opérations immobilières) ne présentent pas de caractère régulier. Toutefois l'analyse des chiffres met en lumière le rôle prépondérant des Régions comme financeurs des investissements comptabilisés dans les CFA, avec un renforcement de cette tendance sur 2009 puisque les conseils régionaux financent la moitié des investissements figurant dans les comptes des CFA.

S'agissant de la participation des Régions, il convient de noter que le montant des crédits de paiement consacrés en 2009 aux investissements des CFA s'établit à 126 M€ (source : comptes administratifs des Régions, DARES). On constate donc un écart de 24 M€ avec les sommes inscrites dans la comptabilité des CFA qui peuvent venir d'un décalage entre les versements des Régions et l'utilisation des fonds par les CFA.

Le montant de taxe d'apprentissage affectée aux investissements s'élève à 43M€ en 2009 ; avec le financement des branches professionnelles, la participation des entreprises s'élève à 64 M€.

D'autres ressources proviennent de l'Etat (6,1 M€) et des autres collectivités (5,6 M€).

Le financement des investissements par les organismes gestionnaires inscrits dans les comptes des CFA s'établit à 17 M€ en 2009 ; cependant en raison de la situation particulière du patrimoine des CFA, on ne connaît pas le montant réel des investissements des organismes gestionnaires dans les CFA.

Les dépenses d'investissements ne sont pas détaillées dans les données transmises au CNFPTLV ; celles figurant dans les comptes des CFA sont souvent liées aux dépenses pédagogiques : mises aux normes d'atelier, achat de machines ...

Les autres dépenses d'investissement et notamment l'immobilier se retrouvent plus généralement dans les comptes des organismes gestionnaires.

ANNEXES DE LA PARTIE I :
SOURCES ET PRESENTATION
DETAILLÉE DES CONTRIBUTEURS
ET DES BENEFICIAIRES

Annexe I - Membres de la Commission des Comptes et participants au Groupe Technique Apprentissage (GTA)	70
Annexe II - Principales mesures adoptées en 2005-2006	72
Annexe III - Grille de lecture du schéma national	73
Annexe IV - Sources du schéma national des flux	77
Annexe V – Comptes en T des acteurs de l'apprentissage	83

Composantes de l'instance	Commission des comptes
Personnalités qualifiées	M. Gabriel MIGNOT - <i>Président</i> -
Etat	Education Nat. : M. HUART <i>titulaire</i> Emploi F.P. : Mme COLIN <i>suppléant</i> DGCIS : M. MAHLER <i>titulaire</i> Budget : Mme PRÉVOST <i>titulaire</i> DGEFP : M. LANDOUR
Parlement	Assemblée Nat. : M. UEBERSCHLAG <i>titulaire</i>
Régions	BRETAGNE : Mme BREARD <i>titulaire</i> CENTRE : Mme GAUDRON <i>suppléante</i> LIMOUSIN : Mme MARTIN <i>suppléante</i> PAYS-DE-LA-LOIRE : Mme GAUDOIN <i>suppléante</i> RHONE-ALPES : M. REYNAUD <i>suppléant</i>
Organisations socio-professionnelles représentatives	CFTC : M. KOECHLIN <i>suppléant</i> CFE / CGC : Mme CROCHET <i>suppléant</i> MEDEF : M. ROBERT de MASSY <i>suppléant</i> MEDEF : M. DRUELLES <i>titulaire</i> MEDEF : M. FALISE <i>titulaire</i> UPA : Mme CHAMBRELAN <i>suppléante</i> CGPME : M. TERRAL <i>suppléant</i>
Chambres consulaires	ACFCI : M. LEGENDRE <i>suppléant</i>
Organismes intéressés	FFP : Mme SOROKO <i>suppléante</i> UNSA : M. MARIUS <i>suppléant</i>

Participants au GTA

Co - animateurs	Région : Centre CNFPTLV : Carole ABOAF
Etat	Education Nationale - DGESCO : Stéphanie ROUCOU / Dominique GUIDICELLI Education Nationale - DES : Jean Michel HOTYAT/ Michèle LAFFARGUE LE MANDAT DEPP : Pascale POLLET / Luc BRIERE Formation professionnelle - DGEFP : Frédérique RACON Formation professionnelle – DARES : Hélène MICHAUDON Agriculture - DGER : Annie BRISSON DGCIS : Jean-Jacques NAY Jeunesse et Sports - DEF : Vincent LE CROLLER
Régions	Alsace : Béatrice BULOUE / Martin SRINARONG Aquitaine : Philippe GUILLERM Auvergne : Stéphanie COURIO Basse Normandie : Christiane BROUARD / Marc LEVEE Bourgogne : Pierre CARTILLIER / Isabelle GONNOT Bretagne : Lionel MODESTE Centre : Dominique GAUTHIER / Sandra GOUTANIER Champagne-Ardenne : Christine CHAYOUX Corse : Marie-Claire SGALIA Franche Comté : Catherine JACQUIN / Martine CUCHEROUSSET Haute Normandie : Nathalie GEORGES /Michel MIRON Ile-de-France : Brigitte TREHEN / Denis ROUQUETTE Languedoc-Roussillon : Bruno AUGELLE / Joelle PASCAL Limousin : Sophie BOURGES Lorraine : Didier RISSER Midi-Pyrénées : Audrey MAZARS Nord-Pas-de-Calais : Agnès ANDRICQ / Dominique HERBAUT Pays de la Loire : Sébastien SOULLARD Picardie : Jean-François DESLANDES PACA : Elisabeth LENRIOT-BERNARD Poitou-Charentes : Mireille GEFFRE / Béatrice GILOT Rhône Alpes : Daniel SCHWITZER Martinique : Antony TOUSSAINT Guadeloupe : Maud ROVELAS Guyane : Marcel KOUSSIKANA Réunion :
Organisations socio-professionnelles représentatives	UPA : Estelle CHABRELAN MEDEF : Genevieve LHOMME CGPME : Yves TERRAL / Claude BARETEAU CFDT : Pierre DURIEZ CGC : Jean-Marie KIEFFER
Chambres consulaires	ACFCI : Rachid HANIFI APCM : Philippe PERFETTI
Organismes intéressés	UNSA : Claude MARIUS

ANNEXE II – PRINCIPALES MESURES ADOPTEES EN 2005 ET 2006 CONCERNANT L'APPRENTISSAGE

Loi de programmation du 18 janvier 2005 pour la cohésion sociale

Objectif : Développer et moderniser l'apprentissage : passer en 5 ans de 360 000 apprentis à 500 000 apprentis en valorisant l'apprentissage et en dégageant des ressources supplémentaires.

Principales mesures :

- suppression de chefs d'exonération de la taxe
- augmentation du taux du quota de 40 à 52%
- instauration d'un crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis (1600€)
- mise en place d'un nouvel outil de contractualisation pour le développement de l'apprentissage : le COM
- création du FNDMA (22% du produit de la taxe) avec versements affectés aux FRAFC et obligatoirement utilisés pour l'apprentissage :
 - o 1^{ère} section (42 %) : péréquation pour réduire les inégalités entre les régions
 - o 2^{de} section (58 %) : financement des COM, des CFA nationaux et des actions nationales de communication

Loi pour l'égalité des chances du 31 mars 2006

- Porte à 0,6% au lieu de 0,5% le taux de la taxe d'apprentissage due par les entreprises d'au moins 250 salariés qui n'emploient pas en leur sein un minimum de jeunes de moins de 26 ans sous contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage.

Loi de finances pour 2005

- Création de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA) avec la même assiette et les mêmes contributeurs que la taxe d'apprentissage (taux : 0,06% en 2005, 0,12% en 2006, 0,18% en 2007).

La CDA remplace d'anciennes dotations de décentralisation en opérant un transfert de fiscalité.

Auparavant, la **Loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité** avait transféré aux Régions le versement de l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ; les Régions peuvent adapter les modalités de versement de cette indemnité, également appelée prime aux employeurs.

ANNEXE III - GRILLE DE LECTURE DU SCHÉMA NATIONAL DES FLUX FINANCIERS DE L'APPRENTISSAGE

L'objectif du schéma national des flux financiers de l'apprentissage, présenté dans la partie I de ce rapport, est de donner une vue synthétique **des acteurs, des circuits** et **des masses financières** en jeu.

Les informations qui suivent ont pour objet de donner une grille de lecture du schéma des flux ; elles expliquent son fonctionnement et l'ensemble de ses composantes.

1.1. Les acteurs

Le schéma distingue des sous-groupes d'acteurs :

- **ceux qui financent l'apprentissage**, appelés « **contributeurs** » parmi lesquels l'État, les Régions, les Entreprises. Ils apparaissent **sur fond vert** dans la partie supérieure du schéma.
- **ceux qui bénéficient de ce financement**, appelés « **bénéficiaires** » : les organismes de formation (CFA, SA, UFA), les employeurs d'apprentis ainsi que les apprentis et leur famille. Ils apparaissent **sur fond orange**, dans la partie inférieure du schéma.

Les Centres de Formation d'Apprentis (CFA) sont des établissements qui dispensent aux jeunes sous contrat d'apprentissage une formation générale, technique, théorique et pratique qui doit compléter et s'articuler avec la formation reçue en entreprise.

Les CFA sont créés sur la base d'une convention conclue avec la Région ; il subsiste quelques CFA dits « CFA à recrutement national » faisant l'objet d'une convention avec l'Etat.

Pour être créé, un CFA a besoin d'un support juridique, son organisme gestionnaire. Ce dernier peut être toute personne physique ou morale et particulièrement : les organismes de formation gérés paritairement par les organisations professionnelles d'employeurs, les collectivités locales, les chambres consulaires, les organisations professionnelles ou interprofessionnelles représentatives d'employeurs, les associations, les établissements d'enseignement public ou privé sous contrat, les établissements de formation et de recherche ou toute autre personne physique ou morale.

La formation générale des apprentis peut également être dispensée dans un établissement d'enseignement public ou d'enseignement privé sous contrat ou un établissement de formation et de recherche relevant d'un ministère autre que celui chargé de l'éducation :

- **une Section d'Apprentissage (SA)** créée par une convention entre un établissement et la Région. Elle est assimilable à un CFA en ce qui concerne les conditions financières.

- **une Unité de Formation par Apprentissage (UFA)** créée par une convention entre un établissement et un CFA. L'UFA se distingue de la SA par le fait que la responsabilité pédagogique des formations dispensées reste du ressort de l'établissement d'enseignement ou de formation, et que la responsabilité administrative et financière relève d'un CFA dit « sans mur » ou encore « hors les murs », géré par son organisme gestionnaire.

- Certains acteurs sont à la fois « contributeurs » et « bénéficiaires ». C'est le cas **des entreprises**.

Le champ des **entreprises**⁵ qui contribuent au financement de l'apprentissage ne recoupe pas nécessairement celui des entreprises qui reçoivent des contributions. C'est pourquoi, il a été décidé de distinguer ces deux catégories d'entreprises en leur donnant un emplacement différent dans le schéma :

Les entreprises « contributrices » sont placées dans la partie haute du schéma (à gauche).

Les entreprises « contributrices » au financement de l'apprentissage sont :

- les entreprises assujetties à la taxe d'apprentissage,
- les entreprises assujetties à des taxes fiscales (secteur de la réparation automobile, du transport et de la logistique), ou à cotisation professionnelle (secteur du BTP),
- les entreprises qui affectent une partie des fonds mutualisés de la formation professionnelle à l'apprentissage, suite à un accord de branche.

Les employeurs d'apprentis, pour la plupart des entreprises ont été placée dans la partie basse du schéma en tant que « **bénéficiaires** ».

Les entreprises « bénéficiaires » sont celles qui emploient des apprentis ; elles bénéficient :

- d'exonérations des charges sociales,
- du crédit d'impôt apprentissage,
- et de l'Indemnité Compensatrice Forfaitaire (primes aux employeurs) versée par les Régions.

Ces entreprises sont également « contributrices » puisqu'elles versent une rémunération aux apprentis qu'elles emploient.

- Il est apparu utile de traiter à part **les organismes collecteurs de taxe d'apprentissage, OCTA** (intermédiaires pour la collecte et la répartition de la taxe et gestionnaires des fonds libres) et **les organismes gestionnaires des établissements de formation** (entités juridiques, gestionnaires des établissements de formation, qui à la fois bénéficient de subventions, notamment en matière d'investissement, et contribuent à leur financement). Ils figurent **sur fond rose** sur le schéma

Les organismes habilités à collecter la taxe d'apprentissage sur le territoire national

Peuvent être habilités à collecter sur le territoire national, les versements des entreprises pouvant donner lieu à exonération de la taxe d'apprentissage, les syndicats, groupements professionnels ou associations à compétence nationale :

- soit ayant conclu une convention-cadre de coopération avec les ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de l'agriculture, ou de la jeunesse et des sports
- soit agréés par arrêté du ministre chargé de la formation professionnelle, du ministre du budget et, le cas échéant, du ministre compétent pour le secteur d'activité considéré.

Les organismes habilités à collecter la taxe d'apprentissage en région

Sont habilités à collecter des versements, donnant lieu à exonération de la taxe d'apprentissage, auprès des entreprises ayant leur siège social ou un établissement dans la région :

- 1- les chambres régionales consulaires ou, à défaut, les groupements interconsulaires ou, dans les départements d'outre-mer, une seule chambre consulaire, par décision du préfet de région.
- 2- les syndicats, groupements professionnels ou associations, à vocation régionale, agréés par arrêté du préfet de région.

⁵ Le champ des entreprises contributrices et celui des entreprises bénéficiaires du financement de l'apprentissage ne se recoupent que partiellement. En effet, toutes les entreprises ne sont pas assujetties à la taxe d'apprentissage (ex. les secteurs public, associatif, agricole en grande partie...). Par ailleurs, seules les entreprises qui emploient des apprentis bénéficient d'aides pour l'embauche et la formation de l'apprenti ainsi que des exonérations salariales et patronales au titre de l'apprentissage.

Un organisme qui a fait l'objet d'une habilitation délivrée au niveau national ne peut être habilité au niveau régional.

L'OCTA s'engage à inscrire de façon distincte dans ses comptes les opérations relatives à la fraction de la taxe destinée à l'apprentissage .

Il reverse :

- au Trésor public la fraction du quota (22 % du quota) destinée au FNDMA
- aux CFA, aux sections d'apprentissage et aux écoles les concours destinés à ceux-ci .

Les organismes gestionnaires (OG)

sont des personnes morales de droit privé ou de droit public qui gèrent les établissements de formation par apprentissage ; la personnalité juridique les distingue des sites de formation.

Le terme d'organisme gestionnaire recouvre un ensemble d'acteurs hétérogènes qui peuvent être publics, parapublics ou privés :

des organismes publics : les établissements publics locaux d'enseignement et les universités relevant des ministères, principalement de l'Education nationale et de l'Agriculture (ex. les sections d'apprentissage ouvertes dans les lycées ou les unités de formation par apprentissage ouvertes dans les universités) ou des collectivités locales (ex. les CFA de ville ou d'agglomération).

des organismes parapublics : les chambres consulaires (d'agriculture, des métiers, de commerce et d'industrie).

des organismes privés : les branches professionnelles (ex. les CFA de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, du Bâtiment et des Travaux Publics, de l'Association Française des Banques, etc.), les entreprises (ex. les CFA du Crédit Agricole, d'EDF, de la SNCF, etc.), les établissements privés sous contrat et autres associations (ex. les Maisons Familiales et Rurales, les Compagnons du devoir, les groupements de chambres consulaires, etc.).

1.2. Les flux financiers

Plusieurs flux coexistent sur le schéma :

- **les flux réels** qui se traduisent par des décaissements et des encaissements (ex. les versements de la taxe d'apprentissage, des rémunérations, des aides individuelles, des subventions) ;
- **les flux intermédiaires** notamment des transferts de fonds effectués de l'État aux Régions au titre de la péréquation nationale, des contrats d'objectifs et de moyens, de la décentralisation.
Ces flux figurent *en pointillés* sur le schéma ;
- **les exonérations et les crédits d'impôts** qui n'impliquent pas de décaissements mais constituent un manque à gagner, compensé⁶ ou pas sur le budget de l'État (ex. les exonérations de cotisations salariales et patronales, et d'impôt sur le revenu des apprentis).
Du point de vue des bénéficiaires, ces flux ne sont pas considérés comme une recette mais comme une « moindre dépense ». Ces flux figurent en **bleu** sur le schéma.

Le financement de l'apprentissage ne correspond pas à l'addition des flux car une telle addition comporterait des doubles emplois. C'est pourquoi le financement de l'apprentissage sera appréhendé sous l'angle des contributeurs et des bénéficiaires « finaux ».

Il en résulte **une minoration** de la participation de ceux qui ne financent pas **directement** les actions (notamment l'Etat et les entreprises).

⁶ Les exonérations de charges salariales et patronales à l'endroit des entreprises sont compensées à la sécurité sociale. La charge du crédit d'impôt est directement supportée par l'Etat sur son propre budget.

1.3. Les masses financières

Pour chacun des acteurs, il est mentionné :

➤ **les ressources affectées à l'apprentissage**

Il est difficile de cerner en l'état actuel des systèmes d'information, l'apport au financement de l'apprentissage des entreprises qui emploient des apprentis (en dehors des rémunérations), de même que celui des apprentis et de leur famille.

Les investissements mobiliers et immobiliers sont également sous-évalués dans cette étude en raison de leur mode de comptabilisation. Une partie non négligeable des ressources consacrées aux investissements n'apparaît pas dans la comptabilité des CFA. Ces investissements sont enregistrés soit dans les comptes de l'organisme gestionnaire, soit dans les comptes d'une société civile immobilière ou d'un organisme de type associatif. Il conviendra de mieux appréhender ces contributions à moyen terme.

1.4. Les principaux producteurs de données

- **les services de l'État** (services gestionnaires des crédits ou recouvreurs des recettes, services statistiques et de contrôle) qui communiquent les informations relatives aux prélèvements obligatoires, aux exonérations et crédits d'impôts ainsi qu'à leurs propres dépenses budgétaires, à la collecte et à la répartition de la taxe d'apprentissage par les OCTA, à l'utilisation de fonds de la professionnalisation par les OPCA pour l'apprentissage ;
- **l'INSEE**⁷ qui renseigne sur la masse des rémunérations déclarées par les employeurs.
- **les Conseils régionaux** qui fournissent les données relatives au financement de l'offre de formation à partir des comptes financiers des CFA ainsi que de leurs propres dépenses budgétaires.
Les comptes financiers des CFA font l'objet d'une exploitation par les Conseils régionaux et d'une consolidation au plan national dans le cadre des travaux du CNFPTLV (données remontées grâce à un Intranet sur le site du CNFPTLV).
- **des organismes de branches professionnelles** pour ce qui concerne les taxes fiscales (ANFA et AFT) et la cotisation professionnelle (CCCA-BTP) affectées à l'apprentissage.

⁷ dans le cadre d'une collaboration avec l'INSEE, outre la communication des rémunérations des apprentis, une étude relative au potentiel de taxe par région a été réalisée sur l'exercice 2004.

ANNEXE IV : SOURCES DU SCHEMA NATIONAL DES FLUX

Les sources d'information et les montants des flux du financement de l'apprentissage (flux finaux et flux intermédiaires), couvrant le financement de l'offre de formation, de la rémunération des apprentis, des aides aux employeurs et aux apprentis et leur famille, sont détaillés ci-après. Le schéma figure en fin de partie I du rapport.

LES BÉNÉFICIAIRES

EMPLOYEURS DES APPRENTIS : 2 455 M€

VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPENSATRICE FORFAITAIRE : 628M€

Primes aux employeurs : 628 M€.

Source : DARES - Comptes administratifs des Conseils régionaux + corrections CNFPTLV

NB : données manquantes sur 2 DOM

EXONÉRATION DE CHARGES SOCIALES : 1 387 M€

Compensation des exonérations de cotisations sociales : 1 326 M€

Plan urgence jeunes : 61 M€

Zéro charges apprentis : 29 M€

Embauche apprenti supplémentaire : 32 M€

Source : Jaune budgétaire PLF 2011

CRÉDIT D'IMPOT APPRENTISSAGE : 440 M€

Source : Jaune budgétaire PLF 2011

LES ORGANISMES DE FORMATION : 2.779 M€

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT VERSEE AUX CFA : 1.125 M€

Subventions des Conseils régionaux aux CFA régionaux : 1.125 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

SUBVENTION AU TRANSPORT, A L'HÉBERGEMENT ET A LA RESTAURATION (THR) : 84 M€

Subvention des Conseils régionaux au THR : 84 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

TAXE D'APPRENTISSAGE : 842 M€

Concours des entreprises aux CFA régionaux : 842 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

FONDS MUTUALISÉS DE LA PROFESSIONNALISATION, TAXES FISCALES ET COTISATION PROFESSIONNELLE: 198 M€

Fonds mutualisés : 115 M€

Taxes fiscales et cotisation professionnelle : 83 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

APPORT DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AUX CFA : 80 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

PARTICIPATION DES FAMILLES AU THR : 63 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

SUBVENTIONS DE L'ETAT : 25 M€

Dont subventions aux CFA nationaux : 4 M€

AUTRES CONTRIBUTIONS, AUTRES RESSOURCES : 362 M€

Ces autres ressources proviennent de :

- quote-part de reprises sur provisions ou amortissements : 109M€
- vente de produits fabriqués et prestations de services : 67M€
- commensaux : 13 M€
- contributions d'autres collectivités : 28 M€
- reprises sur amortissements et provisions : 22 M€
- transfert de charges : 14 M€
- produits financier : 9 M€

Il reste 100 M€ non identifiées, aussi l'exploration de ces autres ressources doit continuer.

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

LES APPRENTIS : 3 040 M€

RÉMUNÉRATION DES APPRENTIS : 2 744 M€

Source : INSEE – DADS

EXONÉRATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES APPRENTIS : 255 M€

Exonération de l'impôt sur le revenu des apprentis : 255 M€

Source : Jaune budgétaire PLF 2011

VERSEMENT D'AIDES DIRECTES AUX APPRENTIS : 41 M€

Source : remontées CNFPTLV

LES CONTRIBUTEURS

LES ENTREPRISES ASSUJETTIES : 1 476 M€

VERSEMENT DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE : 1 187 M€

FNDMA : : 436 M€

Source DGEFP - selon les remontées des OCTA – Jaune budgétaire PLF 2011

Source divergente : **FNDMA : 466 M€** plus reliquat FNDMA 2008 : **68 M€**

Source : Budget de l'Etat

Attribution de la taxe aux centres de formation d'apprentis : 842 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

Source divergente : DGEFP – Etat de collecte et de répartition des OCTA : **691 M€**

AFFECTATION PAR ACCORDS DE BRANCHE D'UNE PARTIE DES FONDS MUTUALISÉS À L'APPRENTISSAGE : 115 M€ -

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

Les branches professionnelles peuvent prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de l'apprentissage.

Source divergente : DGEFP - Etat statistique et financier des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) : versements réalisés en 2009 : 176 M€

AFFECTATION À L'APPRENTISSAGE PAR CERTAINES BRANCHES D'UNE PART DU PRODUIT DE TAXES FISCALES : 83 M€

Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

Les organismes des branches professionnelles de la réparation automobile (ANFA), du transport et de la logistique (AFT) gèrent une taxe fiscale qu'ils peuvent, en fonction de leurs propres arbitrages, reverser à l'apprentissage. Les entreprises du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP) gèrent une cotisation professionnelle.

Source divergente :

ANFA : 10 M€

AFT : 2 M€ (données 2008)

CCCA-BTP : 76 M€

Source : données transmises par l'ANFA, l'AFT et le CCCA-BTP

Les écarts s'expliquent par :

- les difficultés d'identification précise des versements relevant de la taxe d'apprentissage ou des autres fonds. Au global ,les sommes taxe d'apprentissage + fonds mutualisés de la professionnalisation + taxe fiscale + cotisation professionnelle) sont identiques.

CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Comme la dotation globale de décentralisation à laquelle elle se substitue, la CDA a vocation à compenser les transferts de compétences opérés en 1983 et 1987 au profit des Régions et à renforcer leur autonomie financière.

Elle n'a pas vocation à être affectée exclusivement à l'apprentissage. La Contribution au développement de l'apprentissage est intégralement reversée aux Fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle (FRAFP) ; les régions ont toute latitude pour son utilisation et l'utilisent d'ailleurs de manière variable.

Montant CDA 2009 : **719 M€**

Source : arrêtés de répartition du 22 septembre 2009 et du 8 décembre 2009

LES EMPLOYEURS D'APPRENTIS : 4 131 M€**PAIEMENT DES SALAIRES AUX APPRENTIS : 2.744 M€**

Source : INSEE (DADS) en 2009

MOINDRE CHARGE : Exonérations de cotisations sociales : 1 326M€

Source : Jaune budgétaire PLF 2011

PLAN URGENCE JEUNES : 61 M€

Zéro charges apprentis : 29 M€

Embauche apprenti supplémentaire : 32 M€

L'ETAT : 3 401M€**Transfert aux régions des primes aux employeurs d'apprentis (indemnités compensatrices forfaitaires) : 801 M€**

Source : Jaune budgétaire PLF 2011

FNDMA

Ressources 2009 : 465 M€ (auquel s'ajoute 68 M€ de report d'excédents 2008)

Versements aux Régions en 2009 : 518 M€

Péréquation (1^{ère} section) : Ressources : 196 M€ - versements aux Régions : 195M€ (report à 2010 :1M€)

La première section du FNDMA a pour objet d'assurer la péréquation entre les Régions. Elle comptabilise 42% des fonds recueillis au titre du FNDMA.

Source : DGEFP

Contrats d'objectifs et de moyens (2^{ème} section) : Ressources : 270 M€ (+ excédents 2008 : 67M€)

Versements : 323 M€ (report à 2010 :15 M€)

La seconde section du FNDMA a vocation à financer les Contrats d'objectifs et de moyens signés entre l'Etat et les Régions pour la modernisation de l'apprentissage. Elle reçoit 58% des ressources recueillies au titre du FNDMA.

315 M€ sont affectés aux Régions, 4 M€ sont destinés aux CFA nationaux, 4 M€ sont destinés aux actions de communication et promotion.

Source : DGEFP

DEPENSES FISCALES EN SOUTIEN AUX ENTREPRISES : 1.827 M€

Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales : 1 326 M€

Plan d'urgences jeunes : 61 M€

Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage : 440 M€

Source : Jaune budgétaire PLF 2011

DEPENSES FISCALES DE SOUTIEN AUX APPRENTIS : 255 M€

Exonération de l'impôt sur le revenu des apprentis : 255 M€

Source : Jaune budgétaire PLF 2011

LES RÉGIONS : 1.893 M€

VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPENSATRICE FORFAITAIRE (ICF) OU PRIME AUX EMPLOYEURS : 628 M€

Source : DARES - Comptes administratifs des Conseils régionaux

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT VERSEE AUX CFA : 1.125 M€

Subvention de fonctionnement : 1 023 M€

Les subventions de fonctionnement comprennent aussi des aides indirectes versées aux apprentis autres que le THR (1^{er} équipement, mobilité européenne, fourniture scolaire, chèque culture)

Subvention d'équipement : 102 M€

Les comptes financiers des CFA ne donnent qu'une vision partielle du financement de leurs investissements dans la mesure où la gestion du patrimoine relève la plupart du temps directement des organismes gestionnaires ou de structures créées ad hoc (ex. les Sociétés Civiles Immobilières, les foyers de jeunes travailleurs). Dans ces circonstances, une part non négligeable des investissements ne figure pas dans les comptes financiers des CFA.

Cette somme est néanmoins comptabilisée dans les « autres dépenses » des Conseils régionaux sur le schéma.

Source : Comptes administratifs des Conseils régionaux – remontée CNFPTLV

VERSEMENT AUX CFA D'AIDES AU TRANSPORT, A L'HÉBERGEMENT ET LA RESTAURATION DES APPRENTIS : 84 M€

Source : Comptes administratifs des Conseils régionaux – remontée CNFPTLV

VERSEMENT D'AIDES DIRECTES AUX APPRENTIS : 41 M€

Source : Comptes administratifs des Conseils régionaux – remontée CNFPTLV

AUTRES DEPENSES DES CONSEILS REGIONAUX : 117 M€

- dont subventions d'équipement identifiées dans les comptes administratifs des Régions mais non retracés dans les comptes financiers des CFA

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

LES ORGANISMES GESTIONNAIRES DE CFA : 80 M€

CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AUX CFA RÉGIONAUX : 80 M€

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

LES APPRENTIS: 63 M€

CONTRIBUTION DES FAMILLES AU FINANCEMENT DU TRANSPORT, DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION : 63 M€

Source : remontées CNFPTLV

LÉGENDE DU SCHEMA DES FLUX FINANCIERS DE L 'APPRENTISSAGE

Le code couleur :

- les bulles sur fond **vert**, les contributeurs ; **orange**, les bénéficiaires; **rose**, les intermédiaires et gestionnaires de fonds (OCTA, OG).

- les bulles sur fond **blanc** : les masses financières correspondant aux flux constatés.

- **en bleu**, les flux et les masses financières correspondant aux exonérations de cotisations salariales et patronales ainsi que de l'impôt sur le revenu des apprentis, et le crédit d'impôt des employeurs d'apprentis.

Les sigles :

- **FNDMA** : le fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage est scindé en deux sections : la première section est consacrée à la péréquation des ressources entre les régions, la seconde section au financement des Contrats d'objectifs et de moyens, des CFA à recrutement national et aux actions de promotion de l'apprentissage.

- **OCTA** : les organismes collecteurs de taxe d'apprentissage sont, depuis 2006, des intermédiaires obligés pour la collecte et la gestion de la taxe d'apprentissage.

- **OPCA** : les organismes paritaires collecteurs agréés, au titre des conventions interprofessionnelles ou de branche, peuvent affecter une part des fonds de la professionnalisation au financement de l'apprentissage.

- **CDA** : les entreprises versent une Contribution au développement de l'apprentissage, ressource fiscale (art. 1599 quinquies A du code général des impôts) qui s'est substituée à la dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle. Cette DGD visait à compenser les transferts de compétences de l'État vers les Régions opérées en 1983 et 1987 en matière de **formation professionnelle continue et d'apprentissage**. La CDA n'a donc pas vocation à être affectée exclusivement à l'apprentissage comme le laisserait supposer son nom. Son produit est versé aux fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (FRAFPC) ; les Régions ont toute latitude pour son utilisation et l'utilisent d'ailleurs de manière variable.

- **ICF** : l'indemnité compensatrice forfaitaire fait l'objet d'un transfert de l'Etat vers les Conseils régionaux qui versent des **primes aux employeurs**. Les Régions ont la pleine responsabilité de cette indemnité à compter de 2006.

ANNEXE V : COMPTES DETAILLES DES ACTEURS DE L'APPRENTISSAGE

Les comptes détaillés des acteurs de l'apprentissage comprennent les flux intermédiaires qui sont également reportés sur le schéma général.

En millions d'euros

ENTREPRISES ASSUJETTIES										
	Ressources	Emplois								
Ressources des entreprises	1.476	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="text-align: center; vertical-align: top;">842</td> <td style="vertical-align: top;">Concours aux CFA – taxe d'apprentissage Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; vertical-align: top;">436</td> <td style="vertical-align: top;">FNDMA Source : DGEFP (Pactole)</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; vertical-align: top;">115</td> <td style="vertical-align: top;">Fonds mutualisés de la professionnalisation Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center; vertical-align: top;">83</td> <td style="vertical-align: top;">taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP) Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)</td> </tr> </table>	842	Concours aux CFA – taxe d'apprentissage Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)	436	FNDMA Source : DGEFP (Pactole)	115	Fonds mutualisés de la professionnalisation Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)	83	taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP) Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
842	Concours aux CFA – taxe d'apprentissage Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)									
436	FNDMA Source : DGEFP (Pactole)									
115	Fonds mutualisés de la professionnalisation Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)									
83	taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP) Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)									
	1.476	1.476								

Remarque :

Les entreprises versent une Contribution au développement de l'apprentissage (**CDA**), ressource fiscale (art. 1599 quinquies A du code général des impôts) qui s'est substituée à la dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle (qui visait à compenser les transferts de compétences de l'État vers les Régions opérées en 1983 et 1987 en matière de **formation professionnelle continue et d'apprentissage**).

De plus, cette charge supplémentaire est compensée pour les employeurs d'apprentis, par le crédit d'impôt apprentissage.

La CDA n'a pas vocation à être affectée exclusivement à l'apprentissage comme le laisserait supposer son nom. Son produit est versé aux fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (FRAFPC) ; les Régions ont toute latitude pour son utilisation et l'utilisent d'ailleurs de manière variable.

Dans les rapports 2004 et 2006, il avait été décidé d'affecter le pourcentage de 56% aux flux de la CDA allant vers l'apprentissage, pourcentage calculé sur la base de celui indiqué au projet de loi de finances de 1983 (année du transfert aux Régions des compétences en matière de formation professionnelle).

Ne pouvant déterminer la part qui revient réellement à l'apprentissage, il a été convenu de ne plus faire figurer la CDA dans les comptes détaillés de l'apprentissage.

ÉTAT

	Ressources	Emplois	
Taxe d'apprentissage : part FNDMA	466	195	Péréquation vers les Régions
Report FNDMA 2008	68	323	COM - Contrats d'objectifs et de moyens
		25	Subvention des ministères aux CFA à recrutement national et autres
		801	Prime (ICF) à la charge de l'Etat et transfert aux Régions
		Dépenses	fiscales et sociales
		Soutien aux entreprises	
		1326	Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales
		61	Plan urgence jeunes
		440	Crédit d'impôt apprentissage
		Soutien aux apprentis et leurs familles	
Budget de l'Etat y compris dépenses fiscales (1)	2.892	255	Exonération de l'impôt sur le revenu
	3.426	3 426	

En millions d'euros

(1) montant déterminé par différence

Remarque :

L'Etat reçoit de la part des entreprises une Contribution au développement de l'apprentissage (CDA) dont le produit est versé aux fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (FRAFPC) (voir remarque page précédente).

RÉGIONS

En millions d'euros

	Ressources	Emplois	
		1.023	Subvention aux CFA hors THR (source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV)
		102	Investissement
		84	Aides (THR) aux apprentis via les CFA (source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV)
		41	Aides directes aux apprentis (source : remontées CNFPTLV)
Péréquation	195		
Contrats d'objectifs et de moyens	323	628	Primes aux Employeurs – ICF (source : DARES)
		117	Autres dépenses dont Subventions d'investissements
Budget des Régions (1)	1.477		
	1.995	1.995	

(1) Remarque : les Fonds régionaux pour l'apprentissage et la formation professionnelle continue (FRAFPC) sont alimentés en partie avec la CDA et le transfert des primes aux Régions (cf remarque ci-dessus).

ORGANISMES GESTIONNAIRES

	Ressources	Emplois	
Budget des organismes gestionnaires	80	80	Contribution aux CFA
	80	80	

En millions d'euros

EMPLOYEURS D'APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Primes aux employeurs	628	2.744	Rémunération des apprentis
Exonération de cotisations salariales et patronales	1.326	1.326	Exonération de cotisations salariales et patronales - Non décaissement sur le budget des entreprises (moindre charge)
Plan urgence jeunes	61		
Crédit d'impôt apprentissage	440	61	Plan urgence jeunes
Budget des entreprises qui emploient des apprentis (1)	1.676		
Total <i>En millions d'euros</i>	4.131	4.131	

(1) montant déterminé par différence

APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Rémunérations brutes des apprentis	2.744	63	Participation aux frais de transport, hébergement et restauration
Aides directes	41		
		2.722	Budget des ménages (1)
Sous-total	2.785	2.785	
Exonération de l'impôt sur le revenu	255	255	Compensation d'exonération de l'impôt sur le revenu (non décaissement)
Total <i>En millions d'euros</i>	3.040	3.040	

(1) montant déterminé par différence

**ORGANISMES
DE FORMATION**

	Ressources	Emplois	
Subvention des Conseils régionaux	1.125	2.779	Budget des CFA (1)
Contribution des Conseils régionaux au THR	84		
Concours des entreprises aux CFA (taxe d'apprentissage)	842		
Fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle	198		
Organisme gestionnaire	80		
Participation des familles aux frais de THR	63		
Subvention Etat	25		
Quotes-parts de subvention versée au compte de résultat	109		
Ventes de produits fabriqués et prestations de service	67		
Commensaux	13		
Contributions d'autres collectivités	28		
Reprises, transferts de charges, produits financiers	45		
Autres ressources	100		
	2.779	2.779	

(1) L'affectation des emplois est détaillé dans la partie III-B : dépenses de fonctionnement des CFA.

ANNEXES DE LA PARTIE II

Annexe 1 : Effectifs d'apprentis	90
Annexe 2 : Conventions et sites de formation	91
Annexe 3 : Effectifs d'apprentis par nature d'organisme gestionnaire	92
Annexe 4 : Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale par niveau ...	93
Annexe 5 : Effectifs d'apprentis par domaine d'activité dans les CFA nationaux	94
Annexe 6 : Effectifs d'apprentis par sexe et par région	95
Annexe 7 : Effectifs par niveau de formation et par sexe	96
Annexe 8 : Ressources des CFA	98
Annexe 9 : Contribution des conseils régionaux au financement des CFA	100
Annexe 10 : Taxe d'apprentissage.....	101
Annexe 11 : Taxe d'apprentissage reçue par les CFA.....	102
Annexe 12 : Contribution des branches professionnelles.....	103
Annexe 13 : Contribution des organismes gestionnaires.....	104
Annexe 14 : Contribution des familles au financement des CFA.....	105
Annexe 15 : Contribution de l'Etat au financement des CFA.....	106
Annexe 16 : Contribution des autres collectivités au financement des CFA.....	107
Annexe 17 : Ventes/prestations de service des CFA.....	108
Annexe 18 : Quotes-parts de subvention virée au compte de résultat.....	109
Annexe 19 : Reprises sur amortissement et provisions.....	110
Annexe 20 : Transferts de charges.....	111
Annexe 21 : Produits financiers.....	112
Annexe 22 : Autres ressources consacrées au financement des CFA.....	113
Annexe 23 : Ressources consacrées au fonctionnement.....	114
Annexe 24 : Ressources consacrées au THR.....	116
Annexe 25 : Ressources consacrées à l'investissement.....	119
Annexe 26 : Charges de fonctionnement des CFA.....	120
Annexe 27 : Charges de personnels.....	121
Annexe 28 : Aides aux apprentis	122

EFFECTIFS D'APPRENTIS

	au 31/12/2008			2009			au 31/12/2009		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
Alsace	15	15 070	15 085	92	14 973	15 065	207	14 828	15 035
Aquitaine	343	17 627	17 970	324	17 494	17 818	296	17 295	17 591
Auvergne	72	8 599	8 671	70	8 565	8 635	66	8 515	8 581
Bourgogne	412	12 023	12 435	409	11 884	12 293	405	11 676	12 081
Bretagne	198	18 433	18 631	182	18 331	18 512	157	18 177	18 334
Centre	411	19 158	19 569	396	19 278	19 673	373	19 457	19 830
Champagne-Ardenne	238	8 714	8 952	234	8 657	8 891	228	8 571	8 799
Corse	54	1 839	1 893	47	1 878	1 925	36	1 936	1 972
Franche-Comté	225	9 941	10 166	244	9 952	10 196	272	9 969	10 241
Ile de France	1 947	74 820	76 767	1 834	75 543	77 377	1 664	76 628	78 292
Languedoc-Roussillon	78	14 287	14 365	72	14 319	14 392	64	14 368	14 432
Limousin	82	3 880	3 962	84	3 870	3 954	88	3 855	3 943
Lorraine	366	16 833	17 199	391	16 627	17 018	429	16 318	16 747
Midi-Pyrénées	732	17 562	18 294	736	17 503	18 239	742	17 414	18 156
Nord-Pas de Calais	0	20 558	20 558	0	20 576	20 576	0	20 603	20 603
Basse-Normandie	104	11 134	11 238	63	11 092	11 155	1	11 029	11 030
Haute-Normandie	337	14 792	15 129	322	14 537	14 859	300	14 155	14 455
Pays de la Loire	328	30 291	30 619	304	29 859	30 163	267	29 211	29 478
Picardie	699	12 981	13 680	729	13 049	13 777	773	13 150	13 923
Poitou-Charentes	180	14 385	14 565	166	14 201	14 367	144	13 925	14 069
PACA	0	33 523	33 523	14	33 204	33 218	35	32 725	32 760
Rhône-Alpes	622	40 712	41 334	617	40 781	41 398	609	40 884	41 493
France Métropolitaine	7 443	417 162	424 605	7 328	416 173	423 501	7 156	414 689	421 845
Guadeloupe	26	1 453	1 479	49	1 552	1 601	83	1 701	1 784
Guyane	0	267	267	0	278	278	0	295	295
Martinique	106	1 529	1 635	100	1 557	1 657	90	1 600	1 690
Réunion	0	3 872	3 872	0	3 776	3 776	0	3 631	3 631
Outre Mer	132	7 121	7 253	148	7 163	7 312	173	7 227	7 400
CFA régionaux	7 575	424 283	431 858	7 477	423 336	430 813	7 329	421 916	429 245
CFA nationaux	8	3 367	3 375	10	3 187	3 197	15	2 826	2 841
TOTAL	7 583	427 650	435 233	7 487	426 523	434 010	7 344	424 742	432 086

**CONVENTIONS ET SITES DE FORMATION EN 2009 TOUS CFA
CONFONDUS**

Région	Année 2009 (réalisations)	
	Nombre de conventions	Nombre de sites de formation
Alsace	32	85
Aquitaine	94	147
Auvergne	24	85
Bourgogne	33	84
Bretagne	39	115
Centre	42	108
Champagne Ardenne	26	43
Corse	7	27
Franche Comté	22	85
Ile de France	138	421
Languedoc Roussillon	72	106
Limousin	24	52
Lorraine	52	121
Midi-Pyrénées	62	134
Nord Pas de Calais	35	206
Basse Normandie	31	47
Haute Normandie	46	65
Pays de la Loire	53	151
Picardie	24	117
Poitou Charentes	26	86
PACA	69	245
Rhône Alpes	62	363
France métropolitaine	1 013	2 893
Guadeloupe	7	9
Guyane	1	1
Martinique	4	4
Réunion	0	0
France outre mer	12	14
CFA régionaux	1 025	2 907
CFA du MEN	9	49
CFA du MAP	1	1
CFA à recrutement national	10	50
TOTAL France	1035	2957

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR NATURE D'ORGANISME GESTIONNAIRE - TOUS CFA CONFONDUS

Annexe 3

	au 31/12/2004				au 31/12/2008				au 31/12/2009			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
Alsace	7 217	1 957	3 532	12 706	8 597	2 281	4 192	15 070	8 251	2 331	4 246	14 828
Aquitaine	3 783	6 143	5 005	14 931	4 718	6 242	6 667	17 627	4 881	6 027	6 387	17 295
Auvergne	716	896	5 861	7 473	1 018	0	7 581	8 599	1 147	0	7 368	8 515
Bourgogne	1 410	538	9 211	11 159	1 457	530	10 036	12 023	1 420	495	9 761	11 676
Bretagne	1 478	9 170	5 592	16 240	1 922	9 500	7 011	18 433	1 888	9 397	6 892	18 177
Centre	3 055	5 675	7 171	15 901	4 735	4 911	9 512	19 158	4 655	4 951	9 851	19 457
Champagne-Ardenne	653	192	6 963	7 808	991	270	7 453	8 714	1 039	286	7 246	8 571
Corse	28	638	578	1 244	279	783	777	1 839	383	784	769	1 936
Franche-Comté	2 251	1 416	4 846	8 513	2 778	1 755	5 408	9 941	2 623	1 854	5 492	9 969
Ile de France	2 683	19 082	40 062	61 827	3 413	18 628	52 779	74 820	3 526	18 632	54 470	76 628
Languedoc-Roussillon	2 145	5 413	4 406	11 964	2 627	6 295	5 365	14 287	2 620	6 328	5 420	14 368
Limousin	1 385	1 008	965	3 358	1 708	1 090	1 082	3 880	1 686	1 076	1 093	3 855
Lorraine	3 344	4 245	6 631	14 220	4 270	4 776	7 787	16 833	4 333	4 666	7 319	16 318
Midi-Pyrénées	2 658	5 118	7 327	15 103	2 990	5 811	8 761	17 562	3 117	5 631	8 666	17 414
Nord-Pas de Calais	2 667	6 087	7 733	16 487	3 415	6 175	10 968	20 558	3 706	5 757	11 140	20 603
Basse-Normandie	1 055	5 246	3 521	9 822	1 482	5 349	4 303	11 134	1 533	6 401	3 095	11 029
Haute-Normandie	2 587	3 146	7 802	13 535	2 902	3 265	8 625	14 792	2 869	3 455	7 831	14 155
Pays de la Loire	2 668	10 790	14 629	28 087	3 732	10 935	15 624	30 291	3 768	10 640	14 803	29 211
Picardie	1 026	3 554	6 685	11 265	1 545	4 526	6 910	12 981	1 724	4 634	6 792	13 150
Poitou-Charentes	1 120	8 655	2 211	11 986	2 483	9 151	2 751	14 385	2 577	8 454	2 894	13 925
Provence Alpes Côte d'Azur	7 528	8 406	15 134	31 068	7 825	8 369	17 329	33 523	8 424	8 183	16 118	32 725
Rhône-Alpes	2 615	4 896	25 633	33 144	3 820	3 648	33 244	40 712	3 917	3 650	33 317	40 884
France Métropolitaine	54 072	112 271	191 498	357 841	68 707	114 290	234 165	417 162	70 087	113 632	230 970	414 689
Guadeloupe	160	889	181	1 230	308	897	248	1 453	359	1 021	321	1 701
Guyane	0	206	0	206	0	267	0	267	29	266	0	295
Martinique	94	1 275	581	1 950	141	1 064	324	1 529	132	1 078	390	1 600
Réunion	331	3 578	0	3 909	345	3 527	0	3 872	126	3 305	200	3 631
Outre Mer	585	5 948	762	7 295	794	5 755	572	7 121	646	5 670	911	7 227
CFA régionaux	54 657	118 219	192 260	365 136	69 501	120 045	234 737	424 283	70 733	119 302	231 881	421 916
CFA nationaux	139	195	3 518	3 852	112	170	3 085	3 367	0	178	2 648	2 826
TOTAL	54 796	118 414	195 778	368 988	69 613	120 215	237 822	427 650	70 733	119 480	234 529	424 742

POIDS DE L'APPRENTISSAGE DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE PAR NIVEAU
(effectif au 31/12 de l'année)

	2000	2004	2008	2009	2009/2008	2009/2000
V						
	245 333	225 274	231 659	209 767	-9%	-14%
Apprentis						
<i>Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire</i>	604 160	599 936	505 846	325 055	-35%	-46%
Jeunes en formation professionnelle initiale	849 493	825 210	737 505	534 822	-27%	-37%
<i>Poids de l'apprentissage</i>	28%	27%	31%	39%		
IV						
<i>Apprentis</i>	69 355	80 623	98 470	111 900	13%	61%
<i>Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire</i>	191 680	201 620	289 646	462 438	59%	141%
Jeunes en formation professionnelle initiale	261 035	282 243	388 116	574 338	48%	120%
<i>Poids de l'apprentissage</i>	26%	28%	25%	19%		
III (DUT, BTS, DMA)						
<i>Apprentis</i>	35 553	39 560	58 572	59 532	1%	67%
<i>Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire</i>	354 989	341 371	351 508	357 661	1%	1%
Jeunes en formation professionnelle initiale	390 542	380 931	410 080	417 193	1%	6%
<i>Poids de l'apprentissage</i>	9%	10%	14%	14%		
II (licence, maîtrise)*						
<i>Apprentis</i>	9 448	14 124	16 021	17 387	8%	84%
<i>Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire</i>	472 565	486 677	503 894	514 558	2%	8%
Jeunes en formation professionnelle initiale	482 013	500 801	519 915	531 945	2%	10%
<i>Poids de l'apprentissage</i>	1%	2%	3%	3%		
I (diplôme d'ingénieur)**						
<i>Apprentis</i>	6 185	9 407	22 928	26 156	14%	322,9%
<i>Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire</i>	89 313	101 183	107 921	112 253	4%	25,7%
Jeunes en formation professionnelle initiale	95 498	110 590	130 849	138 409	5%	44%
<i>Poids de l'apprentissage</i>	6%	8%	17%	18%		
Total						
<i>Apprentis</i>	365 874	368 988	427 650	424 742	-1%	16%
<i>Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire</i>	1 712 707	1 730 787	1 758 815	1 771 965	1%	3%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2 078 581	2 099 775	2 186 465	2 196 707	1%	5%
<i>Poids de l'apprentissage</i>	17%	17%	19%	19%		

EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR DOMAINE D'ACTIVITE AU 31/12/2009

Annexe 5

	Code 11 : mathématiques et sciences	Code 12 : sciences humaines et droit	Code 13 : lettres et arts	Code 20 : spécialités pluri-techno de la production	Code 21 : Agriculture, Pêche, Forêt, Espaces verts	Code 22 : Transformations	Code 23 : Génie civil, Construction, Bois	Code 24 : Matériaux souples	Code 25 : Mécanique, Electricité, Electronique	Code 30 : Spécialisés plurivalentes des services	Code 31 : Echanges et Gestion	Code 32 : Communication et information	Code 33 : Services aux personnes	Code 34 : Services à la Collectivité	TOTAL
Alsace	37	4	6	476	897	2 564	2 180	40	2 685		3 008	519	2 323	89	14 828
Aquitaine				453	1 676	2 574	3 023	27	3 221		3 065	292	2 711	253	17 295
Auvergne				235	866	1 710	1 715	4	1 528		1 390	64	978	25	8 515
Bourgogne				398	1 348	1 926	2 181	14	2 125		1 679	152	1 853		11 676
Bretagne				377	1 343	3 236	3 894		2 777		2 862	368	3 055	265	18 177
Centre	11	57		607	1 674	3 185	3 389	90	3 051		3 524	402	3 234	233	19 457
Champagne-Ardennes				217	735	1 772	1 826		1 431		1 486	18	1 080	6	8 571
Corse	7	1			95	295	387	5	380		346	66	343	11	1 936
Franche-Comté	39			251	1 134	2 083	1 281	2	1 875		1 548	259	1 422	75	9 969
Ile de France	346	620	146	2 269	1 967	8 551	6 470	350	11 565	23	22 060	6 982	14 316	963	76 628
Languedoc-Roussillon		51		170	953	2 186	2 669	5	2 576		2 573	256	2 878	51	14 368
Limousin				44	500	745	798	1	646		492	74	537	18	3 855
Lorraine	24			576	1 261	3 086	2 715	41	2 463		3 503	296	2 229	124	16 318
Midi-Pyrénées		8		242	1 243	2 827	3 077	27	3 490		3 111	477	2 783	129	17 414
Nord-Pas de Calais	77			699	1 855	3 611	3 463	106	2 894		3 567	589	3 595	147	20 603
Basse-Normandie	16	46		228	1 196	2 079	1 990	17	1 579		2 059	71	1 728	20	11 029
Haute-Normandie	13			550	1 176	2 376	2 847	10	2 616		2 482	317	1 742	26	14 155
Pays de la Loire				717	2 557	4 809	7 013	44	4 934		4 869	431	3 799	38	29 211
Picardie	26			465	1 528	1 954	2 392	2	2 480		2 194	304	1 739	66	13 150
Poitou-Charentes		16		596	1 202	2 056	2 777		2 159		2 621	278	2 189	31	13 925
Provence Alpes Côte d'Az	13	86		764	2 735	4 949	5 460	77	5 665		4 875	671	7 221	209	32 725
Rhône-Alpes	155	72		1 519	2 367	7 520	7 666	181	7 642	16	6 338	1 259	5 769	380	40 884
France Métropolitaine	764	961	152	11 853	30 308	66 094	69 213	1 043	69 782	39	79 652	14 145	67 524	3 159	414 689
Guadeloupe					76	270	449		259		240	14	380	13	1 701
Guyane					29	71	24		82		12		77		295
Martinique					114	158	210		302		547	29	225	15	1 600
Réunion				26	286	633	765	5	600		613	162	541		3 631
Outre Mer	0	0	0	26	505	1 132	1 448	5	1 243	0	1 412	205	1 223	28	7 227
CFA régionaux	764	961	152	11 879	30 813	67 226	70 661	1 048	71 025	39	81 064	14 350	68 747	3 187	421 916
CFA nationaux				126		496	927		874		310	93			2 826
TOTAL	764	961	152	12 005	30 813	67 722	71 588	1 048	71 899	39	81 374	14 443	68 747	3 187	424 742

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative

**EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR SEXE ET PAR REGION
TOUS CFA CONFONDUS 2004-2009**

	au 31/12/2004			% Filles	au 31/12/2008			% Filles	au 31/12/2009			% Filles
	G	F	Total	en 2004	G	F	Total	en 2008	G	F	Total	en 2009
Alsace	8 430	4 276	12 706	34%	10 036	5 034	15 070	33%	9 778	5 050	14 828	34%
Aquitaine	10 407	4 524	14 931	30%	12 293	5 334	17 627	30%	11 901	5 394	17 295	31%
Auvergne	5 751	1 722	7 473	23%	6 403	2 196	8 599	26%	6 330	2 185	8 515	26%
Bourgogne	8 073	3 086	11 159	28%	8 716	3 307	12 023	28%	8 445	3 231	11 676	28%
Bretagne	11 484	4 756	16 240	29%	13 034	5 399	18 433	29%	12 792	5 385	18 177	30%
Centre	10 758	5 143	15 901	32%	12 847	6 311	19 158	33%	13 140	6 317	19 457	32%
Champagne-Ardenne	5 651	2 157	7 808	28%	6 367	2 347	8 714	27%	6 219	2 352	8 571	27%
Corse	917	327	1 244	26%	1 257	582	1 839	32%	1 310	626	1 936	32%
Franche-Comté	5 988	2 525	8 513	30%	7 042	2 899	9 941	29%	6 935	3 034	9 969	30%
Ile de France	39 484	22 343	61 827	36%	46 241	28 579	74 820	38%	46 888	29 740	76 628	39%
Languedoc-Roussillon	8 621	3 343	11 964	28%	10 207	4 080	14 287	29%	10 263	4 105	14 368	29%
Limousin	2 455	903	3 358	27%	2 923	957	3 880	25%	2 880	975	3 855	25%
Lorraine	10 006	4 214	14 220	30%	11 572	5 261	16 833	31%	11 163	5 155	16 318	32%
Midi-Pyrénées	10 708	4 395	15 103	29%	12 307	5 255	17 562	30%	12 246	5 168	17 414	30%
Nord-Pas de Calais	11 512	4 975	16 487	30%	14 402	6 156	20 558	30%	14 371	6 232	20 603	30%
Basse-Normandie	6 699	3 123	9 822	32%	7 490	3 644	11 134	33%	7 440	3 589	11 029	33%
Haute-Normandie	9 453	4 082	13 535	30%	10 282	4 510	14 792	30%	9 844	4 311	14 155	30%
Pays de la Loire	20 302	7 785	28 087	28%	21 947	8 344	30 291	28%	21 111	8 100	29 211	28%
Picardie	8 810	2 455	11 265	22%	9 720	3 261	12 981	25%	9 818	3 332	13 150	25%
Poitou-Charentes	8 425	3 561	11 986	30%	9 974	4 411	14 385	31%	9 552	4 373	13 925	31%
Provence Alpes Côte d'Azur	21 053	10 015	31 068	32%	22 708	10 815	33 523	32%	22 265	10 460	32 725	32%
Rhône-Alpes	23 893	9 251	33 144	28%	29 372	11 340	40 712	28%	29 384	11 500	40 884	28%
France Métropolitaine	248 880	108 961	357 841	30%	287 140	130 022	417 162	31%	284 075	130 614	414 689	31%
Guadeloupe	779	451	1 230	37%	946	507	1 453	35%	1 176	525	1 701	31%
Guyane	147	59	206	29%	167	100	267	37%	210	85	295	29%
Martinique	1 273	677	1 950	35%	2 880	992	3 872	26%	1 044	556	1 600	35%
Réunion	2 854	1 055	3 909	27%	990	539	1 529	35%	2 599	1 032	3 631	28%
Outre Mer	5 053	2 242	7 295	31%	4 983	2 138	7 121	30%	5 029	2 198	7 227	30%
CFA régionaux	253 933	111 203	365 136	30%	292 123	132 160	424 283	31%	289 104	132 812	421 916	31%
CFA nationaux	3 438	414	3 852	11%	3 056	311	3 367	9%	2 639	187	2 826	7%
TOTAL	257 371	111 617	368 988	30%	295 179	132 471	427 650	31%	291 743	132 999	424 742	31%

**EFFECTIFS PAR NIVEAU DE FORMATION ET PAR SEXE
TOUS CFA CONFONDUS - 2009**

	31 décembre 2009																				
	VI			V			IV			III			II			I			TOTAL GENERAL		
	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total
Alsace	144	63	207	5 343	2 238	7 581	2 471	1 416	3 887	1 284	937	2 221	353	274	627	327	185	512	9 922	5 113	15 035
Aquitaine	236	60	296	7 344	2 515	9 859	2 617	1 607	4 224	1 099	773	1 872	167	205	372	674	294	968	12 137	5 454	17 591
Auvergne	49	17	66	4 008	1 233	5 241	1 595	516	2 111	386	204	590	177	128	305	164	104	268	6 379	2 202	8 581
Bourgogne	303	102	405	4 889	1 792	6 681	2 438	900	3 338	825	391	1 216	75	48	123	218	100	318	8 748	3 333	12 081
Bretagne	130	27	157	7 592	2 432	10 024	3 283	1 776	5 059	1 113	660	1 773	220	247	467	584	270	854	12 922	5 412	18 334
Centre	307	66	373	7 798	2 704	10 502	3 302	2 055	5 357	1 410	1 164	2 574	264	165	429	366	229	595	13 447	6 383	19 830
Champagne-Ardenne	190	38	228	3 785	1 226	5 011	1 548	639	2 187	488	276	764	117	46	163	281	165	446	6 409	2 390	8 799
Corse	31	5	36	1 004	290	1 294	155	156	311	93	135	228	40	31	71	18	14	32	1 341	631	1 972
Franche-Comté	190	82	272	3 433	1 332	4 765	2 038	882	2 920	1 169	692	1 861	132	87	219	163	41	204	7 125	3 116	10 241
Ile de France	1 242	422	1 664	17 264	7 945	25 209	10 723	6 468	17 191	7 653	6 776	14 429	4 464	4 093	8 557	6 784	4 458	11 242	48 130	30 162	78 292
Languedoc-Roussillon	46	18	64	6 215	1 750	7 965	2 315	1 322	3 637	1 039	673	1 712	145	113	258	549	247	796	10 309	4 123	14 432
Limousin	71	17	88	1 642	537	2 179	847	307	1 154	260	78	338	69	37	106	62	16	78	2 951	992	3 943
Lorraine	324	105	429	6 018	2 097	8 115	3 011	1 716	4 727	1 651	1 006	2 657	237	255	492	246	81	327	11 487	5 260	16 747
Midi-Pyrénées	533	209	742	7 435	2 110	9 545	2 416	1 720	4 136	1 476	935	2 411	249	223	472	670	180	850	12 779	5 377	18 156
Nord-Pas de Calais			0	7 284	2 366	9 650	3 599	2 082	5 681	1 987	1 213	3 200	305	160	465	1 196	411	1 607	14 371	6 232	20 603
Basse-Normandie		1	1	4 636	2 052	6 688	1 805	1 039	2 844	615	288	903	89	69	158	295	141	436	7 440	3 590	11 030
Haute-Normandie	234	66	300	5 643	1 913	7 556	2 420	1 225	3 645	962	725	1 687	239	251	490	580	197	777	10 078	4 377	14 455
Pays de la Loire	239	28	267	11 061	3 331	14 392	6 655	3 024	9 679	2 577	1 386	3 963	200	168	368	618	191	809	21 350	8 128	29 478
Picardie	593	180	773	5 324	1 427	6 751	2 488	907	3 395	1 239	620	1 859	237	184	421	530	194	724	10 411	3 512	13 923
Poitou-Charentes	124	20	144	5 440	1 837	7 277	2 593	1 391	3 984	1 036	877	1 913	137	131	268	346	137	483	9 676	4 393	14 069
PACA	26	9	35	14 019	4 550	18 569	4 787	3 185	7 972	1 930	1 850	3 780	456	346	802	1 073	529	1 602	22 291	10 469	32 760
Rhône-Alpes	560	49	609	14 512	4 215	18 727	8 359	3 656	12 015	4 104	2 277	6 381	889	729	1 618	1 520	623	2 143	29 944	11 549	41 493
France Métropolitaine	5 572	1 584	7 156	151 689	51 892	203 581	71 465	37 989	109 454	34 396	23 936	58 332	9 261	7 990	17 251	17 264	8 807	26 071	289 647	132 198	421 845
Guadeloupe	65	18	83	911	222	1 133	133	130	263	112	151	263	15	10	25	5	12	17	1 241	543	1 784
Guyane			0	192	79	271	18	6	24			0			0			0	210	85	295
Martinique	67	23	90	637	171	808	263	188	451	123	170	293	21	27	48			0	1 111	579	1 690
Réunion			0	1 917	450	2 367	538	357	895	119	175	294	23	40	63	2	10	12	2 599	1 032	3 631
Outre Mer	132	41	173	3 657	922	4 579	952	681	1 633	354	496	850	59	77	136	7	22	29	5 161	2 239	7 400
CFA régionaux	5 704	1 625	7 329	155 346	52 814	208 160	72 417	38 670	111 087	34 750	24 432	59 182	9 320	8 067	17 387	17 271	8 829	26 100	294 808	134 437	429 245
CFA nationaux	14	1	15	1 521	86	1 607	783	30	813	281	69	350	0	0	0	54	2	56	2 653	188	2 841
TOTAL	5 718	1 626	7 344	156 867	52 900	209 767	73 200	38 700	111 900	35 031	24 501	59 532	9 320	8 067	17 387	17 325	8 831	26 156	297 461	134 625	432 086

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Vie Associative

RESSOURCES DES CFA EN 2009

Région	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage utilisée	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Région	Etat	Autres collectivités	Ventes Prestations
Alsace	15 065	21 299 636	4 849 702	2 398 401	36 101 729	218 279	233 963	2 840 017
Aquitaine	17 818	29 699 070	10 911 445	5 572 791	62 088 721	1 319 963	1 414 104	3 262 918
Auvergne	8 635	12 533 897	5 446 333	841 668	21 650 203	2 183 406	273 087	5 695 646
Bourgogne	12 293	15 173 360	4 778 086	1 630 280	31 535 461	815 266	823 403	2 198 945
Bretagne	18 512	30 178 368	11 957 933	2 971 049	40 644 247	350 101	805 055	3 644 000
Centre	19 673	26 778 593	9 069 741	5 101 846	70 290 319	813 537	695 710	3 201 928
Champagne-Ardenne	8 891	13 659 544	6 756 040	1 434 761	37 303 100	4 455 954	245 901	1 246 265
Corse	1 925	2 188 475	102 025	47 334	6 394 207	298 600	0	222 791
Franche-Comté	10 196	11 423 227	5 390 832	1 868 918	25 154 923	978 829	462 228	1 289 882
Ile de France	77 377	288 675 901	25 774 548	16 509 066	214 620 958	1 394 088	12 486 748	15 631 571
Languedoc Roussillon	14 392	21 050 349	6 887 777	3 692 359	37 274 191	103 673	1 115 915	2 740 406
Limousin	3 954	5 474 905	2 906 723	112 350	16 023 000	198 408	0	1 367 960
Lorraine	17 018	19 675 526	14 192 081	4 160 559	40 991 530	337 972	278 630	2 261 453
Midi Pyrénées	18 239	30 749 515	1 887 326	1 078 869	43 049 655	971 917	479 332	4 735 611
Nord Pas de Calais	20 576	35 093 542	7 315 404	5 427 650	51 059 444	471 224	2 532 726	4 473 696
Basse Normandie	11 155	14 288 232	3 973 882	1 458 950	36 406 366	494 331	480 352	4 546 855
Haute Normandie	14 859	21 820 192	5 455 416	5 281 963	45 052 838	136 488	479 677	2 111 599
Pays de la Loire	30 163	34 955 018	16 957 137	3 803 822	104 990 756	2 249 664	1 043 095	4 328 861
Picardie	13 777	20 920 001	12 975 798	1 393 463	35 901 192	332 000	1 542 085	307 001
Poitou Charentes	14 367	18 346 974	5 889 702	3 828 878	53 200 629	436 561	405 780	1 020 708
PACA	33 218	48 675 295	7 044 519	8 269 884	74 943 379	509 681	1 636 496	1 726 169
Rhône-Alpes	41 398	79 967 067	27 192 751	1 130 908	111 672 805	629 621	730 985	8 165 257
France métropolitaine	423 501	802 626 686	197 715 201	78 015 770	1 196 349 653	19 699 563	28 165 272	77 019 539
Guadeloupe	1 601	2 225 018	0	1 065 093	5 763 836	0	0	122 025
Guyane	278	566 608	0	0	1 211 483	19 607	0	80 000
Martinique	1 657	2 031 720	100 256	463 963	6 026 344	88 398	23 940	141 977
Réunion	3 776	0	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	7 312	4 823 346	100256	1 529 056	13 001 663	108 005	23 940	344 002
CFA régionaux	430 813	807 450 032	197 815 457	79 544 826	1 209 351 316	19 807 568	28 189 212	77 363 541
MEN	3 094	23 290 056	514 999	110 004	186 483	4 402 207	236 665	2 328 685
MAP	127	109 427	0	0	25 717	444 360	0	0
CFA nationaux	3 221	23 399 483	514 999	110 004	212 200	4 846 567	236665	2 328 685
TOTAL France	434 034	830 849 515	198 330 456	79 654 830	1 209 563 516	24 654 135	28 425 877	79 692 226

TOUS CFA CONDONNUS

Région	Familles	Quote part de subvention versée au compte de résultat	Reprises sur amortissement	Transferts de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	653 451	1 333 297	8 534	39 910	193 526	796 607	70 967 052	4 711
Aquitaine	2 170 381	4 321 452	349 443	756 310	168 170	2 757 152	124 791 920	7 004
Auvergne	1 593 421	1 453 272	433 056	322 845	179 596	1 934 963	54 541 393	6 316
Bourgogne	3 494 170	3 344 726	687 021	1 403 805	202 575	6 288 714	72 375 812	5 887
Bretagne	3 803 250	5 133 844	718 421	500 619	310 105	3 291 883	104 308 875	5 635
Centre	4 707 195	5 447 570	418 181	411 379	413 428	2 835 637	130 185 064	6 617
Champagne-Ardenne	1 201 859	3 118 174	799 458	300 451	255 588	2 676 532	73 453 627	8 262
Corse	34 252	73 466	1 159	455 804	0	1 361 224	11 179 337	5 809
Franche-Comté	2 671 041	1 740 585	763 503	421 467	168 737	1 990 560	54 324 732	5 328
Ile de France	11 478 244	21 976 996	6 040 016	2 415 192	2 996 962	16 531 203	636 531 493	8 226
Languedoc Roussillon	1 482 059	2 864 854	1 242 917	366 994	138 847	0	78 960 341	5 486
Limousin	621 506	577 427	28 126	0	49 368	561 795	27 921 568	7 061
Lorraine	3 617 914	3 601 964	1 009 818	309 987	116 817	3 007 504	93 561 755	5 498
Midi Pyrénées	1 750 957	4 722 285	538 556	724 367	202 857	10 918 469	101 809 716	5 582
Nord Pas de Calais	1 276 695	4 133 009	330 419	201 988	236 048	3 104 130	115 655 976	5 621
Basse Normandie	4 074 508	3 237 241	248 155	426 893	214 353	2 775 924	72 626 042	6 511
Haute Normandie	2 060 744	4 581 055	1 281 062	442 730	496 744	2 373 681	91 574 189	6 163
Pays de la Loire	2 887 191	6 646 422	843 489	878 170	224 196	4 265 792	184 073 613	6 103
Picardie	1 604 361	4 426 291	575 969	0	1 563	4 792 902	84 772 626	6 153
Poitou Charentes	3 649 159	4 531 875	329 022	405 084	96 612	1 403 028	93 544 012	6 511
PACA	1 511 587	8 504 743	1 453 267	1 235 701	331 319	14 704 454	170 546 494	5 134
Rhône-Alpes	7 095 452	12 357 932	3 717 852	1 675 208	2 392 569	10 655 691	267 384 098	6 459
France métropolitaine	63 439 397	108 128 480	21 817 444	13 694 904	9 389 980	99 027 845	2 715 089 735	6 411
Guadeloupe	0	0	187 183	0	0	0	9 363 155	5 848
Guyane	0	360 328	0	0	0	69 722	2 307 748	8 295
Martinique	4 022	141 619	97 537	9 641	1 861	541 760	9 673 038	5 838
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	4 022	501 947	284 720	9 641	1 861	611 482	21 343 941	2 919
CFA régionaux	63 443 419	108 630 427	22 102 164	13 704 545	9 391 841	99 639 327	2 736 433 676	6 352
MEN	1 537	414 552	32 611	25 648	13 467	143 642	31 700 556	10 246
MAP	54 493	0	0	0	0	0	633 997	4 992
CFA nationaux	56 030	414 552	32 611	25 648	13 467	143 642	32 334 553	10 039
TOTAL France	63 499 449	109 044 979	22 134 775	13 730 193	9 405 308	99 782 969	2 768 768 229	6 379

CONTRIBUTION DES CONSEILS REGIONAUX AU FINANCEMENT DES CFA EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 065	33 354 363	1 863 207	884 159	36 101 729	2 396
Aquitaine	17 818	49 510 313	6 688 694	5 889 714	62 088 721	3 485
Auvergne	8 635	17 908 741	3 045 977	695 485	21 650 203	2 507
Bourgogne	12 293	27 380 690	2 297 258	1 857 513	31 535 461	2 565
Bretagne	18 512	38 290 447	114 837	2 238 963	40 644 247	2 196
Centre	19 673	54 852 328	6 136 920	9 301 071	70 290 319	3 573
Champagne Ardenne	8 891	27 342 886	1 003 565	8 956 649	37 303 100	4 196
Corse	1 925	5 865 331	528 833	43	6 394 207	3 322
Franche Comté	10 196	23 339 321	1 065 162	750 440	25 154 923	2 467
Ile de France	77 377	195 755 296	474 627	18 391 035	214 620 958	2 774
Languedoc Roussillon	14 392	29 804 014	1 342 035	6 128 142	37 274 191	2 590
Limousin	3 954	13 295 949	1 089 381	1 637 670	16 023 000	4 052
Lorraine	17 018	31 930 444	4 157 567	4 903 519	40 991 530	2 409
Midi-Pyrénées	18 239	34 558 320	4 874 614	3 616 721	43 049 655	2 360
Nord Pas de Calais	20 576	41 184 834	5 449 012	4 425 598	51 059 444	2 482
Basse Normandie	11 155	32 187 801	2 857 276	1 361 289	36 406 366	3 264
Haute Normandie	14 859	37 156 810	3 764 531	4 131 497	45 052 838	3 032
Pays de la Loire	30 163	83 224 341	10 370 663	11 395 752	104 990 756	3 481
Picardie	13 777	29 933 838	4 223 671	1 743 683	35 901 192	2 606
Poitou Charentes	14 367	42 015 936	4 602 693	6 582 000	53 200 629	3 703
PACA	33 218	62 915 856	9 693 375	2 334 148	74 943 379	2 256
Rhône Alpes	41 398	99 087 912	7 560 681	5 024 212	111 672 805	2 698
France métropolitaine	423 501	1 010 895 771	83 204 579	102 249 303	1 196 349 653	2 825
Guadeloupe	1 601	5 366 589	397 247	-	5 763 836	3 600
Guyane	278	1 085 000	126 483	-	1 211 483	4 355
Martinique	1 657	5 621 353	404 991	-	6 026 344	3 637
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	12 072 942	928 721	-	13 001 663	1 778
CFA régionaux	430 813	1 022 968 713	84 133 300	102 249 303	1 209 351 316	2 807
CFA du MEN	3 094	186 483	-	-	186 483	60
CFA du MAP	127	25 717	-	-	25 717	202
CFA nationaux	3 221	212 200	-	-	212 200	66
TOTAL France	434 034	1 023 180 913	84 133 300	102 249 303	1 209 563 516	2 787

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

TAXE APPRENTISSAGE 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Taxe reçue en 2008	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2007 pour 2008	Taxe disponible en 2008	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe par jeune
Alsace	21 662 742	9 039 352	12 623 390	1 070 828	22 733 570	15 065	19 607 432	10 274	1 681 930	21 299 636	1 414
Aquitaine	32 944 723	19 467 159	13 477 564	3 694 486	36 639 209	17 818	29 233 727	36 469	428 874	29 699 070	1 667
Auvergne	12 852 177	4 938 932	7 913 245	416 481	13 268 658	8 635	10 748 704	0	1 785 193	12 533 897	1 452
Bourgogne	17 337 670	7 829 543	9 508 127	2 056 253	19 393 923	12 293	15 727 071	0	396 935	16 124 006	1 312
Bretagne	32 431 237	19 900 222	12 531 015	6 651 698	39 082 935	18 512	28 748 555	49 349	1 380 464	30 178 368	1 630
Centre	26 729 976	7 495 473	19 234 503	15 474 311	42 204 287	19 673	21 392 608	2 274 721	3 111 264	26 778 593	1 361
Champagne-Ardenne	14 619 530	4 540 420	10 079 110	3 619 449	18 238 979	8 891	12 573 725	256 946	828 873	13 659 544	1 536
Corse	2 221 226	1 650 172	571 054	47 545	2 268 771	1 925	2 121 458	0	67 017	2 188 475	1 137
Franche-Comté	11 506 672	3 698 140	7 808 533	2 047 536	13 554 208	10 196	10 664 528	0	758 699	11 423 227	1 120
Ile de France	287 862 858	144 395 842	143 467 016	80 854 073	368 716 931	77 377	278 999 687	0	9 676 214	288 675 901	3 731
Languedoc Roussillon	22 162 895	10 492 378	11 670 517	1 123 792	23 286 687	14 392	20 386 194	38 274	625 881	21 050 349	1 463
Limousin	5 375 505	1 827 672	3 547 833	617 516	5 993 021	3 954	5 075 863	239 363	159 679	5 474 905	1 385
Lorraine	19 230 479	14 190 031	5 040 448	22 026 990	41 257 469	17 018	17 606 705	312 130	1 756 691	19 675 526	1 156
Midi Pyrénées	29 260 532	15 366 573	13 893 959	2 941 108	32 201 640	18 239	27 041 007	62 957	3 645 551	30 749 515	1 686
Nord Pas de Calais	37 809 022	15 879 789	21 929 233	8 871 389	46 680 411	20 576	33 580 054	196 397	1 317 090	35 093 542	1 706
Basse Normandie	14 431 358	4 920 969	9 510 389	396 161	14 827 519	11 155	13 016 994	360 094	911 144	14 288 232	1 281
Haute Normandie	22 853 671	10 741 631	12 112 040	2 453 586	25 307 257	14 859	20 813 494	0	1 006 698	21 820 192	1 468
Pays de la Loire	35 769 208	16 215 545	19 553 663	4 478 857	40 248 065	30 163	33 145 249	0	1 809 769	34 955 018	1 159
Picardie	21 694 155	6 829 154	14 865 001	1 179 323	22 873 478	13 777	19 894 524	241 103	784 374	20 920 001	1 518
Poitou Charentes	18 316 133	7 576 593	10 739 540	737 341	19 053 474	14 367	17 736 717	178 081	432 176	18 346 974	1 277
PACA	48 471 565	15 455 322	19 255 011	3 629 659	52 101 224	33 218	46 077 283	340	2 597 672	48 675 295	1 465
Rhône-Alpes	82 367 900	51 465 275	30 902 625	12 203 256	94 571 156	41 398	72 753 406	18 883	7 194 778	79 967 067	1 932
France métropolitaine	817 911 234	393 916 187	410 233 816	176 591 638	994 502 872	423 501	756 944 985	4 275 381	42 356 966	803 577 332	1 897
Guadeloupe	2 025 591	0	0	237 701	2 263 292	1 601	2 082 020	0	142 998	2 225 018	1 390
Guyane	358 304	0	0	0	358 304	278	358 304	208 304	0	566 608	2 037
Martinique	2 363 848	1 846 306	517 542	2 708 409	5 072 257	1 657	1 970 129	0	61 591	2 031 720	1 226
Réunion	0	0	0	0	0	3 776	0	0	0	0	0
France outre-mer	4 747 743	1 846 306	517 542	2 946 110	7 693 853	7 312	441 045 3	208 304	204 589	4 823 346	660
CFA régionaux	822 658 977	395 762 493	410 751 358	179 537 748	1 002 196 725	430 813	761 355 438	4 483 685	42 561 555	808 400 678	1 876
MEN	20 379 404	4 949 833	6 757 744	6 577 162	26 956 566	3 094	20 627 533	2 601 975	60 548	23 290 056	7 527
MAP	109 427	36 675	72 752	0	109 427	127	76 911	0	32 516	109 427	862
CFA nationaux	20 488 831	4 986 508	6 830 496	6 577 162	27 065 993	3 221	20 704 444	2 601 975	93 064	23 399 483	7 265
TOTAL France	843 147 808	400 749 001	417 581 854	186 114 910	1 029 262 718	434 034	782 059 882	7 085 660	42 654 619	831 800 161	1 916

TAXE D'APPRENTISSAGE RECUE PAR LES CFA TOUS CFA CONFONDUS

Région	2004			2008			2009			Variation de la moyenne '2009' /'2004' en %
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	
Alsace	12 563	12 540 879	998	14 832	20 745 861	1 399	15 065	21 662 742	1 438	44%
Aquitaine	15 436	21 067 068	1 365	17 652	29 821 877	1 689	17 818	32 944 723	1 849	35%
Auvergne	7 434	7 006 850	943	8 685	13 261 500	1 527	8 635	12 852 177	1 488	58%
Bourgogne	11 355	15 691 620	1 382	12 363	16 290 256	1 318	12 293	17 337 670	1 410	2%
Bretagne	16 207	22 266 420	1 374	18 573	29 558 903	1 591	18 512	32 431 237	1 752	28%
Centre	16 436	19 065 696	1 160	19 525	24 873 232	1 274	19 673	26 729 976	1 359	17%
Champagne-Ardenne	7 936	10 091 106	1 272	9 090	13 718 467	1 509	8 891	14 619 530	1 644	29%
Corse	1 231	1 490 756	1 211	1 781	2 278 111	1 279	1 925	2 221 226	1 154	-5%
Franche-Comté	8 744	9 207 003	1 053	10 234	11 001 298	1 075	10 196	11 506 672	1 129	7%
Ile de France	62 887	205 945 791	3 275	76 112	272 949 158	3 586	77 377	287 862 858	3 720	14%
Languedoc Roussillon	11 744	14 158 097	1 206	14 380	20 090 891	1 397	14 392	22 162 895	1 540	28%
Limousin	3 349	3 821 792	1 141	4 040	5 429 220	1 344	3 954	5 375 505	1 359	19%
Lorraine	14 563	16 935 522	1 163	17 305	21 143 388	1 222	17 018	19 230 479	1 130	-3%
Midi Pyrénées	15 477	19 929 356	1 288	18 200	25 819 695	1 419	18 239	29 260 532	1 604	25%
Nord Pas de Calais	16 601	23 852 000	1 437	20 214	33 445 342	1 655	20 576	37 809 022	1 838	28%
Basse Normandie	9 954	10 328 879	1 038	11 121	13 643 858	1 227	11 155	14 431 358	1 294	25%
Haute Normandie	13 899	16 513 838	1 188	15 310	21 716 681	1 418	14 859	22 853 671	1 538	29%
Pays de la Loire	28 505	26 768 047	939	30 838	34 152 504	1 107	30 163	35 769 208	1 186	26%
Picardie	11 697	15 248 396	1 304	13 448	19 441 475	1 446	13 777	21 694 155	1 575	21%
Poitou Charentes	12 299	11 530 984	938	14 612	16 109 008	1 102	14 367	18 316 133	1 275	36%
PACA	31 473	35 467 327	1 127	33 697	46 540 055	1 381	33 218	48 471 565	1 459	29%
Rhône-Alpes	33 449	50 608 176	1 513	41 018	79 736 082	1 944	41 398	82 367 900	1 990	32%
France métropolitaine	363 239	569 535 603	1 568	423 030	771 766 861	1 824	423 501	817 911 234	1 931	23%
Guadeloupe	1 254	1 159 888	925	1 417	2 025 591	1 429	1 601	2 025 591	1 265	37%
Guyane	193	334 431	1 736	294	410 176	1 395	278	358 304	1 288	-26%
Martinique	1 549	1 322 300	854	1 908	2 317 605	1 215	1 657	2 363 848	1 427	67%
Réunion	3 755	4 370 360	1 164	3 980	0	0	3 776	0	0	-100%
France outre-mer	6 750	7 186 979	1065	7 599	4753372	626	7 312	4747743	649	-39%
CFA régionaux	369 989	576 722 582	1 559	430 629	776 520 233	1 803	430 813	822 658 977	1 910	22%
MEN	3 744	26 160 766	6 987	3 625	23 932 523	6 602	3 094	20 379 404	6 587	-6%
MAP	373 733	602 883 348	1 613	126	102 241	811	127	109 427	862	-47%
CFA nationaux				3 751	24 034 764	6 408	3 221	20 488 831	6 361	
TOTAL France				434 380	800 554 997	1 843	434 034	843 147 808	1 943	

CONTRIBUTION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Régions	Effectifs pondérés jeunes	Fontionnement			THR			Investissement			Total			Moyenne utilisée par jeune
		Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	
Alsace	15 065	0	4 849 702	4 849 702	0	0	0	0	0	0	0	4 849 702	4 849 702	322
Aquitaine	17 818	2 365 231	7 799 134	10 164 365	243 784	0	243 784	503 296	0	503 296	3 112 311	7 799 134	10 911 445	612
Auvergne	8 635	2 653 977	2 787 480	5 441 457	0	0	0	4 876	0	4 876	2 658 853	2 787 480	5 446 333	631
Bourgogne	12 293	4 149 171	0	4 149 171	6 860	0	6 860	622 055	0	622 055	4 778 086	0	4 778 086	389
Bretagne	18 512	3 267 703	8 343 320	11 611 023	346 910	0	346 910	0	0	0	3 614 613	8 343 320	11 957 933	646
Centre	19 673	2 233 028	5 935 753	8 168 781	330 445	0	330 445	524 351	46 164	570 515	3 087 824	5 981 917	9 069 741	461
Champagne-Ardenne	8 891	1 632 619	258 279	1 890 898	59 010	0	59 010	4 806 132	0	4 806 132	6 497 761	258 279	6 756 040	760
Corse	1 925	102 025	0	102 025	0	0	0	0	0	0	102 025	0	102 025	53
Franche-Comté	10 196	1 294 557	4 096 275	5 390 832	0	0	0	0	0	0	1 294 557	4 096 275	5 390 832	529
Ile de France	77 377	6 019 678	18 514 525	24 534 203	0	0	0	1 240 345	0	1 240 345	7 260 023	18 514 525	25 774 548	333
Languedoc Roussillon	14 392	4 289 291	2 437 962	6 727 253	160 524	0	160 524	0	0	0	4 449 815	2 437 962	6 887 777	479
Limousin	3 954	970 744	559 406	1 530 150	0	0	0	1 376 573	0	1 376 573	2 347 317	559 406	2 906 723	735
Lorraine	17 018	9 591 830	0	9 591 830	157 752	0	157 752	4 442 499	0	4 442 499	14 192 081	0	14 192 081	834
Midi Pyrénées	18 239	654 533	3 959	658 492	0	0	0	1 228 834	0	1 228 834	1 883 367	3 959	1 887 326	103
Nord Pas de Calais	20 576	1 925 582	5 387 056	7 312 638	0	0	0	2 766	0	2 766	1 928 348	5 387 056	7 315 404	356
Basse Normandie	11 155	1 940 200	1 638 138	3 578 338	246 901	0	246 901	148 643	0	148 643	2 335 744	1 638 138	3 973 882	356
Haute Normandie	14 859	2 780 542	1 933 047	4 713 589	689 185	0	689 185	52 642	0	52 642	3 522 369	1 933 047	5 455 416	367
Pays de la Loire	30 163	3 596 431	8 996 057	12 592 488	384 791	43 325	428 116	3 936 533	0	3 936 533	7 917 755	9 039 382	16 957 137	562
Picardie	13 777	27 000	12 247 046	12 274 046	0	0	0	701 752	0	701 752	728 752	12 247 046	12 975 798	942
Poitou Charentes	14 367	2 369 190	3 320 903	5 690 093	99 794	4 257	104 051	48 650	46 908	95 558	2 517 634	3 372 068	5 889 702	410
PACA	33 218	4 342 508	1 959 885	6 302 393	0	12 071	12 071	730 055	0	730 055	5 072 563	1 971 956	7 044 519	212
Rhône-Alpes	41 398	2 753 471	23 529 261	26 282 732	0	479	479	909 540	0	909 540	3 663 011	23 529 740	27 192 751	657
France métropolitaine	423 501	58 959 311	114 597 188	173 556 499	2 725 956	60 132	2 786 088	21 279 542	93 072	21 372 614	82 964 809	114 750 392	197 715 201	467
Guadeloupe	1 601	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane	278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	1 657	0	100 256	100 256	0	0	0	0	0	0	0	100 256	100 256	61
Réunion	3 776	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	7 312	0	100 256	100 256	0	0	0	0	0	0	0	100 256	100 256	14
CFA régionaux	430 813	58 959 311	114 697 444	173 656 755	2 725 956	60 132	2 786 088	21 279 542	93 072	21 372 614	82 964 809	114 850 648	197 815 457	459
MEN	3 094	0	506 738	506 738	0	8 261	8 261	0	0	0	0	514 999	514 999	166
MAP	127	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CFA nationaux	3 221	0	506 738	506 738	0	8 261	8 261	0	0	0	0	514 999	514 999	160
TOTAL France	434 034	58 959 311	115 204 182	174 163 493	2 725 956	68 393	2 794 349	21 279 542	93 072	21 372 614	82 964 809	115 365 647	198 330 456	457

**CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2009 TOUS CFA
CONFONDUS**

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 065	1 968 649	-	429 752	2 398 401	159
Aquitaine	17 818	4 495 087	272 866	804 838	5 572 791	313
Auvergne	8 635	588 724	-	252 944	841 668	97
Bourgogne	12 293	1 500 926	129 354	-	1 630 280	133
Bretagne	18 512	1 999 957	344 213	626 879	2 971 049	160
Centre	19 673	2 320 366	191 334	2 590 146	5 101 846	259
Champagne Ardenne	8 891	1 334 879	-	99 882	1 434 761	161
Corse	1 925	47 334	-	-	47 334	25
Franche Comté	10 196	1 547 008	3 704	318 206	1 868 918	183
Ile de France	77 377	11 022 208	-	5 486 858	16 509 066	213
Languedoc Roussillon	14 392	3 606 357	86 002	-	3 692 359	257
Limousin	3 954	112 350	-	-	112 350	28
Lorraine	17 018	3 347 153	191 294	622 112	4 160 559	244
Midi-Pyrénées	18 239	779 913	242 628	56 328	1 078 869	59
Nord Pas de Calais	20 576	5 511 056	89 435	172 841	5 427 650	264
Basse Normandie	11 155	1 329 521	108 170	21 259	1 458 950	131
Haute Normandie	14 859	3 047 762	-	2 234 201	5 281 963	355
Pays de la Loire	30 163	3 277 942	11	525 869	3 803 822	126
Picardie	13 777	1 366 708	26 755	-	1 393 463	101
Poitou Charentes	14 367	1 734 366	386 689	1 707 823	3 828 878	267
PACA	33 218	7 520 460	175 681	573 743	8 269 884	249
Rhône Alpes	41 398	557 611	-	573 297	1 130 908	27
France métropolitaine	423 501	59 016 337	2 248 136	16 751 296	78 015 770	184
Guadeloupe	1 601	388 662	-	676 431	1 065 093	665
Guyane	278	-	-	-	-	-
Martinique	1 657	445 541	-	18 422	463 963	280
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	834 203	-	694 853	1 529 056	209
CFA régionaux	430 813	59 850 540	2 248 136	17 446 149	79 544 826	185
CFA du MEN	3 094	95 014	14 990	-	110 004	36
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	95 014	14 990	-	110 004	34
TOTAL France	434 034	59 945 554	2 263 126	17 446 149	79 654 830	184

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

CONTRIBUTION DES FAMILLES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 065	-	653 451	-	653 451	43
Aquitaine	17 818	139 198	2 031 183	-	2 170 381	122
Auvergne	8 635	70 582	1 522 839	-	1 593 421	185
Bourgogne	12 293	-	3 494 170	-	3 494 170	284
Bretagne	18 512	-	3 803 250	-	3 803 250	205
Centre	19 673	566 000	4 141 195	-	4 707 195	239
Champagne Ardenne	8 891	-	1 201 859	-	1 201 859	135
Corse	1 925	5 351	28 901	-	34 252	18
Franche Comté	10 196	170 332	2 500 709	-	2 671 041	262
Ile de France	77 377	520 430	10 957 814	-	11 478 244	148
Languedoc Roussillon	14 392	-	1 482 059	-	1 482 059	103
Limousin	3 954	137 393	484 113	-	621 506	157
Lorraine	17 018	710 238	2 907 676	-	3 617 914	213
Midi-Pyrénées	18 239	300 387	1 450 570	-	1 750 957	96
Nord Pas de Calais	20 576	-	1 276 695	-	1 276 695	62
Basse Normandie	11 155	-	4 074 508	-	4 074 508	365
Haute Normandie	14 859	-	2 060 744	-	2 060 744	139
Pays de la Loire	30 163	-	2 887 191	-	2 887 191	96
Picardie	13 777	-	1 604 361	-	1 604 361	116
Poitou Charentes	14 367	-	3 649 159	-	3 649 159	254
PACA	33 218	-	1 511 587	-	1 511 587	46
Rhône Alpes	41 398	1 112 154	5 983 298	-	7 095 452	171
France métropolitaine	423 501	3 732 065	59 707 332	-	63 439 397	150
Guadeloupe	1 601	-	-	-	-	-
Guyane	278	-	-	-	-	-
Martinique	1 657	-	4 022	-	4 022	2
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	-	4 022	-	4 022	1
CFA régionaux	430 813	3 732 065	59 711 354	-	63 443 419	147
CFA du MEN	3 094	1 537	-	-	1 537	0
CFA du MAP	127	-	54 493	-	54 493	429
CFA nationaux	3 221	1 537	54 493	-	56 030	17
TOTAL France	434 034	3 733 602	59 765 847	-	63 499 449	146

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DES CFA EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 065	218 279	-	-	218 279	14
Aquitaine	17 818	1 210 817	-	109 146	1 319 963	74
Auvergne	8 635	2 105 646	-	77 760	2 183 406	253
Bourgogne	12 293	651 791	2 796	160 679	815 266	66
Bretagne	18 512	350 101	-	-	350 101	19
Centre	19 673	759 713	20 274	33 550	813 537	41
Champagne Ardenne	8 891	172 319	-	4 283 635	4 455 954	501
Corse	1 925	298 600	-	-	298 600	155
Franche Comté	10 196	969 623	9 206	-	978 829	96
Ile de France	77 377	1 208 733	-	185 355	1 394 088	18
Languedoc Roussillon	14 392	103 673	-	-	103 673	7
Limousin	3 954	198 408	-	-	198 408	50
Lorraine	17 018	327 143	1 542	9 287	337 972	20
Midi-Pyrénées	18 239	707 493	-	264 424	971 917	53
Nord Pas de Calais	20 576	654 254	-	183 030	471 224	23
Basse Normandie	11 155	494 331	-	-	494 331	44
Haute Normandie	14 859	127 553	8 935	-	136 488	9
Pays de la Loire	30 163	1 114 225	18 086	1 117 353	2 249 664	75
Picardie	13 777	332 000	-	-	332 000	24
Poitou Charentes	14 367	398 835	-	37 726	436 561	30
PACA	33 218	486 199	3 272	20 210	509 681	15
Rhône Alpes	41 398	601 415	-	28 206	629 621	15
France métropolitaine	423 501	13 491 151	64 111	6 144 301	19 699 563	47
Guadeloupe	1 601	-	-	-	-	-
Guyane	278	19 607	-	-	19 607	70
Martinique	1 657	88 398	-	-	88 398	53
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	108 005	-	-	108 005	15
CFA régionaux	430 813	13 599 156	64 111	6 144 301	19 807 568	46
CFA du MEN	3 094	3 209 743	1 187 584	4 880	4 402 207	1 423
CFA du MAP	127	367 278	77 082	-	444 360	3 499
CFA nationaux	3 221	3 577 021	1 264 666	4 880	4 846 567	1 505
TOTAL France	434 034	17 176 177	1 328 777	6 149 181	24 654 135	57

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

**CONTRIBUTION DES AUTRES COLLECTIVITES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2009 TOUS CFA
CONFONDUS**

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 065	233 963	-	-	233 963	16
Aquitaine	17 818	528 207	26 333	859 564	1 414 104	79
Auvergne	8 635	273 087	-	-	273 087	32
Bourgogne	12 293	779 493	35 533	8 377	823 403	67
Bretagne	18 512	728 922	11 033	65 100	805 055	43
Centre	19 673	344 135	130 227	221 348	695 710	35
Champagne Ardenne	8 891	192 201	6 476	47 224	245 901	28
Corse	1 925	-	-	-	-	-
Franche Comté	10 196	462 228	-	-	462 228	45
Ile de France	77 377	10 522 428	-	1 964 320	12 486 748	161
Languedoc Roussillon	14 392	1 115 915	-	-	1 115 915	78
Limousin	3 954	-	-	-	-	-
Lorraine	17 018	251 513	-	27 117	278 630	16
Midi-Pyrénées	18 239	450 151	11 442	17 739	479 332	26
Nord Pas de Calais	20 576	2 477 319	55 227	180	2 532 726	123
Basse Normandie	11 155	311 627	7 320	161 405	480 352	43
Haute Normandie	14 859	469 984	9 693	-	479 677	32
Pays de la Loire	30 163	802 214	39 000	201 881	1 043 095	35
Picardie	13 777	48 304	-	1 493 781	1 542 085	112
Poitou Charentes	14 367	377 341	-	28 439	405 780	28
PACA	33 218	1 140 605	30 491	465 400	1 636 496	49
Rhône Alpes	41 398	636 952	16 564	77 469	730 985	18
France métropolitaine	423 501	22 146 589	379 339	5 639 344	28 165 272	67
Guadeloupe	1 601	-	-	-	-	-
Guyane	278	-	-	-	-	-
Martinique	1 657	23 940	-	-	23 940	14
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	23 940	-	-	23 940	3
CFA régionaux	430 813	22 170 529	379 339	5 639 344	28 189 212	65
CFA du MEN	3 094	236 665	-	-	236 665	76
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	236 665	-	-	236 665	73
TOTAL France	434 034	22 407 194	379 339	5 639 344	28 425 877	65

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

VENTE PRESTATION DE SERVICE DES CFA EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Fonctionnement	THR Prestations	THR Commensaux	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 065	2 840 017	-	-	2 840 017	189
Aquitaine	17 818	2 672 263	157 735	432 920	3 262 918	183
Auvergne	8 635	5 226 309	192 724	276 613	5 695 646	660
Bourgogne	12 293	1 886 590	17 761	294 594	2 198 945	179
Bretagne	18 512	3 241 200	97 480	305 320	3 644 000	197
Centre	19 673	2 159 182	146 269	896 477	3 201 928	163
Champagne Ardenne	8 891	983 806	27 414	235 045	1 246 265	140
Corse	1 925	183 361	-	39 430	222 791	116
Franche Comté	10 196	1 259 492	30 390	-	1 289 882	127
Ile de France	77 377	15 120 720	-	510 851	15 631 571	202
Languedoc Roussillon	14 392	2 740 406	-	-	2 740 406	190
Limousin	3 954	1 262 156	41 334	64 470	1 367 960	346
Lorraine	17 018	2 086 371	35 428	139 654	2 261 453	133
Midi-Pyrénées	18 239	3 762 793	187 301	785 517	4 735 611	260
Nord Pas de Calais	20 576	4 386 261	11 816	75 619	4 473 696	217
Basse Normandie	11 155	3 570 959	-	975 896	4 546 855	408
Haute Normandie	14 859	1 819 907	153 401	138 291	2 111 599	142
Pays de la Loire	30 163	4 058 696	120 791	149 374	4 328 861	144
Picardie	13 777	186 368	-	120 633	307 001	22
Poitou Charentes	14 367	482 869	-	537 839	1 020 708	71
PACA	33 218	385 171	94 038	1 246 960	1 726 169	52
Rhône Alpes	41 398	6 254 016	521 070	1 390 171	8 165 257	197
France métropolitaine	423 501	66 568 913	1 834 952	8 615 674	77 019 539	182
Guadeloupe	1 601	122 025	-	-	122 025	76
Guyane	278	80 000	-	-	80 000	288
Martinique	1 657	141 977	-	-	141 977	86
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	344 002	-	-	344 002	47
CFA régionaux	430 813	66 912 915	1 834 952	8 615 674	77 363 541	180
CFA du MEN	3 094	203 960	66 133	2 058 592	2 328 685	753
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	203 960	66 133	2 058 592	2 328 685	723
TOTAL France	434 034	67 116 875	1 901 085	10 674 266	79 692 226	184

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

QUOTE PART DE SUBVENTION VIREE AU COMPTE DE RESULTAT EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 065	1 333 297	-	-	1 333 297	89
Aquitaine	17 818	4 231 869	89 583	-	4 321 452	243
Auvergne	8 635	1 453 272	-	-	1 453 272	168
Bourgogne	12 293	3 105 552	239 174	-	3 344 726	272
Bretagne	18 512	4 963 855	169 989	-	5 133 844	277
Centre	19 673	5 152 494	295 076	-	5 447 570	277
Champagne Ardenne	8 891	3 085 064	33 110	-	3 118 174	351
Corse	1 925	73 466	-	-	73 466	38
Franche Comté	10 196	1 718 195	22 390	-	1 740 585	171
Ile de France	77 377	21 421 413	555 583	-	21 976 996	284
Languedoc Roussillon	14 392	2 633 015	231 839	-	2 864 854	199
Limousin	3 954	577 427	-	-	577 427	146
Lorraine	17 018	3 439 794	162 170	-	3 601 964	212
Midi-Pyrénées	18 239	4 432 636	289 649	-	4 722 285	259
Nord Pas de Calais	20 576	4 043 287	89 722	-	4 133 009	201
Basse Normandie	11 155	2 983 935	253 306	-	3 237 241	290
Haute Normandie	14 859	4 459 108	121 947	-	4 581 055	308
Pays de la Loire	30 163	6 601 012	45 410	-	6 646 422	220
Picardie	13 777	4 426 291	-	-	4 426 291	321
Poitou Charentes	14 367	4 044 758	487 117	-	4 531 875	315
PACA	33 218	8 265 835	238 908	-	8 504 743	256
Rhône Alpes	41 398	11 718 074	639 858	-	12 357 932	299
France métropolitaine	423 501	104 163 649	3 964 831	-	108 128 480	255
Guadeloupe	1 601	-	-	-	-	-
Guyane	278	360 328	-	-	360 328	1 295
Martinique	1 657	141 619	-	-	141 619	85
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	501 947	-	-	501 947	69
CFA régionaux	430 813	104 665 596	3 964 831	-	108 630 427	252
CFA du MEN	3 094	365 267	49 285	-	414 552	134
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	365 267	49 285	-	414 552	129
TOTAL France	434 034	105 030 863	4 014 116	-	109 044 979	251

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

REPRISES SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 065	8 534	-	-	8 534	1
Aquitaine	17 818	345 128	4 315	-	349 443	20
Auvergne	8 635	433 056	-	-	433 056	50
Bourgogne	12 293	647 247	39 774	-	687 021	56
Bretagne	18 512	709 570	8 851	-	718 421	39
Centre	19 673	304 093	114 088	-	418 181	21
Champagne Ardenne	8 891	772 863	26 595	-	799 458	90
Corse	1 925	1 159	-	-	1 159	1
Franche Comté	10 196	742 891	20 612	-	763 503	75
Ile de France	77 377	6 040 016	-	-	6 040 016	78
Languedoc Roussillon	14 392	1 239 727	3 190	-	1 242 917	86
Limousin	3 954	-	28 126	-	28 126	7
Lorraine	17 018	991 267	18 551	-	1 009 818	59
Midi-Pyrénées	18 239	530 934	7 622	-	538 556	30
Nord Pas de Calais	20 576	323 226	7 194	-	330 419	16
Basse Normandie	11 155	248 155	-	-	248 155	22
Haute Normandie	14 859	1 264 113	16 949	-	1 281 062	86
Pays de la Loire	30 163	841 495	1 994	-	843 489	28
Picardie	13 777	575 969	-	-	575 969	42
Poitou Charentes	14 367	329 022	-	-	329 022	23
PACA	33 218	1 444 032	9 235	-	1 453 267	44
Rhône Alpes	41 398	3 629 573	88 279	-	3 717 852	90
France métropolitaine	423 501	21 422 070	395 375	-	21 817 444	52
Guadeloupe	1 601	187 183	-	-	187 183	117
Guyane	278	-	-	-	-	-
Martinique	1 657	97 537	-	-	97 537	59
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	284 720	-	-	284 720	39
CFA régionaux	430 813	21 706 790	395 375	-	22 102 164	51
CFA du MEN	3 094	32 611	-	-	32 611	11
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	32 611	-	-	32 611	10
TOTAL France	434 034	21 739 401	395 375	-	22 134 775	51

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

TRANSFERTS DE CHARGES EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 065	39 910	-	-	39 910	3
Aquitaine	17 818	756 310	-	-	756 310	42
Auvergne	8 635	322 845	-	-	322 845	37
Bourgogne	12 293	1 403 805	-	-	1 403 805	114
Bretagne	18 512	500 619	-	-	500 619	27
Centre	19 673	411 379	-	-	411 379	21
Champagne Ardenne	8 891	300 451	-	-	300 451	34
Corse	1 925	455 804	-	-	455 804	237
Franche Comté	10 196	421 467	-	-	421 467	41
Ile de France	77 377	2 415 192	-	-	2 415 192	31
Languedoc Roussillon	14 392	366 994	-	-	366 994	26
Limousin	3 954	-	-	-	-	-
Lorraine	17 018	309 987	-	-	309 987	18
Midi-Pyrénées	18 239	724 367	-	-	724 367	40
Nord Pas de Calais	20 576	201 988	-	-	201 988	10
Basse Normandie	11 155	426 893	-	-	426 893	38
Haute Normandie	14 859	442 730	-	-	442 730	30
Pays de la Loire	30 163	878 170	-	-	878 170	29
Picardie	13 777	-	-	-	-	-
Poitou Charentes	14 367	405 084	-	-	405 084	28
PACA	33 218	1 235 701	-	-	1 235 701	37
Rhône Alpes	41 398	1 675 208	-	-	1 675 208	40
France métropolitaine	423 501	13 694 904	-	-	13 694 904	32
Guadeloupe	1 601	-	-	-	-	-
Guyane	278	-	-	-	-	-
Martinique	1 657	9 641	-	-	9 641	6
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	9 641	-	-	9 641	1
CFA régionaux	430 813	13 704 545	-	-	13 704 545	32
CFA du MEN	3 094	25 648	-	-	25 648	8
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	25 648	-	-	25 648	8
TOTAL France	434 034	13 730 193	-	-	13 730 193	32

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

PRODUITS FINANCIERS EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 065	193 526	-	-	193 526	13
Aquitaine	17 818	168 170	-	-	168 170	9
Auvergne	8 635	179 596	-	-	179 596	21
Bourgogne	12 293	202 575	-	-	202 575	16
Bretagne	18 512	310 105	-	-	310 105	17
Centre	19 673	413 428	-	-	413 428	21
Champagne Ardenne	8 891	255 588	-	-	255 588	29
Corse	1 925	-	-	-	-	-
Franche Comté	10 196	168 737	-	-	168 737	17
Ile de France	77 377	2 996 962	-	-	2 996 962	39
Languedoc Roussillon	14 392	138 847	-	-	138 847	10
Limousin	3 954	49 368	-	-	49 368	12
Lorraine	17 018	116 817	-	-	116 817	7
Midi-Pyrénées	18 239	202 857	-	-	202 857	11
Nord Pas de Calais	20 576	236 048	-	-	236 048	11
Basse Normandie	11 155	214 353	-	-	214 353	19
Haute Normandie	14 859	496 744	-	-	496 744	33
Pays de la Loire	30 163	224 196	-	-	224 196	7
Picardie	13 777	1 563	-	-	1 563	0
Poitou Charentes	14 367	96 612	-	-	96 612	7
PACA	33 218	331 319	-	-	331 319	10
Rhône Alpes	41 398	2 392 569	-	-	2 392 569	58
France métropolitaine	423 501	9 389 980	-	-	9 389 980	22
Guadeloupe	1 601	-	-	-	-	-
Guyane	278	-	-	-	-	-
Martinique	1 657	1 861	-	-	1 861	1
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	1 861	-	-	1 861	0
CFA régionaux	430 813	9 391 841	-	-	9 391 841	22
CFA du MEN	3 094	13 467	-	-	13 467	4
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	13 467	-	-	13 467	4
TOTAL France	434 034	9 405 308	-	-	9 405 308	22

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

AUTRES RESSOURCES CONSACREES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Participation Fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Autre ressource par jeune
Alsace	15 065	678 517	85 921	32 169	796 607	53
Aquitaine	17 818	2 671 484	57 876	27 792	2 757 152	155
Auvergne	8 635	1 403 289	-	531 674	1 934 963	224
Bourgogne	12 293	6 010 861	277 853	-	6 288 714	512
Bretagne	18 512	2 078 136	77 799	1 135 948	3 291 883	178
Centre	19 673	2 544 527	168 891	122 219	2 835 637	144
Champagne Ardenne	8 891	2 481 174	64 518	130 840	2 676 532	301
Corse	1 925	1 257 068	-	104 156	1 361 224	707
Franche Comté	10 196	747 334	223 170	1 020 056	1 990 560	195
Ile de France	77 377	16 014 087	-	517 116	16 531 203	214
Languedoc Roussillon	14 392	-	-	-	-	-
Limousin	3 954	502 683	-	59 112	561 795	142
Lorraine	17 018	2 788 730	218 774	-	3 007 504	177
Midi-Pyrénées	18 239	10 391 420	17 968	509 081	10 918 469	599
Nord Pas de Calais	20 576	2 314 810	373 506	415 813	3 104 130	151
Basse Normandie	11 155	2 286 390	456 140	33 394	2 775 924	249
Haute Normandie	14 859	2 225 931	19 412	128 338	2 373 681	160
Pays de la Loire	30 163	3 775 570	284 970	205 252	4 265 792	141
Picardie	13 777	4 438 439	354 463	-	4 792 902	348
Poitou Charentes	14 367	1 230 059	17 191	155 778	1 403 028	98
PACA	33 218	14 052 541	651 913	-	14 704 454	443
Rhône Alpes	41 398	8 919 103	1 267 020	469 568	10 655 691	257
France métropolitaine	423 501	88 812 153	4 617 385	5 598 306	99 027 845	234
Guadeloupe	1 601	-	-	-	-	-
Guyane	278	-	69 722	-	69 722	251
Martinique	1 657	463 797	-	77 963	541 760	327
Réunion	3 776	-	-	-	-	-
France outre-mer	7 312	463 797	69 722	77 963	611 482	84
CFA régionaux	430 813	89 275 950	4 687 107	5 676 269	99 639 327	231
CFA du MEN	3 094	143 642	-	-	143 642	46
CFA du MAP	127	-	-	-	-	-
CFA nationaux	3 221	143 642	-	-	143 642	45
TOTAL France	434 034	89 419 592	4 687 107	5 676 269	99 782 969	230

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux

RESSOURCES CONSACREES AU FONCTIONNEMENT EN 2009

Région	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage utilisée	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Région	Etat	Autres collectivités	Ventes Prestations
Alsace	15 065	19 607 432	4 849 702	1 968 649	33 354 363	218 279	233 963	2 840 017
Aquitaine	17 818	29 233 727	10 164 365	4 495 087	49 510 313	1 210 817	528 207	2 672 263
Auvergne	8 635	10 748 704	5 441 457	588 724	17 908 741	2 105 646	273 087	5 226 309
Bourgogne	12 293	14 498 975	4 149 171	1 500 926	27 380 690	651 791	779 493	1 886 590
Bretagne	18 512	28 748 555	11 611 023	1 999 957	38 290 447	350 101	728 922	3 241 200
Centre	19 673	21 392 608	8 168 781	2 320 366	54 852 328	759 713	344 135	2 159 182
Champagne-Ardenne	8 891	12 573 725	1 890 898	1 334 879	27 342 886	172 319	192 201	983 806
Corse	1 925	2 121 458	102 025	47 334	5 865 331	298 600	0	183 361
Franche-Comté	10 196	10 664 528	5 390 832	1 547 008	23 339 321	969 623	462 228	1 259 492
Ile de France	77 377	278 999 687	24 534 203	11 022 208	195 755 296	1 208 733	10 522 428	15 120 720
Languedoc Roussillon	14 392	20 386 194	6 727 253	3 606 357	29 804 014	103 673	1 115 915	2 740 406
Limousin	3 954	5 075 863	1 530 150	112 350	13 295 949	198 408	0	1 262 156
Lorraine	17 018	17 606 705	9 591 830	3 347 153	31 930 444	327 143	251 513	2 086 371
Midi Pyrénées	18 239	27 041 007	658 492	779 913	34 558 320	707 493	450 151	3 762 793
Nord Pas de Calais	20 576	33 580 054	7 312 638	5 511 056	41 184 834	654 254	2 477 319	4 386 261
Basse Normandie	11 155	13 016 994	3 578 338	1 329 521	32 187 801	494 331	311 627	3 570 959
Haute Normandie	14 859	20 813 494	4 713 589	3 047 762	37 156 810	127 553	469 984	1 819 907
Pays de la Loire	30 163	33 145 249	12 592 488	3 277 942	83 224 341	1 114 225	802 214	4 058 696
Picardie	13 777	19 894 524	12 274 046	1 366 708	29 933 838	332 000	48 304	186 368
Poitou Charentes	14 367	17 736 717	5 690 093	1 734 366	42 015 936	398 835	377 341	482 869
PACA	33 218	46 077 283	6 302 393	7 520 460	62 915 856	486 199	1 140 605	385 171
Rhône-Alpes	41 398	72 753 406	26 282 732	557 611	99 087 912	601 415	636 952	6 254 016
France métropolitaine	423 501	755 716 889	173 556 499	59 016 337	1 010 895 771	13 491 151	22 146 589	66 568 913
Guadeloupe	1 601	2 082 020	0	388 662	5 366 589	0	0	122 025
Guyane	278	358 304	0	0	1 085 000	19 607	0	80 000
Martinique	1 657	1 970 129	100 256	445 541	5 621 353	88 398	23 940	141 977
Réunion	3 776	0	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	7 312	4 410 453	100 256	834 203	12 072 942	108 005	23 940	344 002
CFA régionaux	430 813	760 127 342	173 656 755	59 850 540	1 022 968 713	13 599 156	22 170 529	66 912 915
MEN	3 094	20 627 533	506 738	95 014	186 483	3 209 743	236 665	203 960
MAP	127	76 911	0	0	25 717	367 278	0	0
CFA nationaux	3 221	20 704 444	506 738	95 014	212 200	3 577 021	236 665	203 960
TOTAL France	434 034	780 831 786	174 163 493	59 945 554	1 023 180 913	17 176 177	22 407 194	67 116 875

TOUS CFA CONDONDUS

Région	Familles	Quote part de subvention versée au compte de résultat	Reprises sur amortissement	Transferts de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	0	1 333 297	8 534	39 910	193 526	678 517	65 326 189	4 336
Aquitaine	139 198	4 231 869	345 128	756 310	168 170	2 671 484	106 126 938	5 956
Auvergne	70 582	1 453 272	433 056	322 845	179 596	1 403 289	46 155 308	5 345
Bourgogne	0	3 105 552	647 247	1 403 805	202 575	6 010 861	62 217 676	5 061
Bretagne	0	4 963 855	709 570	500 619	310 105	2 078 136	93 532 490	5 052
Centre	566 000	5 152 494	304 093	411 379	413 428	2 544 527	99 389 034	5 052
Champagne-Ardenne	0	3 085 064	772 863	300 451	255 588	2 481 174	51 385 854	5 780
Corse	5 351	73 466	1 159	455 804	0	1 257 068	10 410 957	5 409
Franche-Comté	170 332	1 718 195	742 891	421 467	168 737	747 334	47 601 988	4 669
Ile de France	520 430	21 421 413	6 040 016	2 415 192	2 996 962	16 014 087	586 571 375	7 581
Languedoc Roussillon	0	2 633 015	1 239 727	366 994	138 847	0	68 862 395	4 785
Limousin	137 393	577 427	0	0	49 368	502 683	22 741 747	5 751
Lorraine	710 238	3 439 794	991 267	309 987	116 817	2 788 730	73 497 992	4 319
Midi Pyrénées	300 387	4 432 636	530 934	724 367	202 857	10 391 420	84 540 770	4 635
Nord Pas de Calais	0	4 043 287	323 226	201 988	236 048	2 314 810	102 225 776	4 968
Basse Normandie	0	2 983 935	248 155	426 893	214 353	2 286 390	60 649 297	5 437
Haute Normandie	0	4 459 108	1 264 113	442 730	496 744	2 225 931	77 037 725	5 184
Pays de la Loire	0	6 601 012	841 495	878 170	224 196	3 775 570	150 535 598	4 991
Picardie	0	4 426 291	575 969	0	1 563	4 438 439	73 478 050	5 333
Poitou Charentes	0	4 044 758	329 022	405 084	96 612	1 230 059	74 541 692	5 189
PACA	0	8 265 835	1 444 032	1 235 701	331 319	14 052 541	150 157 395	4 520
Rhône-Alpes	1 112 154	11 718 074	3 629 573	1 675 208	2 392 569	8 919 103	235 620 725	5 692
France métropolitaine	3 732 065	104 163 649	21 422 070	13 694 904	9 389 980	88 812 153	2 342 606 971	5 532
Guadeloupe	0	0	187 183	0	0	0	8 146 479	5 088
Guyane	0	360 328	0	0	0	0	1 903 239	6 841
Martinique	0	141 619	97 537	9 641	1 861	463 797	9 106 049	5 496
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	0	501 947	284 720	9 641	1 861	463 797	19 155 767	2 620
CFA régionaux	3 732 065	104 665 596	21 706 790	13 704 545	9 391 841	89 275 950	2 361 762 738	5 482
MEN	1 537	365 267	32 611	25 648	13 467	143 642	25 648 308	8 290
MAP	0	0	0	0	0	0	469 906	3 700
CFA nationaux	1 537	365 267	32 611	25 648	13 467	143 642	26 118 214	8 109
TOTAL France	3 733 602	105 030 863	21 739 401	13 730 193	9 405 308	89 419 592	2 387 880 952	5 502

RESSOURCES CONSACREES AU THR EN 2009

Région	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage utilisée	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Région	Etat	Autres collectivités	Ventes Prestations
Alsace	15 065	10 274	0	0	1 863 207	0	0	0
Aquitaine	17 818	36 469	243 784	272 866	6 688 694	0	26 333	590 655
Auvergne	8 635	0	0	0	3 045 977	0	0	469 337
Bourgogne	12 293	0	6 860	129 354	2 297 258	2 796	35 533	312 355
Bretagne	18 512	49 349	346 910	344 213	114 837	0	11 033	402 800
Centre	19 673	2 274 721	330 445	191 334	6 136 920	20 274	130 227	1 042 746
Champagne-Ardenne	8 891	256 946	59 010	0	1 003 565	0	6 476	262 459
Corse	1 925	0	0	0	528 833	0	0	39 430
Franche-Comté	10 196	0	0	3 704	1 065 162	9 206	0	30 390
Ile de France	77 377	0	0	0	474 627	0	0	510 851
Languedoc Roussillon	14 392	38 274	160 524	86 002	1 342 035	0	0	0
Limousin	3 954	239 363	0	0	1 089 381	0	0	105 804
Lorraine	17 018	312 130	157 752	191 294	4 157 567	1 542	0	175 082
Midi Pyrénées	18 239	62 957	0	242 628	4 874 614	0	11 442	972 818
Nord Pas de Calais	20 576	196 397	0	89 435	5 449 012	0	55 227	87 435
Basse Normandie	11 155	360 094	246 901	108 170	2 857 276	0	7 320	975 896
Haute Normandie	14 859	0	689 185	0	3 764 531	8 935	9 693	291 692
Pays de la Loire	30 163	0	428 116	11	10 370 663	18 086	39 000	270 165
Picardie	13 777	241 103	0	26 755	4 223 671	0	0	120 633
Poitou Charentes	14 367	178 081	104 051	386 689	4 602 693	0	0	537 839
PACA	33 218	340	12 071	175 681	9 693 375	3 272	30 491	1 340 998
Rhône-Alpes	41 398	18 883	479	0	7 560 681	0	16 564	1 911 241
France métropolitaine	423 501	4 275 381	2 786 088	2 248 136	83 204 579	64 111	379 339	10 450 626
Guadeloupe	1 601	0	0	0	397 247	0	0	0
Guyane	278	208 304	0	0	126 483	0	0	0
Martinique	1 657	0	0	0	404 991	0	0	0
Réunion	3 776	0	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	7 312	208 304	0	0	928 721	0	0	0
CFA régionaux	430 813	4 483 685	2 786 088	2 248 136	84 133 300	64 111	379 339	10 450 626
MEN	3 094	2 601 975	8 261	14 990	0	1 187 584	0	2 124 725
MAP	127	0	0	0	0	77 082	0	0
CFA nationaux	3 221	2 601 975	8 261	14 990	0	1 264 666	0	2 124 725
TOTAL France	434 034	7 085 660	2 794 349	2 263 126	84 133 300	1 328 777	379 339	12 575 351

TOUS CFA CONFONDUS

Région	Familles	Quote part de subvention versée au compte de résultat	Reprises sur amortissement	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	653 451	0	0	85 921	2 612 853	173
Aquitaine	2 031 183	89 583	4 315	57 876	10 041 758	564
Auvergne	1 522 839	0	0	0	5 038 153	583
Bourgogne	3 494 170	239 174	39 774	277 853	6 835 127	556
Bretagne	3 803 250	169 989	8 851	77 799	5 329 031	288
Centre	4 141 195	295 076	114 088	168 891	14 845 917	755
Champagne-Ardenne	1 201 859	33 110	26 595	64 518	2 914 538	328
Corse	28 901	0	0	0	597 164	310
Franche-Comté	2 500 709	22 390	20 612	223 170	3 875 343	380
Ile de France	10 957 814	555 583	0	0	12 498 875	162
Languedoc Roussillon	1 482 059	231 839	3 190	0	3 343 923	232
Limousin	484 113	0	28 126	0	1 946 787	492
Lorraine	2 907 676	162 170	18 551	218 774	8 302 538	488
Midi Pyrénées	1 450 570	289 649	7 622	17 968	7 930 268	435
Nord Pas de Calais	1 276 695	89 722	7 194	373 506	7 624 624	371
Basse Normandie	4 074 508	253 306	0	456 140	9 339 611	837
Haute Normandie	2 060 744	121 947	16 949	19 412	6 983 088	470
Pays de la Loire	2 887 191	45 410	1 994	284 970	14 345 606	476
Picardie	1 604 361	0	0	354 463	6 570 986	477
Poitou Charentes	3 649 159	487 117	0	17 191	9 962 820	693
PACA	1 511 587	238 908	9 235	651 913	13 667 871	411
Rhône-Alpes	5 983 298	639 858	88 279	1 267 020	17 486 303	422
France métropolitaine	59 707 332	3 964 831	395 375	4 617 385	172 093 184	406
Guadeloupe	0	0	0	0	397 247	248
Guyane	0	0	0	69 722	404 509	1 454
Martinique	4 022	0	0	0	409 013	247
Réunion	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	4 022	0	0	69 722	1 210 769	166
CFA régionaux	59 711 354	3 964 831	395 375	4 687 107	173 303 953	402
MEN	0	49 285	0	0	5 986 820	1 935
MAP	54 493	0	0	0	131 575	1 036
CFA nationaux	54 493	49 285	0	0	6 118 395	1 900
TOTAL France	59 765 847	4 014 116	395 375	4 687 107	179 422 348	413

RESSOURCES CONSACREES A L'INVESTISSEMENT EN 2009 TOUS CFA CONFONDUS

Région	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage utilisée	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Région	Etat	Autres collectivités	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 065	1 681 930	0	429 752	884 159	0	0	32 169	3 028 010	201
Aquitaine	17 818	428 874	503 296	804 838	5 889 714	109 146	859 564	27 792	8 623 224	484
Auvergne	8 635	1 785 193	4 876	252 944	695 485	77 760	0	531 674	3 347 932	388
Bourgogne	12 293	674 385	622 055	0	1 857 513	160 679	8 377	0	3 323 009	270
Bretagne	18 512	1 380 464	0	626 879	2 238 963	0	65 100	1 135 948	5 447 354	294
Centre	19 673	3 111 264	570 515	2 590 146	9 301 071	33 550	221 348	122 219	15 950 113	811
Champagne-Ardenne	8 891	828 873	4 806 132	99 882	8 956 649	4 283 635	47 224	130 840	19 153 235	2 154
Corse	1 925	67 017	0	0	43	0	0	104 156	171 216	89
Franche-Comté	10 196	758 699	0	318 206	750 440	0	0	1 020 056	2 847 401	279
Ile de France	77 377	9 676 214	1 240 345	5 486 858	18 391 035	185 355	1 964 320	517 116	37 461 243	484
Languedoc Roussillon	14 392	625 881	0	0	6 128 142	0	0	0	6 754 023	469
Limousin	3 954	159 679	1 376 573	0	1 637 670	0	0	59 112	3 233 034	818
Lorraine	17 018	1 756 691	4 442 499	622 112	4 903 519	9 287	27 117	0	11 761 225	691
Midi Pyrénées	18 239	3 645 551	1 228 834	56 328	3 616 721	264 424	17 739	509 081	9 338 678	512
Nord Pas de Calais	20 576	1 317 090	2 766	-172 841	4 425 598	-183 030	180	415 813	5 805 577	282
Basse Normandie	11 155	911 144	148 643	21 259	1 361 289	0	161 405	33 394	2 637 134	236
Haute Normandie	14 859	1 006 698	52 642	2 234 201	4 131 497	0	0	128 338	7 553 376	508
Pays de la Loire	30 163	1 809 769	3 936 533	525 869	11 395 752	1 117 353	201 881	205 252	19 192 409	636
Picardie	13 777	784 374	701 752	0	1 743 683	0	1 493 781	0	4 723 590	343
Poitou Charentes	14 367	432 176	95 558	1 707 823	6 582 000	37 726	28 439	155 778	9 039 500	629
PACA	33 218	2 597 672	730 055	573 743	2 334 148	20 210	465 400	0	6 721 228	202
Rhône-Alpes	41 398	7 194 778	909 540	573 297	5 024 212	28 206	77 469	469 568	14 277 070	345
France métropolitaine	423 501	42 634 416	21 372 614	16 751 296	102 249 303	6 144 301	5 639 344	5 598 306	200 389 581	473
Guadeloupe	1 601	142 998	0	676 431	0	0	0	0	819 429	512
Guyane	278	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	1 657	61 591	0	18 422	0	0	0	77 963	157 976	95
Réunion	3 776	0	0	0	0	0	0	0	0	0
France outre-mer	7 312	204 589	0	694 853	0	0	0	77 963	977 405	134
CFA régionaux	430 813	42 839 005	21 372 614	17 446 149	102 249 303	6 144 301	5 639 344	5 676 269	201 366 986	467
MEN	3 094	60 548	0	0	0	4 880	0	0	65 428	21
MAP	127	32 516	0	0	0	0	0	0	32 516	256
CFA nationaux	3 221	93 064	0	0	0	4 880	0	0	97 944	30
TOTAL France	434 034	42 932 069	21 372 614	17 446 149	102 249 303	6 149 181	5 639 344	5 676 269	201 464 930	464

CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CFA THR COMPRIS (EN €) - 2009
TOUS CFA CONFONDUS

Annexe 26

Région	Effectifs pondérés jeunes	Nombre d'heures	Charges d'exploitation (cptes 60 à 65)	Coût (1) par jeune	Charges hors exploitation (cptes 66 à 68)	Coût (2) par jeune	Total Transport, Hébergement, Restauration	Charges de fonctionnement THR compris	Coût (3) par jeune	Coût / heure apprenti	THR par jeune
Alsace	15 065	8 401 544	63 825 107	4 237	372 796	25	2 622 418	66 820 321	4 435	8	174
Aquitaine	17 818	9 169 957	104 143 279	5 845	1 574 894	88	10 217 987	115 936 160	6 507	13	573
Auvergne	8 635	4 023 584	45 778 695	5 302	293 591	34	5 955 437	52 027 723	6 025	13	690
Bourgogne	12 293	6 072 320	59 069 545	4 805	1 124 494	91	6 883 935	67 077 974	5 456	11	560
Bretagne	18 512	8 951 931	93 205 789	5 035	717 182	39	5 438 228	99 361 199	5 367	11	294
Centre	19 673	10 560 327	99 198 951	5 042	894 688	45	14 845 917	114 939 556	5 842	11	755
Champagne Ardenne	8 891	4 334 547	49 518 875	5 570	451 511	51	4 137 892	54 108 278	6 086	12	465
Corse	1 925	804 309	9 538 611	4 956	513 150	267	599 794	10 651 555	5 534	13	312
Franche Comté	10 196	5 525 659	46 680 384	4 578	631 065	62	4 379 539	51 690 988	5 070	9	430
Ile de France	77 377	44 978 247	580 516 056	7 502	4 716 212	61	14 905 398	600 137 666	7 756	13	193
Languedoc Roussillon	14 392	0	68 747 245	4 777	572 605	40	3 554 743	72 874 593	5 064		247
Limousin	3 954	2 035 240	22 377 360	5 659	42 912	11	1 946 787	24 367 059	6 162	12	492
Lorraine	17 018	9 239 261	72 472 939	4 259	1 025 053	60	8 639 679	82 137 671	4 826	9	508
Midi-Pyrénées	18 239	9 372 939	80 767 970	4 428	929 844	51	8 292 002	89 989 816	4 934	10	455
Nord Pas de Calais	20 576	10 678 669	103 185 835	5 015	992 950	48	7 869 449	112 048 233	5 446		382
Basse Normandie	11 155	5 580 666	57 809 149	5 182	307 880	28	10 010 410	68 127 439	6 107	12	897
Haute Normandie	14 859	8 009 917	73 951 472	4 977	1 125 285	76	7 861 888	82 938 645	5 582	10	529
Pays de la Loire	30 163	16 442 049	148 090 405	4 910	1 608 806	53	14 761 730	164 460 941	5 452	10	489
Picardie	13 777	7 918 220	73 726 848	5 351	1 626 699	118	6 570 986	81 924 533	5 946	10	477
Poitou Charentes	14 367	6 936 883	73 151 420	5 092	1 390 268	97	9 962 820	84 504 508	5 882	12	693
PACA	33 218	16 633 813	148 698 902	4 476	3 836 675	116	15 117 765	167 653 342	5 047	10	455
Rhône Alpes	41 398	19 410 368	230 662 199	5 572	3 579 851	86	18 687 357	252 929 407	6 110	13	451
France Métropolitaine	423 501	215 080 450	2 305 117 036	5 443	28 328 411	67	183 262 161	2 516 707 607	5 943	12	433
Guadeloupe	1 601	558 390	8 371 605	5 229	288 810	180	397 247	9 057 662	5 658	16	248
Guyane	278	3 261 650	2 306 551	8 291	0	0	0	2 306 551	8 291	1	0
Martinique	1 621	1 071 566	9 844 045	6 073	412 554	255	292 124	10 548 723	6 508	10	180
Réunion	3 812	0	0	0	0	0	0	0	0		0
France outre-mer	7 312	4 891 606	20 522 201	2 807	701 364	96	689 371	21 912 936	2 997	4	94
CFA régionaux	430 813	219 972 056	2 325 639 237	5 398	29 029 775	67	183 951 532	2 538 620 543	5 893	12	427
CFA du MEN	3 094	1 620 751	24 434 320	7 897	52 280	17	5 885 071	30 371 671	9 816	19	1 902
CFA du MAP	67	65 870	420 725	6 261	10 473	156	131 575	562 773	8 375	9	1 958
CFA nationaux	3 161	1 686 621	24 855 045	7 862	62 753	20	6 016 646	30 934 444	9 785	18	1 903
TOTAL France	433 974	221 658 677	2 350 494 282	5 416	29 092 528	67	189 968 178	2 569 554 987	5 921	12	438

Sources : les comptes financiers des CFA consolidés par les Conseils régionaux & l'enquête SIFA du ministère de l'éducation (DEPP)

CHARGES DE PERSONNELS - 2009

<i>Région</i>	Formateurs	Autres personnels	Total
Alsace	38 303 621	9 706 896	48 010 517
Aquitaine	47 795 929	25 922 071	73 718 000
Auvergne	21 795 166	9 884 418	31 679 584
Bourgogne	26 629 876	14 818 660	41 448 536
Bretagne	47 988 371	16 910 523	64 898 894
Centre	48 335 813	23 211 371	71 547 184
Champagne Ardenne	19 044 811	10 008 757	29 053 568
Corse	4 012 462	1 951 196	5 963 658
Franche Comté	25 966 095	7 324 659	33 290 754
Ile de France	204 762 929	149 154 202	353 917 131
Languedoc Roussillon	27 763 705	14 670 460	42 434 165
Limousin	12 849 075	5 133 904	17 982 979
Lorraine	35 533 617	15 528 454	51 062 071
Midi-Pyrénées	32 859 253	15 228 436	48 087 689
Nord Pas de Calais	47 311 583	22 059 450	69 371 033
Basse Normandie	27 916 071	16 337 896	44 253 967
Haute Normandie	34 700 820	14 225 055	48 925 875
Pays de la Loire	71 250 825	31 061 429	102 312 254
Picardie	NR	NR	42 961 760
Poitou charentes	32 674 286	18 041 883	50 716 169
PACA	53 295 553	28 771 934	82 067 487
Rhône Alpes	69 279 523	45 153 625	114 433 148
France métropolitaine	930 069 384	495 105 279	1 468 136 423
Guadeloupe	3 824 945	1 945 971	5 770 916
Guyane	NR	NR	884 712
Martinique	4 656 059	2 902 912	7 558 971
Réunion	0	0	0
France outre-mer	8 481 004	4 848 883	14 214 599
CFA régionaux	938 550 388	499 954 162	1 482 351 022
CFA du MEN	9 324 539	5 140 635	14 465 174
CFA du MAP	208 392	73 574	281 966
CFA nationaux	9 532 931	5 214 209	14 747 140
Total France	948 083 319	505 168 371	1 497 098 162

Source : les comptes financiers des CFA

AIDES AUX JEUNES TOUS CFA CONFONDUS - 2009

Région	Aides directes aux apprentis										TOTAL DES AIDES DIRECTES
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Héberg / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aide au permis B	Carte nationale d'apprenti	Ordinateurs	Chèques Culture	Autres aides	
Alsace	287 450	-	-	-	-	-	-	-	-	-	287 450
Aquitaine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Auvergne	-	-	-	9 390	-	-	-	-	-	23 200	32 590
Bourgogne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bretagne	581 185	-	8 535 570	-	-	-	-	-	-	-	9 116 755
Centre	280 600	-	-	-	-	-	-	170 100	279 000	-	729 700
Champagne-Ardenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corse	42 470	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42 470
Franche-Comté	-	-	1 000 000	-	68 268	-	-	-	-	-	1 068 268
Ile de France	-	-	19 401 115	-	-	-	93 512	-	-	1 184 758	20 679 385
Languedoc Roussillon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Limousin	209 520	-	-	-	-	-	-	-	-	9 600	219 120
Lorraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Midi Pyrénées	396 052	-	-	-	-	-	-	-	-	-	396 052
Nord Pas de Calais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Basse Normandie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haute Normandie	146 243	-	-	82 096	-	-	-	-	-	43 784	272 123
Pays de la Loire	-	-	-	-	-	-	-	-	75 440	-	75 440
Picardie	926 290	-	-	97 259	-	190 596	-	-	-	-	1 214 145
Poitou Charentes	722 100	-	-	28 576	-	924 088	28 500	-	-	25 000	1 728 264
PACA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rhône-Alpes	1 328 740	1 063 428	-	232 994	-	-	-	-	-	2 914 354	5 539 516
France métropolitaine	4 920 650	1 063 428	28 936 685	450 315	68 268	1 114 684	122 012	170 100	354 440	4 200 696	41 401 278
Guadeloupe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guyane	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Martinique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réunion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL France	4 920 650	1 063 428	28 936 685	450 315	68 268	1 114 684	122 012	170 100	354 440	4 200 696	41 401 278

AIDES AUX JEUNES TOUS CFA CONFONDUS - 2009

Région	Aides via les CFA								TOTAL DES AIDES INDIRECTES	TOTAL DES AIDES AUX APPRENTIS
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Héberg / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aides aux handicapés	Carte nationale d'apprenti	Autres aides		
Alsace	37 233	-	1 863 207	-	-	-	-	-	1 900 440	2 187 890
Aquitaine	-	-	6 688 694	-	295 419	-	-	-	6 984 113	6 984 113
Auvergne	106 544	-	3 045 977	-	-	-	-	-	3 152 521	3 185 111
Bourgogne	244 193	-	2 442 813	-	-	195 333	-	-	2 882 339	2 882 339
Bretagne	-	-	48 160	328 919	-	180 186	-	-	557 265	9 674 020
Centre	-	-	6 136 920	1 068 336	-	-	-	-	7 205 256	7 934 956
Champagne-Ardenne	-	-	1 003 565	-	126 709	-	-	-	1 130 274	1 130 274
Corse	-	-	528 833	-	-	-	-	-	528 833	571 303
Franche-Comté	412 175	-	1 103 043	-	-	-	-	-	1 515 218	2 583 486
Ile de France	-	-	474 627	457 837	-	-	-	146 226	1 078 690	21 758 075
Languedoc Roussillon	680 892	-	1 951 793	81 360	-	-	-	-	2 714 045	2 714 045
Limousin	-	-	1 089 381	4 911	-	-	-	-	1 094 292	1 313 412
Lorraine	305 523	-	4 157 567	-	-	-	6 100	-	4 469 190	4 469 190
Midi Pyrénées	-	-	4 874 614	86 558	-	-	-	-	4 961 172	5 357 224
Nord Pas de Calais	2 224 875	-	7 869 449	107 402	-	-	-	-	10 201 726	10 201 726
Basse Normandie	572 542	-	2 857 276	154 443	152 859	293 455	-	-	4 030 575	4 030 575
Haute Normandie	-	-	3 764 531	-	-	-	-	-	3 764 531	4 036 654
Pays de la Loire	1 459 234	-	10 370 663	-	-	-	-	-	11 829 897	11 905 337
Picardie	-	-	4 283 464	-	-	-	-	-	4 283 464	5 497 609
Poitou Charentes	541 400	645 016	4 602 693	-	238 292	191 100	-	36 463	6 254 964	7 983 228
PACA	1 830 246	-	9 693 375	399 273	-	-	-	-	11 922 894	11 922 894
Rhône-Alpes	-	-	8 008 900	-	834 040	-	-	-	8 842 940	14 382 456
France métropolitaine	8 414 857	645 016	86 859 545	2 689 039	1 647 319	860 074	6 100	182 689	101 304 639	142 705 917
Guadeloupe	-	-	397 247	-	-	-	-	-	397 247	397 247
Guyane	-	-	126 483	-	-	-	-	-	126 483	126 483
Martinique	-	-	404 991	-	-	-	-	-	404 991	404 991
Réunion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL France	8 414 857	645 016	87 788 266	2 689 039	1 647 319	860 074	6 100	182 689	102 233 360	143 634 638